



## **INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE STRASBOURG**

**Université de Strasbourg**

**Les services de renseignement français et américain en Indochine**

**1945-1956**

***La coopération à l'épreuve de la méfiance et des intérêts nationaux***

**Adrien Legendre**

**Mémoire de 4<sup>ème</sup> année, filière « Études Européennes et Internationales »**

**Sous la direction d'Emmanuel Droit**

**Année 2019-2020**

" L'Université de Strasbourg n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur[e] ".



*C'était un coin du monde, en Asie, loin de tout  
Encadré de montagnes, hérissé de bambous  
Au fond d'une cuvette, parsemée de collines  
Et tout autour creusées de profondes ravines.*

*Pitons nus, baptisés Dominique, Isabelle,  
Huguette, Anne-Marie, Éliane et Gabrielle  
Et aussi Béatrice, noms de filles ou de femmes  
Points d'appuis qui un jour furent couronnés de flammes.*

*Théâtre de batailles furieuses et sans pitié  
Où sont ensevelis des soldats sacrifiés  
Vietnamiens francophiles, sapeurs et légionnaires  
Fantassins, artilleurs et paras légendaires.*

*Combattants sans reproche, de par le sang versé  
Pour l'honneur de la France et pour la liberté  
Cette terre étrangère, si lointaine pour vous  
Cette vallée sanglante s'appelait "Dien Bien Phu"*

Charles Jean VERWICHT.

*À ma sœur.*

## LISTE DES SIGLES

AFSA : Armed forces security agency

BAT : Bureau des archives techniques

BCRA : Bureau central de renseignements et d'action

BCRI : Bureau central de renseignements de l'Indochine

BFD : Bureau fédéral de documentation

BTLC : Bureau technique de liaison et de de coordination

CAT : Civil air Transport

CE : Contre-espionnage

CEFEO : Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient

CIA : Central intelligence agency

CLI : Corps léger d'intervention

COI : Coordinator of intelligence

COMINT : Communication intelligence

DCI : Director of central intelligence

DGD : Direction générale de la documentation

DGER : Direction générale des études et recherches

DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure

DGSS : Direction générale des services spéciaux

DOP : Détachement opérationnel de protection

DSS : Direction des services spéciaux

DST : Direction de la surveillance du territoire

FICS : French Indochina section

FOM : France d'outre-mer

GCMA : Groupement de commandos mixtes aéroportés

GCR : Groupement de contrôle radioélectrique

GMI : Groupement mixte d'intervention

JCS : Joint chiefs of staff

MAAG : Military agency advisory group

MMF : Mission militaire française

NSA : National security agency

NSC : National security council

OR : Officier de renseignement  
OSS : Office of strategic services

Quintel/Quinpart : Quintipartite intelligence conference

RDV/RDVN : République démocratique du Vietnam  
RG : Renseignements généraux  
ROEM : Renseignement d'origine électromagnétique  
RPC : République populaire de Chine

SA : Service action  
SDECE : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage  
SEAC : South East Asia command  
SIGINT : Signal intelligence  
SMM : Saigon military mission  
SOE : Special operations executive  
SPDN : Secrétariat permanent de la défense nationale  
SR : Service de renseignement  
SREO : Service de renseignement d'Extrême-Orient  
SRI : Service de renseignement intercolonial  
SRO : Service de renseignement opérationnel  
STEM : Special technical and economic mission  
STR : Service technique de recherche  
Surmar : Surveillance maritime

TAPI : Troupes aéroportées d'Indochine  
TRIM : Training relations and instruction mission

USIS : United-States information services

## SOMMAIRE

INTRODUCTION. L'oxymore de la coopération internationale en matière de renseignement	7
PARTIE 1 : la genèse des services et de l'Indochine comme enjeu de leurs relations	22
CHAPITRE 1. Les services français et américains au début de la Guerre froide	23
CHAPITRE 2. L'archipel du renseignement en Indochine	37
CHAPITRE 3. De l'hostilité au remplacement ; l'évolution de la politique des Etats-Unis envers l'Indochine de 1941 à 1956	54
PARTIE 2. Le temps des intérêts partagés et de la méfiance cordiale	78
CHAPITRE 4. L'Indochine au cœur du renseignement occidental	79
CHAPITRE 5. La méfiance cordiale ou le grand jeu de dupes	98
CHAPITRE 6. L'Indochine, laboratoire franco-américain de la guerre contre révolutionnaire	127
CONCLUSION	144

## INTRODUCTION

### *L'oxymore de la coopération internationale en matière de renseignement*

*Le tempérament du colonel commençait à s'effiloche. Si seulement, pensais-je, n'avait-il pas pris notre bluff au sérieux dès le début et nous avait dit fermement qu'il connaissait les chiffres mais ne voulait rien dire. Après tout, c'était leur guerre, pas la nôtre. Nous n'avions aucun droit divin à l'information. Nous n'avions pas à combattre les députés de gauche à Paris ainsi que les troupes d'Ho Chi Minh entre les fleuves Rouge et Noir. Nous n'étions pas en train de mourir<sup>1</sup>.*

Dans cette anecdote, tirée de son expérience en Indochine comme journaliste accompagné d'un « Américain bien tranquille » travaillant pour la CIA, Graham Greene semble mettre en avant une amère vérité de la guerre d'Indochine. Les nations étrangères, même alliées, n'avaient pas le droit d'en connaître.

Cet état de fait n'est pas surprenant outre mesure. Après tout, le renseignement est « profondément enraciné dans le cœur même de l'intérêt national de chaque État, dans les tréfonds de la sécurité intérieure de chaque nation, dans les replis du secret d'État<sup>2</sup> ». Lieu d'expression par excellence de la Raison d'État, faisant fi des logiques d'amitié et d'inimitié, les bureaucraties et pratiques du renseignement ne semblent ainsi en aucun cas tenues de partager leur production avec des nations étrangères. Le rôle des agences consistant essentiellement à soutenir et à compléter d'autres activités gouvernementales lorsque les secrets des adversaires sont en jeu, en termes de relations internationales, leur rôle est donc nécessairement compétitif. En ce sens, comme le note Sir Stephen Lander, ancien directeur général des services de sécurité britanniques, « la coopération internationale en matière de renseignement est un oxymore<sup>3</sup> ». Il n'est donc

---

<sup>1</sup> Graham Greene, *The Quiet American*. Random House, Édition du Kindle, 2010, p. 56.

<sup>2</sup> Olivier Chopin, « Le renseignement européen, les coopérations bilatérales au secours d'une intégration introuvable ? », *Politique européenne*, 2015/2 (N° 48), p. 28.

<sup>3</sup> Sir Stephen Lander, « International intelligence cooperation: an inside perspective », *Cambridge Review of International Affairs*, 17:3, 2004, p. 481.

pas surprenant de voir qu'en février 1952, le général Raoul Salan, alors commandant en chef en Indochine, rédige une note à l'attention des officiers français où il les met en garde contre la tendance à s'épancher à l'occasion « d'évènements divers », dans des oreilles pas toujours bien intentionnées, et que les propos rapportés et les informations collectées étaient souvent « tendancieuses et fausses », et pouvaient être « réutilisées contre nous dans les plus hautes instances internationales<sup>4</sup> ». Il semble donc qu'il y ait eu une réelle politique de verrouillage de l'information, déplorée par les services américains, alors même que ces derniers financent la guerre à hauteur de 80% et que celle-ci est présentée comme une expression de la solidarité occidentale face au communisme.

On serait donc tenté de conclure simplement, en accord avec le mot de Lander, que l'Indochine n'a été qu'une autre expression de l'irréductible incompatibilité entre renseignement et coopération, et ce, quand bien même la France et les États-Unis formaient une communauté de sécurité<sup>5</sup>. Le renseignement serait ainsi le dernier bastion de la *realpolitik* et du *self-help*<sup>6</sup> alors que l'intégration et la socialisation permettent la négation du dilemme de sécurité en faisant disparaître la guerre et l'attente de la guerre<sup>7</sup>.

Pourtant, il n'en est rien. En effet, si la coopération entre services de renseignement français et américain en Indochine n'a pas toujours été aisée, elle a tout de même existé, et a même pris une importance, une intensité et des formes inédites.

À des forums réguliers d'échange de renseignement et de formulation des besoins, s'ajoutent une division du travail entre le SDECE et la CIA pour la couverture de la Chine communiste ou encore des opérations de contre-guérilla menées de manière presque conjointe entre les services action des deux centrales. Expression des besoins, collecte, traitement, analyse, diffusion, et même action, toutes les étapes du cycle du renseignement semblent avoir été concernées.

---

<sup>4</sup> SHD DAT 10H 5337, note d'orientation sur les relations des militaires des forces françaises ou vietnamiennes avec les consuls ou représentants étrangers en Indochine, 23 janvier 1952 cité par Jean-Marc Le Page, *Les services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau Monde, 2014, p. 443.

<sup>5</sup> Karl Deutsch., *Political Community and the North Atlantic Area*. Princeton (NJ), Princeton University Press, 1957, 228 p.

<sup>6</sup> Terme développé dans Kenneth N. Waltz, *Theory of International Politics*. Reissued. Long Grove, III : Waveland Press, 2010, 251 p. désignant le comportement d'une unité politique dans un environnement anarchique. En raison de cette structure anarchique, l'unité ne peut que compter sur elle-même afin d'assurer sa sécurité et aucune confiance n'est possible.

<sup>7</sup> Karl Deutsch., *op. cit.*, p. 5.



Ainsi, l'ambition de ce travail est de rendre compte de ce paradoxe. En plongeant au cœur de l'archipel du renseignement en Indochine<sup>8</sup> et dans les méandres des relations franco-américaines de l'ombre, il s'agit donc d'étudier les modalités de cette coopération, les différentes formes qu'elle prend, les acteurs et les objets concernés, mais également ses limites et les dysfonctionnements.

## 1) État de l'art

### A) L'étude du renseignement

L'étude du renseignement est un champ scientifique récent. En gestation au début des années 1980, il avait été alors décrit comme « la dimension manquante de la plupart des histoires diplomatiques<sup>9</sup> ». Quarante ans plus tard, ce constat ne semble plus être d'actualité. En effet, le renseignement est aujourd'hui un objet d'étude à part entière qui a donné lieu à de nombreuses recherches fructueuses. Pour autant, l'attention accordée au renseignement et le degré d'institutionnalisation des champs d'étude varient grandement en fonction des pays. De fait, on constate que le champ de recherche est dominé par l'école anglo-saxonne des *Intelligence studies*, alors que le développement d'une « école française des études sur le renseignement<sup>10</sup> » est plus récent.

#### a) Un champ de recherche dominé par les *intelligence studies* anglo-saxonnes

La remarque de Christopher Andrew est en fait trompeuse. L'étude du renseignement dans le monde anglo-saxon débute dès les années 1950 sur le fond d'une réflexion critique des agences américaines. Ainsi, la première revue sur le sujet, *Studies in intelligence*, est créée en 1955 au sein de la CIA par Sherman Kent. Ce dernier est par ailleurs au cœur de l'institutionnalisation de la discipline aux États-Unis. Ancien membre de l'OSS et membre du *Board of national intelligence estimates* de la CIA, il est considéré comme le père de l'analyse de renseignement notamment par son ouvrage de 1949 « *Strategic intelligence for American World Policy* ». C'est par ailleurs à lui qu'on doit la définition tripartite du renseignement comme savoir, pratiques, et organisations. Dans cette mesure, le renseignement apparaît comme « un fragment de

---

<sup>8</sup> Expression tirée de Jean-Marc Le Page., *op.cit.*

<sup>9</sup> Christopher Andrew, David Dilks, *The missing dimension. Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, Chicago, University of Illinois Press, 1984, p.1.

<sup>10</sup> Pierre Lacoste (dir.), *Le renseignement à la française*, Paris, Economica, 1998, 641p.

l'État et des politiques publiques<sup>11</sup>», et son étude ne peut être que pluridisciplinaire, combinant droit, sociologie et histoire. Ce sont cependant la science politique, notamment dans l'approche organisationnelle des services et les théories des relations internationales<sup>12</sup> qui prédominent avec l'approche historique<sup>13</sup>.

La seconde étape du développement du champ anglo-saxon a lieu dans les années 1970 et se concentre sur les questions d'encadrement des pratiques du renseignement dans un contexte de scandales politiques et militaires<sup>14</sup>. Dans les années 1980-1990 le champ poursuit son institutionnalisation avec la création en 1986 des deux revues *Intelligence and National Security* ainsi que *l'International Journal of Intelligence and Counterintelligence*. Cette période correspond par ailleurs au développement des liens entre étude du renseignement et histoire des relations internationales, sous l'impulsion de Christopher Andrew.

Dans ces conditions, l'institutionnalisation des *intelligence studies* dans les pays anglo-saxons semble répondre à deux facteurs : d'une part une logique professionnelle, qui s'inscrit dans une démarche réflexive de la part des praticiens, et d'autre part, une logique politique, qui questionne la place du renseignement dans l'architecture institutionnelle démocratique. L'existence d'histoires officielles des services dans ces pays renforce par ailleurs cette analyse, et tend à montrer que les *intelligence studies* sont avant tout *policy-oriented*<sup>15</sup>.

#### b) L'institutionnalisation récente d'une « école française du renseignement »

En France, le dialogue entre universitaires et praticiens a été beaucoup plus malaisé et on ne peut parler de champ français des études sur le renseignement qu'à partir de la fin des années 1990 sous l'impulsion de Pierre Lacoste.

---

<sup>11</sup> Jean-Vincent Holeindre, Benjamin Oudet, *Les études sur le renseignement en France. Généalogie, structuration et propositions*, IRSEM, note de recherche n°67, 27 novembre 2018, p. 3.

<sup>12</sup> Gérald Arboit, *Le renseignement, dimension manquante de l'histoire contemporaine de la France*, CF2R, rapport de recherche n°9, mars 2013, p. 54.

<sup>13</sup> Olivier Forcade, « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie & société*, 2012/2, pp. 99-110.

<sup>14</sup> Jean-Vincent Holeindre, Benjamin Oudet., *op. cit.*, p. 3.

<sup>15</sup> *Ibid.*

L'émergence d'une école française du renseignement a été tardive<sup>16</sup> en raison de différents facteurs ancrés dans la culture politique française. En effet, le renseignement a « souvent été perçu de manière négative comme le fait du prince. Il serait ainsi peu compatible avec le principe de publicité qui oriente les débats démocratiques<sup>17</sup> ». Dans ces conditions, le renseignement n'est pas apparu comme un élément de culture, enjeu de société ou objet scientifique. Par ailleurs, la méfiance et la défiance envers les services sont autant d'éléments de la culture politique française qui ne favorisent pas l'institutionnalisation d'une analyse scientifique dépassionnée. Ce sont donc les récits journalistiques des scandales et des « affaires » de la république qui ont dominé pendant longtemps. Finalement, la difficulté d'accès aux sources contemporaines et la faible porosité entre milieu universitaire et professionnel sont des éléments de blocage importants<sup>18</sup>.

Certains soutiennent par ailleurs que le retard français dans les études sur le renseignement est la conséquence de la constitution de l'État moderne français et de l'importance qui a été donnée au renseignement :

*Cette faiblesse de la culture française du renseignement tient pour beaucoup au rôle historique joué par l'État, notamment dans sa version napoléonienne : par le caractère centralisé de son fonctionnement, la machine étatique peut être considérée comme un gigantesque service de renseignement centralisé dont la vocation est la remontée de l'information. Ainsi, la France n'aurait pas eu à forger une culture du renseignement puisque cette fonction était déjà au cœur du fonctionnement de l'État. Inhérent à l'État, mais extérieur à la culture politique : tel serait le statut paradoxal réservé au renseignement en France<sup>19</sup>.*

C'est l'amiral Lacoste, ancien directeur de la DGSE limogé à la suite de l'affaire du Rainbow Warrior, qui fut en France l'équivalent de Sherman Kent pour

---

<sup>16</sup> Peter Jackson, « intelligence and the state : An emerging « French school » of intelligence Studies », *Intelligence and National Security*, vol 21, n°6, 2006, pp. 1061-1069.

<sup>17</sup> Jean-Vincent Holeindre, Benjamin Oudet., *op. cit.*, p. 4.

<sup>18</sup> Gérald Arboit., *op. cit.*, pp. 18-22.

<sup>19</sup> Jean-Vincent Holeindre, Benjamin Oudet., *op. cit.*, p. 4. Et Olivier Chopin et Bastien Ironnelle, « Comparaison franco-britannique de la recherche sur les services de renseignement », *Criminologie*, 46:2, 2013, pp. 15-42.

l'institutionnalisation de l'étude du renseignement grâce à une série de séminaires en 1995. Il entendait ainsi s'attaquer au « déficit de la culture du renseignement » celui-ci étant « *peu connu et surtout mal compris, parce qu'à la différence d'autres peuples, comme par exemple le britannique ou le chinois, nos élites n'ont pas été éduquées, formées ni entraînées à traiter le renseignement comme un facteur stratégique essentiel, au même titre que les capacités militaires ou le savoir-faire diplomatique*<sup>20</sup> ».

En parallèle de l'action de Lacoste, d'autres facteurs participent de la légitimation culturelle, institutionnelle et intellectuelle du renseignement en France. En effet, à la faveur de la fin de la Guerre froide et de la redéfinition de la politique militaire française, le renseignement s'impose comme une politique publique à part entière.

Dès lors, le champ français se développe progressivement, d'abord sur le fondement des sciences historiques et de l'étude des savoirs d'États, mais également dans le cadre plus large de l'histoire des relations internationales. Cependant, la recherche française ne semble pas bénéficier d'un rayonnement international en accord avec la puissance de ses services<sup>21</sup>.

Le champ français n'en est pas moins très productif. A des ouvrages généralistes comme ceux de Cousseran et Hayez, Olivier Chopin, Sébastien Laurent ou encore Eric Denécé, on peut ajouter des travaux sur des sujets plus précis comme ceux de Jean-Marc Le Page, Roger Faligot et Rémi Kauffer, ainsi que le dynamisme de certains organismes, notamment le CF2R et l'Académie du renseignement.

#### B) La coopération dans le renseignement, dimension manquante de la dimension manquante ?

Si l'étude du renseignement est désormais une discipline légitimée et institutionnalisée, certains domaines restent sous-traités. La coopération entre services relève de ces derniers. La coopération entre services, si elle est toujours considérée comme un adjuvant essentiel à l'action étatique ainsi qu'une réalité aussi vieille que les

---

<sup>20</sup> Pierre Lacoste, *Préface in Pierre Pascallon (dir.), Défense et Renseignement*, Paris, L'Harmattan, 1995, p.11.

<sup>21</sup> Jean-Vincent Holeindre, Benjamin Oudet., *op. cit.*, p. 11.

bureaucraties du renseignement, n'est cependant souvent étudiée que dans son contexte contemporain. Dans cette mesure, l'étude des coopérations est souvent liée à l'analyse du rôle des services dans la guerre contre le terrorisme ou la mutation des menaces après la Guerre froide<sup>22</sup>. Dans cette perspective, l'Union européenne est un objet privilégié de l'étude des coopérations entre agences<sup>23</sup>. Les études de cas historiques existent, mais sont rares et ne concernent presque jamais la France. On peut ainsi mentionner les travaux d'Emmanuel Droit sur les polices politiques du bloc de l'Est<sup>24</sup>, ou encore les travaux de James Igoe Walsh<sup>25</sup>. D'autre part, les analyses théoriques sont plus courantes. Il s'agit ainsi de dégager les facteurs favorisant ou faisant obstacle à la coopération, les problèmes de défection, ou d'établir des typologies des formes d'échange de renseignement<sup>26</sup>.

Dans le cadre de ce mémoire, quatre travaux sont particulièrement intéressants. Le premier est celui de Élie Tenenbaum sur l'histoire de la guerre irrégulière<sup>27</sup>. Il y met en exergue la circulation des pratiques de guérilla et contre-guérilla et particulièrement le rôle des services dans le développement, diffusion, et appropriation de ces savoir-faire. Par ailleurs, l'Indochine y apparaît comme une période et un théâtre central, donnant lieu à l'élaboration à la circulation de nombreuses techniques, notamment entre les Français et les Américains. Le deuxième est celui de Jean-Marc Le Page sur les services

---

<sup>22</sup> Jean-Claude Cousseran, Philippe Hayez, « La coopération internationale entre les services, une dimension en expansion », in, *Leçons sur le Renseignement*, Paris, Odile Jacob, 2017, pp. 153-173, Sir Stephen Lander., *op. cit.*, Stéphane Lefebvre, « The Difficulties and Dilemmas of International Intelligence Cooperation », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 16:4, 2003, pp. 527-542, , Richard J. Aldrich, « *International intelligence cooperation in practice* ». in Born, Hans and Leigh, Ian and Wills, Aidan, (dir.) *International intelligence cooperation and accountability*.. Oxon ; New York: Routledge, pp. 18-41, Chris Clough, « Quid Pro Quo: The Challenges of International Strategic Intelligence Cooperation », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 17:4, 2004, pp. 601-613.

<sup>23</sup> Chopin Olivier, « Le renseignement européen, les coopérations bilatérales au secours d'une intégration introuvable ? », *Politique européenne*, 2015/2 (N° 48), pp. 28-50, James I. Walsh, « Intelligence-Sharing in the European Union : Institutions Are Not Enough », *Journal of Common Market Studies*, vol 44, n°3, pp. 625-643.

<sup>24</sup> Emmanuel Droit, *Les polices politiques du Bloc de l'Est. À la recherche de l'Internationale tchékiste 1955-1989*, Paris, Gallimard, 2019, 277 p.

<sup>25</sup> James I. Walsh, *The international politics of intelligence sharing*, New-York, Columbia University Press, 2009, 208 p.

<sup>26</sup> Voir notamment Don Munton, Karima Fredj, « Sharing Secrets: A Game Theoretic Analysis of International Intelligence Cooperation », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 26:4, 2013, pp. 666-692.

<sup>27</sup> Élie Tenenbaum, *Partisans et centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2018, 522 p.

de renseignement français durant la guerre d'Indochine<sup>28</sup>. D'une part, du point de vue de l'étude du renseignement en France il constitue une contribution majeure à l'histoire des services et à l'autonomisation de la discipline. D'autre part, du point de vue de l'histoire de la guerre d'Indochine il apporte un nouvel éclairage sur la décolonisation et la réponse des autorités françaises et son contexte international. On y retrouve notamment une analyse détaillée de l'internationalisation du renseignement et les relations avec les services américains. Ce thème est par ailleurs développé dans d'autres contributions de Jean-Marc Le Page, notamment un article conjoint avec Élie Tenenbaum pour le journal de la CIA<sup>29</sup>. Le troisième est le livre de James Igoe Walsh « international politics of intelligence sharing ». Il s'agit du seul ouvrage – à la connaissance de l'auteur – qui étudie la coopération entre services de renseignements en tant que tel avec une ambition théorique et des cas historiques détaillés. Il cherche à savoir comment les États parviennent à dépasser les barrières à l'échange du renseignement (défection, intoxication) afin de développer une relation mutuellement bénéfique. Pour ce faire, il développe le modèle des relations hiérarchique sur le fondement du contractualisme relationnel. Une relation hiérarchique est une solution au problème de la défection car un État dominant est responsable des décisions importantes pour les services partenaires, de la surveillance de ces derniers tandis que l'État subordonné perçoit des bénéfices soit sous la forme d'autres renseignements, d'aide économique de soutien diplomatique voire de protection militaire. Une relation hiérarchique est mise en place lorsque les deux États peuvent bénéficier de l'échange de renseignement, que le coût de la défection est élevé, et que les mécanismes de surveillance, de contrôle et de mise en œuvre ne sont pas trop coûteux. Il montre ainsi que la relation entre les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest correspond à un tel schéma. En revanche, selon lui, aux yeux des Américains, la France était un partenaire peu attractif. Elle n'aurait pas de renseignements intéressants sur le bloc soviétique et ses services étaient perçus comme faibles. Par ailleurs, la France était vue comme un partenaire peu fiable en raison d'intérêts nationaux trop divergents et de la force des communistes dans la IV<sup>e</sup> République. Dans cette mesure, une relation anarchique aurait

---

<sup>28</sup>Jean-Marc le Page., *op.cit.*

<sup>29</sup> Jean-Marc Le Page, « Le renseignement français et la Corée 1950-1965 », in Pierre Journoud (dir.), *La Guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 239- 255, Jean-Marc Le Page, Elie Tenenbaum, « French and American intelligence Relations During the First Indochina War, 1950-1954 », *Studies in Intelligence* 55, n°3, 2011, extraits déclassifiés

été mise en place, avec peu d'échange de renseignements, et toujours dans un cadre *ad hoc*<sup>30</sup>. Finalement, le livre d'Emmanuel Droit sur les interactions entre les polices politiques du bloc de l'Est fournit des outils conceptuels et des pistes intéressantes. En particulier, le concept de « méfiance cordiale » qui caractérise les relations entre des services alliés mais concurrents, ainsi que la manière dont interactions et hiérarchisation entre services reflètent les relations interétatiques au sein du bloc de l'Est sont à retenir pour le présent travail.

### C) La guerre d'Indochine

L'historiographie française concernant la guerre d'Indochine profite aussi d'un renouvellement bénéfique. Dans la lignée du renouveau post-révisionniste des années 1990, Jean-Marc Le Page rejoint Pierre Journoud et Laurent Cesari dans une étude de ce conflit qui ne se limite pas à ses aspects militaires stricto-sensu<sup>31</sup>. Par ailleurs, la prise en compte du contexte international et des influence étrangères manifeste un certain rapprochement avec l'histoire globale ou interconnectée. Dans cette mesure, avec Élie Tenenbaum et ses travaux sur la production internationale des pratiques insurrectionnelles et contre insurrectionnelles, ils participent à la dernière évolution historiographique française appliquée à l'étude des conflits. Aux États-Unis, l'historiographie sur l'Indochine reste profondément marquée par la guerre du Vietnam. Dans cette mesure, l'étude du conflit colonial est souvent faite au prisme de l'engagement au Vietnam. On peut ainsi citer les travaux de John Prados à la fois sur le conflit en lui-même et sur les opérations clandestines de la CIA<sup>32</sup>.

## 2) Orientations épistémologiques

Compte tenu de ces différents éléments historiographiques, ce mémoire retient des orientations spécifiques.

---

<sup>30</sup> James I. Walsh., *op. cit.*, pp. 29-31.

<sup>31</sup> voir par exemple : Laurent Cesari. *Le problème diplomatique de l'Indochine 1945-1957*, Paris, Les Indes savantes, 2013, 417 p. Pierre Journoud, *Dien Bien Phu. La fin d'un monde*, Paris, Vendémiaire, 2019, 472 p. Pierre Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Odile Jacob, 2019, 672 p.

<sup>32</sup> John Prados, *La Guerre du Vietnam*, Paris, Perrin, 2011, 833 p. John Prados, *Safe for democracy : the secret wars of the CIA*, Chicago, Ivan R. Dee, 2006, 733 p.

En dépit des différents débats scientifiques sur la manière de définir le renseignement, nous conservons ici l'approche de Sherman Kent. Le renseignement désigne ainsi à la fois une forme de savoir, une forme d'organisation qui la produit, et l'activité qui est menée par ses institutions. Dans cette mesure, nous ne rejetons pas l'approche en termes de cycle du renseignement pour comprendre l'activité des services malgré ses critiques. Cependant, ce travail considère que l'action clandestine est une activité essentielle des services qui ne doit pas être négligée. Une définition syncrétique de Peter Gill et Mark Phythian semble ainsi convenir : « *le renseignement est un terme englobant une série d'activités – de la planification et la collection d'information en passant par l'analyse et la dissémination- conduites en secret, dans l'objectif de maintenir ou de renforcer la sécurité relative en apportant une anticipation des menaces ou des menaces potentielles selon des modalités permettant l'introduction de stratégies ou de politiques préventives, incluant, si besoin est, des activités spéciales ou clandestines* »<sup>33</sup>. Finalement, il faut préciser que ce travail se focalisera sur les services dits « extérieurs » et militaires, et non pas internes et policiers. Il ne sera donc pas question d'organismes comme la sûreté ou la DST, même si ces derniers peuvent également coopérer avec des services étrangers.

Concernant la coopération, ce mémoire fait le même pari que Michel Dobry sur le renseignement intérieur, c'est-à-dire, en excluant une définition *a priori* qui pourrait entraîner une perte « des propriétés les plus intéressantes de cet objet, celles qui renvoient à ce que la tradition sociologique appelle les « fonctions sociales du flou » »<sup>34</sup>. Nous prendrons donc « coopération » dans son acception la plus commune en respectant le flou des usages naturels de cette notion.

Concernant le cadre spatio-temporel nous prenons acte des dernières évolutions de l'historiographie française sur la guerre d'Indochine. Compte tenu de son importance dans la Guerre Froide et les relations transatlantiques nous ne nous limiterons pas au cadre restreint du Cambodge, Laos et Vietnam. Ainsi, une attention particulière sera apportée à la Chine et à la Corée, ainsi que certains développements en Europe. De plus, nous considérons la période allant de la Seconde Guerre mondiale à 1956, date à

---

<sup>33</sup> Cité dans, Olivier Chopin, Benjamin Oudet., *op. cit.*, p. 43.

<sup>34</sup> Michel Dobry, « le renseignement dans les démocraties occidentales. Quelques pistes pour l'identification d'un objet flou », in « Le Renseignement », IHESI, *Cahiers de la sécurité intérieure*, n°30, 4<sup>e</sup> trimestre 1997, pp. 53-85.



laquelle la France quitte définitivement le Vietnam. En effet, comme nous le verrons, beaucoup d'éléments de la Seconde Guerre mondiale sont matriciels pour les relations entretenues entre les Français et les Américains durant le conflit proprement dit et ce, jusqu'à ce que les États-Unis prennent la place de la France dans la péninsule.

Dans cette mesure, ce mémoire s'inscrit dans une approche prédominante d'histoire des relations internationales, mais ne néglige pas les apports de la science politique, notamment pour l'analyse des phénomènes bureaucratiques et des cultures organisationnelles ou politiques.

### **3) Présentation des sources**

Ce mémoire devait initialement s'appuyer sur les archives françaises de la guerre d'Indochine, notamment la série 10H du Service Historique de la Défense ainsi que la série 10 R. La série 10H concerne les archives issues des structures militaires, notamment les 2<sup>e</sup> bureaux et le commandement en chef. La série 10R correspond aux fonds issus de la délégation de la direction générale du SDECE en Indochine déclassifiés en 2015. Les inventaires de la série 10H révélaient que les cotes 144-153 sur les conférences interalliées ainsi que 266 et 525 sur l'aide américaine et les échanges de renseignement seraient particulièrement utiles. Les inventaires des fonds du SDECE semblaient également intéressants.

Cependant, il n'a pas été possible d'avoir accès à ces archives. D'abord en raison de problèmes techniques au SHD qui ont rendu la série 10H inaccessible en fin d'année 2019, puis en raison des directives du Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale et du ministère des Armées concernant l'application de l'instruction interministérielle 1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Alors que ces documents étaient librement accessibles, parfois sans réservations, ils sont désormais soumis à une procédure de déclassification dont les délais ne permettaient pas de les consulter dans les temps pour ce mémoire. Par ailleurs, le contexte sanitaire à partir de mars 2020 a également proscrit tout déplacement pour consulter d'autres sources archivistiques ou accéder à des sources secondaires supplémentaires en raison de la fermeture des bibliothèques.

Cependant, la série 10H avait déjà été exploitée en détail, notamment par Jean-Marc Le Page et Élie Tenenbaum. Ainsi, ce mémoire a utilisé leurs travaux comme moyen d'accès aux archives, avec tous les biais que cela implique. En revanche, la série 10 R n'avait pas encore été exploitée. En conséquence, ce mémoire ne fait pas usage des archives du SDECE en Indochine.

En dépit de la non accessibilité des archives, les sources primaires françaises sont tout de même existantes. Dans cette mesure, les mémoires et témoignages de vétérans de l'Indochine sont particulièrement utiles. Ont été utilisées les mémoires de Roger Trinquier, Sainteny et de Lattre<sup>35</sup>. On peut également citer les mémoires de certains acteurs américains<sup>36</sup>.

En revanche, les sources primaires américaines ont été beaucoup plus facile d'accès, en raison de leur numérisation. La CIA a ainsi mis en libre accès une quantité faramineuse de documents en raison du *Freedom of Information Act*. Cependant, peu de documents font directement référence à la coopération avec les Français en Indochine. À ce titre, le journal de bord du directeur de la CIA est la source la plus intéressante, mais il n'a été possible de retrouver que les journaux couvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre au 30 décembre 1951 et du 2 janvier 1954 au 14 juillet 1954. En revanche, l'analyse des bulletins quotidiens de renseignements fournit des informations intéressantes sur la manière dont ils perçoivent le conflit et la fréquence à laquelle des sources françaises sont citées. Ces bulletins ont par ailleurs été rassemblés dans le recueil « la guerre d'Indochine vue par CIA »<sup>37</sup>, ce qui a rendu l'exploitation plus aisée, mais fait courir le risque d'un biais de sélection. D'autre part, les archives diplomatiques, les *Foreign Relations of the United-States*, sont également accessibles en ligne. Les volumes suivant ont pu fournir des informations pertinentes sur la politique américaine en Indochine : *Foreign Relations of the United-States*, volume VI : 1950, *East Asia and the Pacific*, 1951 *Asia and the Pacific parties 1 et 2*. Le volume XII,

---

<sup>35</sup> Roger Trinquier, *Les maquis d'Indochine, 1952-1954*, FeniXX réédition numérique. Édition du Kindle, 2017, 261 p. Jean Sainteny, *Histoire d'une paix manquée : Indochine 1945-1947*, Paris, Amiot-Dumont, 1953, 260 p. Jean de Lattre de Tassigny, *La ferveur et le sacrifice, Indochine 1951. Archives personnelles du maréchal de Lattre de Tassigny*, Paris, Plon, 1987, 473 p.

<sup>36</sup> Archimedes Patti, *Why Vietnam? Prelude to America's Albatross*, Berkeley, University of California Press, 1980, 621 p. Charles Fenn, *At the Dragon's Gate : With the OSS in the Far East*, Annapolis, Naval institute Press, 2004, 226 p. Graham Greene., *op. cit.*

<sup>37</sup> Franck Mirmont, *La guerre d'Indochine vue par la CIA*, Paris, Nimrod, 2015, 286 p.

1952-1954, East Asia and the Pacific parties 1 et 2. Et finalement, le volume XIII, 1952-1954, Indochina, parties 1 et 2. Finalement, les *Pentagon Papers* apportent de nombreuses informations ainsi que des documents originaux. Ces derniers sont cependant à prendre avec précautions, étant donné qu'ils constituent un travail historique. En ce sens, ils sont eux aussi sujets à des biais. Pour autant, on peut les exploiter de deux manières. D'une part, en extrayant des informations brutes grâce aux documents internes qui y sont reproduits. D'autre part, en prenant l'analyse des auteurs comme la mémoire « officielle » de l'action américaine en Indochine, et donc comme matériau historique primaire.

Dans ces conditions, ce mémoire est sujet à de nombreuses limites. La contribution à la recherche ne peut-être que limitée en raison du nonaccès à des sources inédites. Par ailleurs, la dépendance lourde sur des sources secondaires fait courir le risque de la synthèse plutôt que de l'innovation. D'autre part, le manque de sources archivistiques françaises ne permet pas de dresser un portrait complet de la coopération entre les services, d'autant plus que la recherche sur le renseignement se heurte déjà au problème de la dialectique entre la nature secrète des services et les nécessités de la transparence inhérentes à la recherche.

En ayant conscience de ces écueils, il a cependant été fait le maximum afin de croiser les sources, faire concorder les informations, trouver des éléments nouveaux ou sous-exploités ainsi qu'apporter une analyse nouvelle sur des éléments déjà cités.

#### **4) Plan du mémoire**

L'analyse de James Walsh sur les relations franco-américaines nous fournit une bonne base de travail pour ce mémoire. En effet, Walsh semble succomber au même biais que les décideurs américains de l'époque, en ce que le bloc soviétique est vu comme monolithique et confondu avec l'URSS. Or, la Chine communiste est indubitablement une priorité de la diplomatie et des services américains dès 1949. On sait par ailleurs que la France disposait d'un très bon réseau d'écoute en Asie du Sud-Est grâce à sa présence en Indochine. Finalement, les dernières évolutions historiographiques sur la guerre d'Indochine et son contexte mondial montrent qu'il

existe d'intenses interactions entre Français et Américains. Dans ces conditions, en Asie du Sud-Est, la France était-elle réellement « un partenaire peu fiable avec peu d'informations intéressantes » ?

La première partie présente les acteurs et la scène du drame qui se joue en Indochine en retraçant la genèse des services franco-américains et la manière dont l'Indochine est devenue un enjeu franco-américain aux ramifications mondiales. Les deux premiers chapitres rendent compte de la structuration des appareils de renseignement français et américains. À ce titre, une attention particulière a été portée sur le rôle qui est assigné à la CIA au début de la Guerre froide et sa place croissante dans la politique américaine. En France, c'est la fragmentation du champ du renseignement et les concurrences entre services qui sont les facteurs déterminants qui éclairent les relations contradictoires entretenues avec les Américains en Indochine. Le chapitre trois complète l'analyse du contexte en étudiant l'évolution de la politique américaine vis-à-vis de l'Indochine. On comprend ainsi comment l'Indochine est passée d'une place marginale à une priorité stratégique. Cela permet également de comprendre l'ambiguïté fondamentale de la politique américaine, qui oscille entre anticolonialisme et *containment*, ce qui influence nécessairement l'action des services dans la péninsule.

Les trois premiers chapitres analysent ainsi les conditions de possibilité de la coopération mais également les dynamiques matricielles qui donnent lieu à une dépendance au sentier pour les échanges présentés en seconde partie.

Celle-ci peut donc aborder la pluralité de forme que prend la coopération entre les services et les ambiguïtés qui la caractérisent. Le chapitre quatre montre ainsi la coopération à plusieurs vitesses qui se nouent entre les différents acteurs français et américains. Le paradoxe entre d'une part des relations pragmatiques et efficaces entre le SDECE et la CIA, et d'autre part des interactions difficiles avec les autorités militaires est explicité dans le chapitre cinq. La coopération y apparaît comme une nécessité qui n'est faite qu'à contrecœur par des Français marqués par le double jeu anticolonial des Américains qui se poursuit au cours du conflit. Les intérêts nationaux restent donc centraux et leur divergence ne peut qu'empiéter sur les nécessités d'une coopération inconfortable des deux côtés. La méfiance cordiale prend ainsi tout son sens. Finalement, le chapitre six montre que plus que des renseignements, ce sont des

procédés tactiques et des savoir-faire guerriers qui sont échangés. En mettant l'accent sur la coopération entre les services en matière de guerre contre-insurrectionnelle nous montrons comment la coopération entre service de renseignement peut déboucher sur la circulation internationale de normes, concepts tactiques et modes d'organisation.

## PARTIE 1

La genèse des services et de l'Indochine comme enjeu de leurs  
relations

## CHAPITRE 1

### *Les services français et américains au début de la Guerre froide*

Si l'espionnage est à bien des égards « la plus vieille profession du monde <sup>38</sup>», les services de renseignements au sens d'une institution sont récents. De fait, le renseignement est la forme historique qu'a pris l'espionnage <sup>39</sup>. Celle-ci est spécifique et dépendante du contexte du développement des États modernes. Ce phénomène est concomitant d'abord de l'émergence des savoirs d'États durant la Renaissance en parallèle de sa dépersonnalisation et de sa rationalisation <sup>40</sup>. Il est ensuite l'enfant de l'émergence des bureaucraties wébériennes au XIX<sup>e</sup> siècle <sup>41</sup>. Alain Dewerpe note ainsi le glissement sémantique entre espionnage et renseignement au XIX<sup>e</sup> siècle, signe d'une professionnalisation dans un sens similaire à ce que Weber entend quand il analyse la professionnalisation de la politique <sup>42</sup>. En ce sens, le renseignement s'inscrit dans l'accumulation du capital informationnel, au cœur de la constitution du capital symbolique qui est indispensable à la production et la reproduction de la domination de l'État sur la société <sup>43</sup>. Il n'est ainsi pas surprenant de voir se développer les organes de renseignement modernes en même temps que les premiers organismes de statistiques sur la population. Dans cette mesure, les communautés du renseignements actuelles sont le résultat d'une genèse qui mêle héritages historiques des traditions étatiques et politiques, ainsi que des facteurs contingents, des événements internes ou externes. Sans prétendre appliquer le structuralisme génétique à l'émergence des bureaucraties du renseignement en France et aux États-Unis, ce chapitre cherche néanmoins à retracer les grandes lignes de l'histoire des services dans ces deux pays, afin d'en comprendre la structuration et le rôle au début de la Guerre froide. Le constat paradoxal qui s'impose est, qu'à l'inverse d'aujourd'hui où les États-Unis semblent disposer d'une communauté du renseignement fragmentée et très importante, au début de la Guerre froide, c'est le champ français du renseignement qui est marqué par la fragmentation. De leur côté, les

---

<sup>38</sup> Phillip Knightley, *The Second Oldest Profession: Spies and Spying in the Twentieth Century*, Londres, Penguin Books, 1988, 436 p.

<sup>39</sup> Olivier Chopin, Benjamin Oudet. *Renseignement et sécurité*. Paris, Armand Colin, 2016, p. 14.

<sup>40</sup> Sur ce point voir, Olivier Nay, *Histoire des idées politiques. La pensée politique occidentale de l'Antiquité à nos jours*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Armand Colin, 2016, 652 p.

<sup>41</sup> Jean-Claude Cousseran, Philippe Hayez. *Leçons sur le Renseignement*. Paris, Odile Jacob, 2017, p. 67.

<sup>42</sup> Alain Dewerpe, *Espion, une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, 1994, 478 p.

<sup>43</sup> Pierre Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Points, 2012, 702 p.

États-Unis découvrent tardivement l'importance de bureaucraties de collecte d'information et d'action clandestine à l'étranger.

La première partie revient rapidement sur les traditions étatiques divergentes aux États-Unis et en France en mettant l'accent sur le moment charnière du XIX<sup>e</sup> siècle, quand les bureaucraties wébériennes se mettent en place. La seconde partie analyse la rupture que constitue la seconde Guerre mondiale pour les deux pays. Finalement, la troisième partie montre comment le début de la Guerre froide correspond à une recomposition et une stabilisation des services.

## I) Entre fragmentation et unification : l'institutionnalisation du renseignement au sein de l'État

Si le glissement de l'espionnage au renseignement est encadré dans le processus de développement de l'État moderne et des avoires qui lui sont associés, la forme moderne des services n'émerge réellement qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. En France ce processus s'inscrit dans une tradition déjà longue qui remonte à Richelieu<sup>44</sup> et donne lieu à une multiplication des organismes en charge de collecter l'information à des fins diplomatiques ou militaires. En revanche, aux États-Unis une telle tradition n'existe pas. Dès lors, la genèse des services de renseignement contemporain en France est marquée par une fragmentation de ce champ, tandis qu'outre-Atlantique, le renseignement n'a qu'une place marginale jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

### A. En France une longue tradition amène à la prolifération des services

En France c'est au XV<sup>e</sup> siècle que naît le renseignement<sup>45</sup>. Louis XI est le premier monarque français à recourir au renseignement, grâce auquel il consolide le pouvoir royal. Richelieu marque la seconde étape de la tradition française du renseignement avec un développement considérable des services et le fameux « cabinet noir ». Louis XIV développa le renseignement économique par Colbert et parvint même à utiliser les services naissants comme outils de politique étrangère en utilisant ses

---

<sup>44</sup> Olivier Chopin, Benjamin Oudet., *op. cit.*, p. 25.

<sup>45</sup> Éric Denécé, *Les services de renseignement et de sécurité français : perspective historique*. Centre Français de Recherche sur le Renseignement, note historique n°47, décembre 2016.



agents infiltrés à la cour d'Angleterre pour pousser Charles II à déclarer la guerre à la Hollande<sup>46</sup>. Louis XV poursuit l'institutionnalisation du renseignement en créant un véritable service de diplomatie parallèle, le « secret du Roi ». Avec la Révolution puis l'Empire, le renseignement intérieur se développe considérablement de même que le renseignement militaire. Pour autant, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et notamment après la Restauration, la liquidation de l'héritage impérial débouche sur une désorganisation profonde de l'appareil français. « En conséquence, les capacités de la France en la matière seront plus faibles au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qu'elles ne l'étaient un siècle plus tôt<sup>47</sup> ». La guerre de 1870 et l'avènement de la Troisième République marquent un tournant. La France renoue avec sa tradition et reconstitue son « État secret<sup>48</sup> » qui est à la base de la communauté contemporaine. Le 8 juin 1871 est créé le Bureau de Reconnaissance et Statistiques Militaires, le 2<sup>e</sup> bureau de l'Etat-major est créée en mars 1874, et en 1878 une section de renseignement est rattaché à l'Etat-major général. La fin de siècle est également à partir de 1881 une période développement sans précédent de la cryptologie française, qui devient la première puissance mondiale en la matière. La section du chiffre créée en 1912 fait ainsi de la France le pays le mieux préparé dans ce domaine durant la Première Guerre mondiale<sup>49</sup>. Le tournant du XIX<sup>e</sup> siècle est donc une période de consolidation du renseignement français notamment dans la sphère militaire<sup>50</sup>. Mais ce mouvement d'affirmation de l'État moderne est également concomitant d'une tendance à la multiplication des services du fait de la spécialisation des organes bureaucratiques<sup>51</sup>.

Ainsi, le champ du renseignement français est marqué par une institutionnalisation rapide ancrée dans une tradition de long terme, mais également par une primauté du renseignement militaire et intérieur, en parallèle d'une fragmentation continue du champ. Dans ces conditions, l'entre-deux guerres marque une nouvelle

---

<sup>46</sup> Éric Denécé., *op. cit.*,

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> Sébastien Laurent, *Politiques de l'ombre. État, renseignement et surveillance en France*, Paris, Fayard, 2009, 700 p.

<sup>49</sup> Éric Denécé., *op. cit.*,

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> Constantin Parvulesco, *Secret Défense. Histoire du renseignement militaire français*, Boulogne-Billancourt, E-T-A-I, 2007, 143p.

période de recul en raison de son attachement fort aux armées et du désintérêt, voire de la méfiance des politiques<sup>52</sup>.

### B. Aux États-Unis le renseignement reste marginal

Aux États-Unis, le développement du renseignement est avant tout marqué par son caractère récent. De toutes les grandes puissances du XX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis est celle avec l'histoire la plus brève dans le domaine du renseignement. Ce n'est qu'en 1940 qu'une capacité permanente et structurée de renseignement émerge<sup>53</sup>. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale il n'existe que des structures très limitées en taille et marginales dans la bureaucratie américaine. On peut trouver un *Bureau of Military Information* créé en 1863, qui devient en 1885 la *Military Information Division* de l'*US Army*, et l'*Office of Naval Intelligence* créée en 1882<sup>54</sup>. Un organisme de police à compétence nationale pouvant jouer un rôle similaire à la sûreté française n'est créé qu'en 1908 avec le *Bureau Of Investigation*, qui devient *Federal Bureau of Investigation* en 1935. Cette absence de tradition dans le renseignement aux États-Unis est bien sûr ancrée dans le manque de tradition étatique, les États-Unis « n'existant » qu'à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, l'État fédéral ne se développe que tardivement au début du XX<sup>e</sup> siècle lors de la mutation de son rôle dans l'organisation de la vie économique. D'autre part, l'absence d'intérêts forts en politique étrangère est également un facteur de blocage. La doctrine Monroe et l'isolationnisme font que les États-Unis ne cherchent pas à avoir un rôle mondial, et n'ont de ce fait, pas de besoin pour une connaissance détaillée des États concurrents. Le besoin pour un renseignement large ne viendra qu'avec l'adoption d'un statut de grande puissance et l'implication dans les affaires mondiales<sup>55</sup>.

À l'aube de la Seconde Guerre mondiale, la situation est donc très disparate entre la France et les États-Unis. Cette disparité est ancrée dans des traditions étatiques de nature et de durées différentes ainsi qu'une implication dans les affaires mondiales

---

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> Mark M. Lowenthal. *Intelligence. From Secrets to Policy*. 7<sup>e</sup> édition, Los Angeles, CQ Press, SAGE Publications Inc, 2017, p. 14.

<sup>54</sup> Jean-Claude Cousseran, Philippe Hayez., *op. cit.*, p. 72.

<sup>55</sup> Mark M. Lowenthal., *op. cit.*, p. 14.

divergente. Dans cette mesure, on retrouve l'inscription des études sur le renseignement dans les deux champs de l'histoire des savoirs d'État et de l'histoire des relations internationales. Dès lors, la Seconde Guerre mondiale, en amenant à la fois à une restructuration des deux États et une mutation profonde des relations internationales, marque une rupture matricielle pour la genèse des communautés du renseignement modernes.

## **II) Le tournant de la Seconde Guerre mondiale : réorganisation française et innovation américaine**

Du point de vue français, la Seconde Guerre mondiale est marquée par le genèse d'une organisation des services dont la France est encore aujourd'hui l'héritière, notamment avec les services de la France libre. Aux États-Unis, le conflit mondial donne lieu à la création d'un establishment du renseignement pour la première fois.

### **A. L'héritage français de la Seconde Guerre mondiale**

Le renseignement français de la Seconde Guerre mondiale est marqué par une dualité entre les services hérités de l'avant-guerre, et ceux de la France libre. Les premiers, notamment le service du chiffre, le SR de l'État-major et le Contre-Espionnage continuent de travailler en zone libre après l'invasion allemande. Après l'invasion de la zone libre en 1942, ces services entrent dans la clandestinité et s'implantent à Alger. Ainsi, depuis fin juin 1940, une structure clandestine de renseignement est mise sur pied au sein de l'armée française d'armistice, avec l'aval du ministre de la Défense nationale, le général Weygand. Placés sous la responsabilité du colonel Louis Rivet, chef du SR du 2<sup>e</sup> bureau, ces services s'organisent sous la couverture de l'Office national du retour à la terre, du ministère de l'Agriculture. Un SR/air et un SR/marine clandestins se mettent également en place<sup>56</sup>. À Londres, le général De Gaulle organise les services de la France libre. D'abord, un 2<sup>e</sup> bureau est créé au sein de son État-major sous la direction du capitaine André Dewarvin, plus connu sous le nom de Passy. Le successeur du 2<sup>e</sup> bureau est le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA), créé

---

<sup>56</sup> Claude Faure, « Bref historique des services de renseignement et de sécurité français contemporains », *Revue historique des armées*, n°247, 2007, p. 1.

le 28 juillet 1942, qui a pour mission de s'informer sur la situation en France et d'appuyer les résistants. Le 22 mai 1943, Giraud crée la Direction des Services Spéciaux (DSS) en Afrique du Nord en rassemblant les anciens des services d'avant-guerre entrés dans la clandestinité. La rivalité entre Giraud et De Gaulle fera coexister les deux appareils de renseignements jusqu'à ce que De Gaulle prenne l'ascendant sur Giraud le 25 septembre lorsqu'il devient seul président du Comité Français de Libération Nationale. Le triomphe de De Gaulle marque par ailleurs la primauté de sa vision du renseignement, qui serait « d'essence gouvernementale » sur la vision de Giraud qui les voyait comme « appartenant à l'autorité militaire »<sup>57</sup>. Ainsi, le 27 novembre 1943 est créée la Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS) qui absorbe les deux systèmes en profitant au BCRA. Le 26 octobre 1944, alors que De Gaulle est installé à Paris et prépare les institutions d'après-guerre, la DGSS devient Direction Générale des Études et Recherches (DGER), sous contrôle direct du chef du gouvernement. Le 16 novembre de la même année, la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) est reconstituée et les Renseignements Généraux (RG) se réorganisent. En avril 1945, la DGER passe sous la direction de Passy, devenu colonel.

La Seconde Guerre mondiale, et notamment les efforts de De Gaulle pour contrôler l'effort de la France libre, débouche donc sur une réorganisation du renseignement français. Il existe une réelle centralisation avec la DGER ainsi qu'une mutation importante, en ce que les services sont désormais dépendants du pouvoir politique et plus uniquement l'apanage des militaires. Par ailleurs, c'est à ce moment que se crée la distinction entre renseignement extérieur stratégique (distinct des services militaires) et intérieur, plus policier. De plus, les services extérieurs sont également explicitement tournés vers l'action clandestine. Cependant, il faut noter que cette réorganisation ne met pas fin à la fragmentation du champ français. Il existe toujours de nombreux organes spécialisés au niveau des armées, ce qui perpétue les guerres internes entre hommes et services, et surtout, crée une nouvelle rivalité entre services civils et militaires.

---

<sup>57</sup> Claude Faure., *op. cit.*, p. 2.

## B. Le renseignement s'impose difficilement aux États-Unis

Avant le début de la Seconde Guerre mondiale, différentes agences américaines font du renseignement de manière *ad hoc*, sans direction, organisation ou coordination générale. Le conflit change cela. Dès juillet 1941, le retard américain est source d'inquiétude pour Roosevelt, qui sur suggestion de William Stephenson, demande à William J. Donovan de préparer un plan pour constituer un service de renseignement sur le modèle britannique du MI6 et du SOE. Après avoir soumis mémorandum sur « l'établissement d'un service d'information stratégique », Donovan est placé à la tête de l'office du *Coordinator of Information* (COI) le 11 juillet 1941<sup>58</sup>. La dépendance sur les Britanniques était énorme, et les États-Unis ne disposaient pas réellement d'une capacité de renseignement autonome<sup>59</sup>. L'attaque surprise japonaise sur Pearl Harbor le 7 décembre 1941, cas classique de surprise stratégique, renforce la nécessité pour les Américains de se doter d'une réelle capacité d'anticipation. Le 13 juin 1942, l'*Office of Strategic Services* (OSS) est créée par Roosevelt, de nouveau sous la direction de Donovan. L'organisation est directement rattachée au *Joint Chiefs of Staff* (JCS). En ce sens, même si le service n'était pas rattaché au pouvoir politique, il avait tout de même une « place à la table » dans l'élaboration de la politique américaine en temps de guerre<sup>60</sup>. L'exemple britannique est prégnant, l'accent est en effet mis sur l'action clandestine dans des opérations de contre-guérilla. De fait, si la Seconde Guerre mondiale marque un tournant pour les États-Unis avec l'instauration du premier service de renseignement centralisé aux plus hauts échelons de l'État, il n'en reste pas moins que la réalisation est limitée, et n'égale pas encore les appareils développés dans les États européens. Par ailleurs, l'OSS reste un « nouvel entrant » vu avec suspicion à Washington<sup>61</sup>.

La Seconde Guerre mondiale est donc un moment crucial dans le développement des bureaucraties du renseignement en France et aux États-Unis. En France, la

---

<sup>58</sup> Mark M. Lowenthal., *op. cit.*, p. 23.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> *Ibid.*

réorganisation des services sous l'impulsion de De Gaulle pose les bases des services contemporains. Les États-Unis créent leur première agence centralisée. Finalement, la Seconde Guerre mondiale pose les bases de trois tendances structurantes pour les services contemporains. Tout d'abord l'importance, voire la primauté du renseignement technique<sup>62</sup>, ensuite l'accent mis sur les opérations clandestines, et finalement l'internationalisation du renseignement allié, rendu nécessaire par la guerre, mais qui participe d'une socialisation institutionnelle rendant possible une poursuite des coopérations après la guerre.

### **III) Recomposition et consolidation des appareils de renseignement au début de la Guerre froide**

#### **A. De l'OSS à la CIA : la naissance d'une communauté du renseignement aux États-Unis**

Si le conflit mondial a conduit à la constitution du COI puis de l'OSS, cette dernière a toujours été perçue comme une anomalie temporaire, exigée par des circonstances exceptionnelles. Le renseignement n'avait pas encore gagné sa place dans la culture politique et stratégique américaine. La méfiance des dirigeants américains trouve son expression dans l'attitude de Truman. Refusant la création d'une « Gestapo américaine »<sup>63</sup>, ce dernier dissout l'OSS en janvier 1946. Elle est remplacée par une petite agence de veille, le *Central Intelligence Group* sous la houlette d'un *Director of Central Intelligence* (DCI). D'autre part, les réseaux clandestins sont transférés à l'armée de Terre. Finalement, la branche « recherche et analyse » est absorbée par le Département d'État, au sein duquel elle disparaît. En fait, entre 1945 et 1947, le paradigme dominant est encore celui de l'avant-guerre. Les États-Unis oscillent encore avec l'isolationnisme. Surtout, la pensée dominante était qu'en temps de paix les dépenses liées à la défense devaient être limitées, et le renseignement tombait dans cette

---

<sup>62</sup> Olivier Forcade et Maurice Vaïsse (dir.), *Le Renseignement au début de la guerre froide 1945-1955*, Actes du colloque international organisé par l'Académie du renseignement le 6 juin 2016, Paris, La Documentation française. Edition du Kindle, 2019.

<sup>63</sup> François David, « Au seuil de la guerre : lorsque les États-Unis découvrent les opérations clandestines en temps de paix », in Olivier Forcade et Maurice Vaïsse (dir.), *Le Renseignement au début de la guerre froide 1945-1955*, Actes du colloque international organisé par l'Académie du renseignement le 6 juin 2016, Paris, La Documentation française. Edition du Kindle, 2019, p. ?

catégorie<sup>64</sup>. La bascule s'opère en 1947. Les États-Unis acceptent leur rôle de puissance mondiale dans un contexte de Guerre froide. L'imposition des logiques campistes et la perception d'une confrontation à venir avec l'Union Soviétique ainsi que la nécessité de l'endiguer amènent les États-Unis à réorganiser leur appareil de défense. Le 26 juillet 1947, le *National Security Act* est la rupture fondamentale et fondatrice pour le renseignement américain. Ce document donne une base légale à la communauté du renseignement américain, et fait du renseignement une fonction permanente de l'État américain avec la création de la *Central Intelligence Agency* (CIA). Son rôle et son importance s'accroissent à mesure que la situation se dégrade en Europe et dans le monde. Après le coup de Prague et le blocus de Berlin, les opérations secrètes deviennent un instrument prédominant dans l'action extérieure américaine. La CIA en est chargée. Kennan est à cet égard un acteur incontournable dans l'édiction de la stratégie de guerre clandestine contre le communisme qui fait de la CIA un instrument privilégié de la politique américaine<sup>65</sup>. La surprise stratégique de l'invasion de la Corée du Sud en 1950 amène par ailleurs à un renforcement de l'attention et des moyens donnés à la CIA par l'action du DCI Bedell Smith, notamment par les *national intelligence estimates*. Surtout, après le coup d'État en Iran de 1953, l'action clandestine devient un outil de politique étrangère central sous Dulles et Eisenhower<sup>66</sup>. La tendance de centralisation et structuration d'une communauté du renseignement passe aussi par la fusion des services de renseignement technique des trois armes dans l'*Armed Forces Security Agency* (AFSA) en 1949, qui devient *National Security Agency* (NSA) en 1952 après la débâcle du « *black friday* »<sup>67</sup>.

Ainsi, jusqu'en 1947, les États-Unis restent un État qui hésite à honorer ses engagements de grande puissance. L'acceptation de ce rôle les amène à se doter d'une agence généraliste de renseignement et créer un réel *establishment* de sécurité national. Par ailleurs, la logique de Guerre froide les pousse à faire de cette agence un outil privilégié de leur action extérieure. Dès lors, les États-Unis ont comblé leur retard dans

---

<sup>64</sup> Mark M. Lowenthal., *op. cit.*, p. 15.

<sup>65</sup> François David, « Au seuil de la guerre », *op.cit.*

<sup>66</sup> Mark M. Lowenthal., *op. cit.*, p. 25.

<sup>67</sup> Charles Cogan, « Les premières années de la guerre froide et leur influence sur le renseignement américain », in Olivier Forcade et Maurice Vaïsse (dir.), *Le Renseignement au début de la guerre froide 1945-1955*, Actes du colloque international organisé par l'Académie du renseignement le 6 juin 2016, Paris, La Documentation française. Edition du Kindle, 2019.

le domaine du renseignement, au point de devenir rapidement une superpuissance dans ce domaine.

### B. En France, une difficile recomposition

En France, la recomposition du renseignement à la sortie de la Seconde Guerre mondiale est plus difficile. D'abord parce que les héritages sont multiples. En effet, aux services de renseignements traditionnels (SR du 2<sup>e</sup> bureau), surveillance du territoire, RG, marqués par l'occupation, s'ajoutent les services de la France libre, la DGER, héritière du BCRA et des services de Giraud. Ensuite, les services de sécurité et de renseignements français sont confrontés comme toutes les autres administrations aux difficultés de la reconstruction. Cependant, le renseignement s'est bien imposé comme un acteur indispensable de la sécurité nationale, d'autant plus compte tenu du contexte d'affrontement Est-Ouest. Dans ce contexte, la DGER est remplacée par le Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE). Passy est chargé de cette modernisation du renseignement français. Il se rappelle que :

*La DGER était devenue une véritable caverne d'Ali Baba ! il fallait trancher dans le vif. Il m'importait de garder l'indispensable pour la suite, pour les services de renseignement du futur. En juillet-août j'ai pris une décision radicale : j'ai mis 10 000 personnes à la porte, sur 105 immeubles j'en ai rendu 101, j'ai gardé 50 voitures. Compte tenu de l'éventail politique que représentaient ceux qui furent renvoyés, je fus attaqué de l'extrême gauche à l'extrême droite. Alors j'ai dit à De Gaulle que je devais laisser à d'autres les services secrets de l'avenir, il m'a répondu, on ne quitte pas un navire quand il fait eau. J'ai donc fondé le SDECE mais un peu plus tard les socialistes et les communistes ont monté un complot farfelu à propos de fonds du BCRA resté à Londres<sup>68</sup>.*

Le 28 décembre 1945 le SDECE est créé par décret en Conseil des Ministres. Dès le début le SDECE est la cible des attaques des communistes et de la méfiance des politiques. Le 26 février 1946 Henri Ribière est désigné pour remplacer Passy,

---

<sup>68</sup> Roger Faligot, Pascal Krop, *La piscine : les services secrets français 1944-1984*, Paris, l'épreuve des faits/seuil 1985, p. 34.



incriminé dans une affaire de fonds secrets du BCRA qui n'auraient pas été retournés et auraient été destinés à fomenter une résistance en cas de prise de pouvoir des communistes<sup>69</sup>. L'arrivée de Ribière au SDECE marque un tournant dans la mesure où il préfigure l'arrivée de la strate socialiste au SDECE tandis que les gaullistes en perdent le contrôle<sup>70</sup>. Les mésaventures du SDECE continuent à l'été 1949 quand éclate « l'affaire des généraux » après la diffusion du rapport du général Revers sur la situation en Indochine<sup>71</sup>. Ribière est remplacé par Pierre Boursicot, ancien directeur de la Sureté. La naissance du SDECE montre alors les tendances dans la structuration du renseignement français. Il existe d'une part une réelle centralisation et modernisation avec le service généraliste. D'autre part, cela montre également la défiance du monde politique envers le renseignement, thème récurrent dans l'histoire politique française<sup>72</sup>. Dans cette mesure, on pourrait conclure comme Douglas Porch, qu'il n'existe pas chez les élites françaises du XX<sup>e</sup> siècle, de culture du renseignement favorable à un usage efficace des services<sup>73</sup>. Pour autant, la fragmentation reste une caractéristique fondamentale du renseignement français. Aux côtés du SDECE coexistent encore le Service de Sécurité militaire, créée en janvier 1946 par De Lattre, la sureté navale et la sécurité de l'Air, le 2<sup>e</sup> et le 5<sup>e</sup> bureau, ainsi que le Service de Renseignement Opérationnel et le Groupement de Contrôle Radioélectrique (GCR) hérité de Vichy. Est également créé en 1946, le 11<sup>e</sup> Régiment Parachutiste de Choc pour prendre la suite du service action. Au niveau du renseignement intérieur, la DST travaille avec les RG. Cette fragmentation des services français crée un terrain particulièrement fertile pour les guerres entre services, un cas d'école de politique bureaucratique<sup>74</sup>.

---

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : De la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2013, p. 121.

<sup>72</sup> Sur ce point voir notamment l'affaire des fiches et l'affaire Dreyfus.

<sup>73</sup> Douglas Proch, *Histoire des services secrets français*. Tome 1 : *De l'Affaire Dreyfus à la fin de la Seconde Guerre mondiale*. Tome 2 : *De la guerre d'Indochine au Rainbow Warrior*, Paris, Albin Michel, 1997.

<sup>74</sup> Sur le modèle de la politique bureaucratique voir Allison T. Graham, *Essence of decision : explaining the Cuban missile crisis*, Boston, Little Brown, 1971.

### C. L'internationalisation du renseignement

Si le début de la Guerre froide se caractérise par la constitution de blocs autour d'hégémons, ce phénomène s'exprime également au niveau des services. Là encore, la Seconde Guerre mondiale a joué un rôle important, en ce qu'elle a été le théâtre d'une expansion sans précédent des contacts entre services. Après 1945, le renseignement fait donc partie intégrante des liens qui cimentent l'alliance occidentale. Ainsi, sur le fondement de programmes communs sur le renseignement technique, notamment le programme Ultra et l'accord BRUSA de 1943<sup>75</sup>, les États-Unis et le Royaume-Uni s'engagent dans une « relation spéciale » qui n'a pas d'égal dans le monde. En septembre 1945, Truman autorise le *Secretary of War* et la *Navy* à « continuer la collaboration dans le domaine du COMINT<sup>76</sup> entre l'armée de terre et la Marine américaine et les Britanniques, ainsi que d'étendre, modifier, ou arrêter cette collaboration, selon ce qui sera déterminé comme étant dans le meilleur intérêt des États-Unis<sup>77</sup> ». Le 5 mars 1946, ces instructions donnent naissance à l'accord UKUSA. L'accord détermine « les relations entre les parties dans le domaine du COMINT » qui ont accepté « d'échanger les produits des opérations suivantes liées aux communications étrangères : la collecte du trafic, l'acquisition des documents et équipements de communication, l'analyse du trafic, l'analyse cryptologique, le décryptage et la traduction, l'acquisition d'information concernant les organisations de communication, leurs pratiques, procédures et équipements<sup>78</sup> ». En 1948 l'accord est étendu au Canada, et à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande en 1956, créant ainsi la communauté des *five eyes*<sup>79</sup>. Même si « il est contraire à cet accord de révéler son existence à n'importe quel partie tierce qu'il soit<sup>80</sup> » -donc même à des nations alliées-, il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'une forme inédite de coopération permanente

---

<sup>75</sup> Hugues Canuel, « French aspirations and Anglo-Saxon suspicions: France, signals intelligence and the UKUSA agreement at the dawn of the Cold War », *Journal of Intelligence History*, 12:1, 2013, p. 85.

<sup>76</sup> Acronyme anglais de *communication intelligence*, son équivalent en français est Renseignement d'Origine Électromagnétique, ROEM.

<sup>77</sup> cité par Christopher Andrew, « Intelligence Collaboration between Britain and the United States, and the Commonwealth during World War II », in Walter T. Hitchcock, *The intelligence revolution. A historical Perspective*. Actes du 13<sup>e</sup> Symposium d'histoire militaire de l'US Air Force Academy, Washington, Office of Air Force history, 1991, p. 119.

<sup>78</sup> Hugues Canuel., *op. cit.*, p. 85.

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> *Ibid.*

entre services de renseignement rendue possible par les solidarités créées durant la Seconde Guerre mondiale et cristallisées par les logiques campistes de la Guerre froide.

Si la France est tenue à l'écart de cet accord<sup>81</sup>, elle est toutefois bien insérée dans les réseaux qui lient les services alliés pendant et après la guerre. C'est le cas notamment en ce qui concerne la guerre irrégulière avec les équipes *Jedburgh* formées par les Britanniques<sup>82</sup>. En fait, il apparaît que la Seconde Guerre mondiale a donné lieu à une internationalisation des pratiques de guerre irrégulière grâce à des réseaux et des institutions transnationaux liés aux services secrets<sup>83</sup>. Dans cette mesure, les services d'après-guerre sont les héritiers de la circulation interalliée des pratiques, méthode, mais aussi modes d'organisation des services d'action clandestine britannique. L'internationalisation du renseignement, tant par les accords permanents ou ponctuels entre services, les réseaux personnels ou la circulation des méthodes opérationnelles et modèles organisationnels, est donc une caractéristique importante du renseignement au début de la Guerre froide.

À un niveau macro-historique, la genèse des services contemporains français et américain est donc le fruit du croisement entre le développement de l'État bureaucratique moderne et des mutations du système international. À une échelle plus microsociologique, ce sont les luttes au sein du champ étatique, et la primauté de certains acteurs<sup>84</sup> qui permettent l'émergence de services généralistes au cœur de la communauté de défense. Aux États-Unis, l'absence de tradition étatique forte et la réticence vis-à-vis de l'acceptation du rôle de grande puissance ont été un frein à l'émergence d'une communauté du renseignement. Cependant, la Seconde Guerre mondiale, et après, la constitution du bloc occidental sous leur domination, font du renseignement une fonction permanente de l'État américain ainsi qu'une organisation centrale dans la stratégie de guerre froide. Cette institutionnalisation tardive est par

---

<sup>81</sup> *Ibid.* p. 86.

<sup>82</sup> Élie Tenenbaum, *Partisans et centurions : une histoire de la guerre irrégulière au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2018, pp. 43-65.

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> Sur ce point voir par exemple l'analyse du rôle d'Allen Dulles dans la création de la CIA dans John Prados, *Histoire de la CIA. Les fantômes de Langley*, Paris, Perrin, 2019, 542 p.

ailleurs grandement influencée par la circulation du modèle britannique durant le second conflit mondial. En France il existe une réelle tradition du renseignement, qui est une fonction historique de l'État. Les services français d'après guerres sont les héritiers de cette tradition, dont la tendance à la multiplication et à la concurrence entre services est toujours présente. Les services du début de la Guerre froide sont également la conséquence immédiate de la Seconde Guerre mondiale et des institutions façonnées par les gaullistes.

Plus largement, on peut déceler des similarités entre les appareils de renseignement modernes qui émergent aux États-Unis et en France après 1945. D'une part, la création d'agence généralistes sous autorité civile est capitale. D'autre part, l'accent mis sur l'action clandestine comme substitut à la guerre est également une caractéristique nouvelle. Finalement, la seconde guerre mondiale amplifie l'importance du renseignement technique, notamment le ROEM. Ces différentes caractéristiques se retrouvent également en Indochine, qui devient rapidement le théâtre d'une expansion importante des services français et un des premiers fronts « chauds » de la Guerre froide pour les Américains.

## CHAPITRE 2

### *L'archipel du renseignement en Indochine*

Dans la « perle de l'Empire » le renseignement n'échappe pas aux recompositions qui ont cours en métropole. À ce titre, la Seconde Guerre mondiale est également une rupture importante. D'une part, elle permet l'émergence des services modernes en raison du remplacement des organes traditionnels par ceux de la France libre. Et d'autre part, elle consacre l'importance des nouveaux services extérieurs et civils dépendants du pouvoir politique. Mais on retrouve également les éléments de continuité qui continuent de caractériser le renseignement français : fragmentation, guerre entre services, faiblesse de l'innovation dans le renseignement militaire. Par ailleurs, le conflit et son intensification participent du renforcement de la tendance à la prolifération des organes spécialisés, notamment au niveau des Armées.

Dans ce contexte, l'Indochine est le premier « test » des services d'après-guerre. Le conflit participe de leur consolidation, et il est le théâtre de leurs premiers succès. Mais il est également le lieu de leurs premiers échecs et dysfonctionnements. En dépit d'une expansion sans précédent des services et de leur action, l'Indochine reste marquée par le manque de coordination et les concurrences qui minent leur crédibilité face à des autorités qui n'ont pas encore de réelle culture du renseignement, alors même que leurs succès sont importants, notamment dans les interceptions radio.

Ce chapitre cherche ainsi à dresser un portrait des services dans la péninsule et d'en dégager les grandes caractéristiques. La première partie détaille la mise en place de l'appareil français, et souligne le remplacement des services coloniaux par ceux issus de la résistance, ainsi que l'importance prise par les services militaires. La seconde partie analyse le fonctionnement de cette organisation, notamment la prégnance des concurrences entre services, l'importance prise par le renseignement technique, et les relations qu'entretiennent les services avec les décideurs.

## I) Une communauté fragmentée marquée par des héritages multiples

### A. La liquidation de l'héritage colonial

Si en Indochine l'appareil de renseignement français est marqué par la dualité de son héritage, avec d'une part les services coloniaux et vichystes, et d'autre part, les réseaux résistants, ce sont les derniers qui s'imposent dans la restructuration d'après-guerre. Dans cette mesure, il existe une forme de liquidation de l'héritage colonial au profit des services métropolitains de la France libre.

Avant mai-juin 1940, on retrouve d'abord le Service de Renseignement Politique, fondé en octobre 1919 et situé à Paris, ainsi que le Service de Contrôle des Affaires Indigènes. À ces services visant au contrôle des populations colonisées, il faut ajouter le Service de Renseignement Intercolonial (SRI) fondé en 1937 et basé à Hanoi, qui se focalise surtout sur la Chine nationaliste et les Japonais<sup>85</sup>.

En 1940, la donne change. Des réseaux clandestins se mettent en place au sein de l'administration, des services de l'armée française d'Indochine et dans des cercles économiques<sup>86</sup> tandis que les services coloniaux collaborent avec les Japonais sous Catroux et Decoux. L'unification de ces réseaux résistants sous l'égide de la France libre se fait par l'action du baron de Langlade, propriétaire d'une plantation d'hévéas en Malaisie qui crée la Mission Militaire Française (MMF) constituant le Service de Renseignement d'Extrême-Orient (SREO)<sup>87</sup>. En février 1942, un envoyé de De Gaulle négocie avec Chang Kai Shek au nom de la France libre et la MMF est autorisée à s'installer en Chine d'où elle gère les réseaux indochinois<sup>88</sup>. Le SRI, alors rebaptisé bureau des statistiques militaires, est sous la direction de Marcel Levain qui lui aussi est membre des réseaux résistants. En mars 1943, il envoie à Alger un de ses camarades pour prendre contact avec l'État-major gaulliste qui lui confirme l'organisation retenue pour l'Indochine. Le SREO gère les réseaux civils tandis que les résistants au sein de l'armée d'Indochine doivent continuer le renseignement au profit de la France

---

<sup>85</sup> Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : De la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2013, p. 89.

<sup>86</sup> *Ibid.* p. 91.

<sup>87</sup> *Ibid.* p. 92.

<sup>88</sup> *Ibid.* p. 93.

combattante<sup>89</sup>. Quand De Gaulle supplante Giraud pour le contrôle de la France Libre fin 1943 début 1944, le dispositif indochinois évolue. Toutes les filières clandestines sont fusionnées et absorbées par la MMF qui prend désormais ses quartiers à Kuming et dépend de la DGSS. En parallèle, la France libre développe sa présence avec la Force 136 et la FICS dirigée par Langlade, qui s'étoffe en mai 1944 de la Section Française pour l'Extrême-Orient émanant de la DGSS<sup>90</sup>.

Après le coup de force japonais du 9 mars 1945 qui balaye presque tous les réseaux français en Indochine, la présence des services se reconstitue exclusivement autour de la DGER grâce à Jean Roger, dit Sainteny, avec la « mission 5 ». Les services militaires se réimplantent grâce au Corps Expéditionnaire Français d'Extrême-Orient (CEFEO) sous le commandement du général Blaizot.

La Seconde Guerre mondiale a donc donné lieu à une forme de liquidation de l'administration coloniale française, et par conséquent, de ses services de renseignement. Le rétablissement de la souveraineté française sur l'Indochine permet la réimplantation des services, mais ceux-ci seront uniquement issus des structures de la France Libre qui se sont imposées en métropole. Dans cette mesure, on retrouve une prédominance des organismes militaires liés au CEFEO ainsi que la place croissante de la DGER puis du SDECE.

## B. D'une guerre à l'autre

En 1946 le service colonial de contrôle des indigènes devient le service de liaison avec les originaires des territoires français d'outre-mer, qui dispose d'un Bureau technique de liaison et de coordination (BTLC) à partir de 1948. Le BTLC spécifique à l'Indochine est créé le 29 mai 1949. On peut considérer cela comme une tentative de la part du ministère de l'outre-mer de contrôler le renseignement par les organismes hérités des services coloniaux<sup>91</sup>. Il s'agit cependant de l'unique survivance coloniale dans le champ du renseignement (à l'exception de la sûreté). Le renseignement militaire est marqué par la continuité avec les 2<sup>e</sup> bureaux, mais s'étoffe également d'un nouveau service tourné vers le renseignement humain. Ce service créé en décembre 1945 est

---

<sup>89</sup> *Ibid.*

<sup>90</sup> Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer., *op. cit.*, p. 94.

<sup>91</sup> *Ibid.* p. 106.

d'abord nommé section des études historiques. Il devient le SRO en 1949 puis 6<sup>e</sup> section de l'État-major. En concurrence avec le SDECE et les 2<sup>e</sup> bureaux, ce service sera « peu reconnu et peu efficace »<sup>92</sup>. Mais ce sont surtout les organes de la sécurité militaire qui se développent au début de la période.

Finalement, il faut ajouter le GCR et les organismes de la Marine et de l'armée de l'Air. Le Groupement des Contrôles radioélectriques est un service de renseignement d'origine électromagnétique créé par Vichy en 1940 mais qui surveilla les communications allemandes en zone occupée au profit des alliés jusqu'en 1942. Si le service disparaît avec l'invasion de la zone libre, il réapparaît en Indochine en janvier 1946 sous l'impulsion de l'Amiral d'Argenlieu. En Mars de la même année, le gouvernement provisoire fait renaître le GCR en métropole, qui est alors placé sous l'autorité du Président du Conseil. En novembre, le service créé par d'Argenlieu repasse sous la tutelle du GCR qui est désormais subordonné au commandant en chef en Indochine<sup>93</sup>.

Le SDECE apporte la pièce la plus importante à l'édifice lors de la création de la « base 40 », la représentation du SDECE en Extrême-Orient, par le protocole du ministère de la France d'outre-mer n°159 du 28 février 1947. Le SDECE dispose ainsi d'une section de commandement, de diffusion, d'une section technique, mais également d'une section de renseignement théoriquement orientée vers les pays extérieurs, le contre-espionnage et finalement le service technique radioélectrique, STR avec ses fameux « moines de Dalat » sur lesquels nous reviendrons. À partir de décembre 1947 et jusqu'au départ du CEFEO français en avril 1956, c'est le colonel Maurice Belleux<sup>94</sup> qui dirige la base 40. Le SDECE est donc un service central en Indochine, tant par sa taille que par ses multiples attributions, qui font de lui un partenaire privilégié des autorités politiques et militaires.

---

<sup>92</sup> Jean-Marc Le Page. *Les services secrets en Indochine*. Paris, Nouveau Monde Editions, 2012, p. 337.

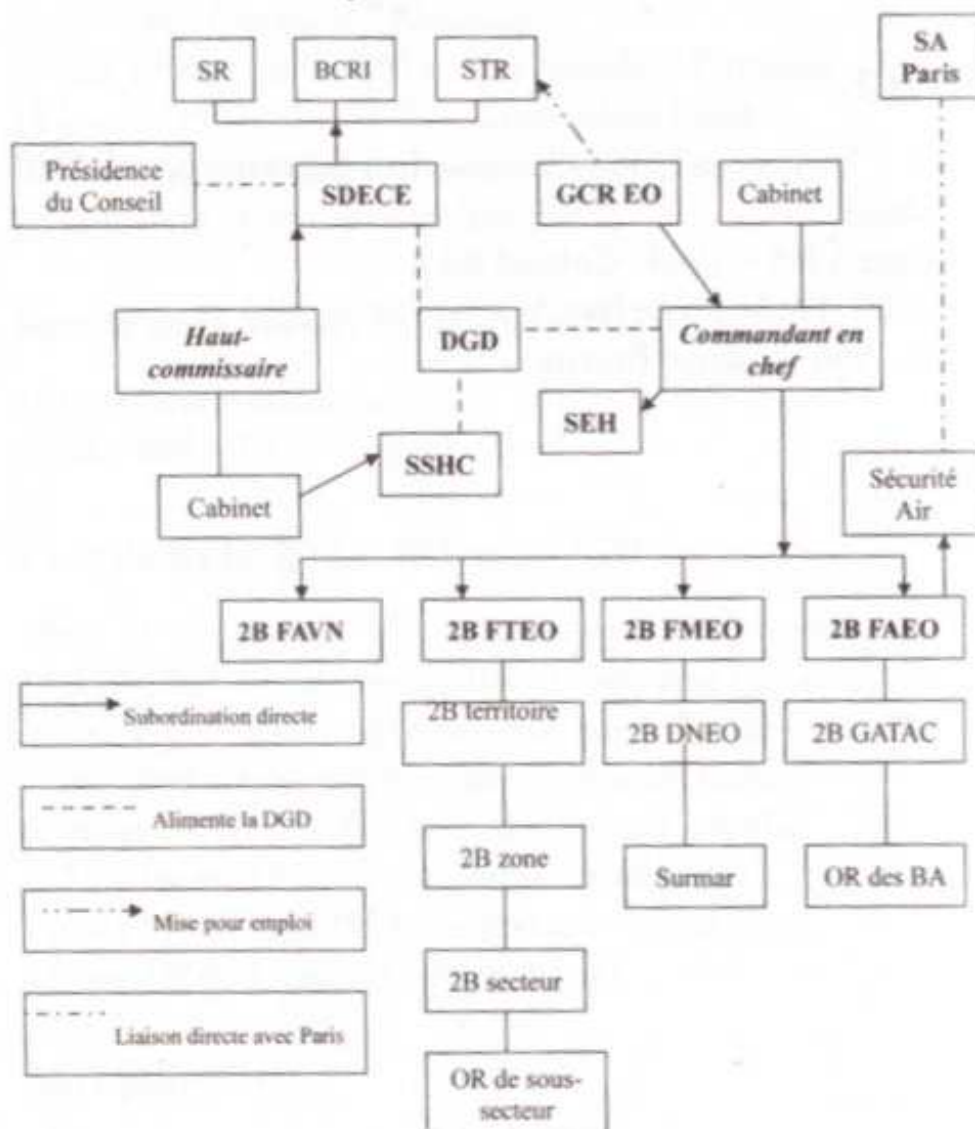
<sup>93</sup> *Ibid.* p. 65.

<sup>94</sup> Alors colonel d'aviation, Maurice Belleux (1909-2002) a animé le réseau « hunter » de surveillance de l'aviation allemande au profit du BCRA pendant la Seconde Guerre mondiale. Il rejoint Londres en mai 1944 où il intègre la DGER, puis le SDECE où il dirige la section des études. Il part pour Saïgon en décembre 1947 pour une mission initiale de six mois afin de coordonner les opérations en Extrême-Orient. À son arrivée il prend cependant la place du colonel Gaston. Il y restera jusqu'en avril 1956.

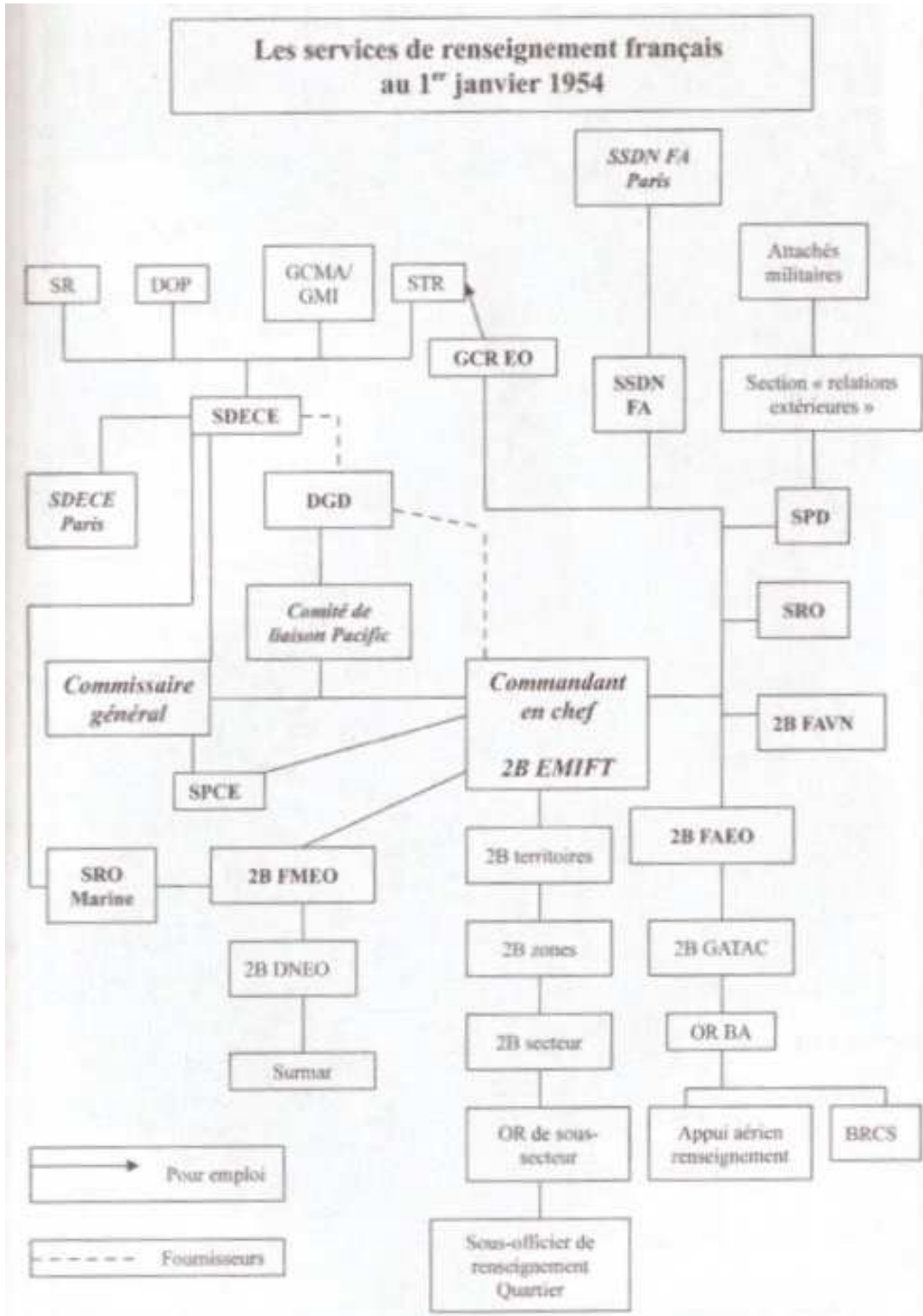


Le renseignement en Indochine est donc marqué par la fragmentation et la prolifération des organismes aux moyens et à l'importance divergentes, chaque acteur souhaitant disposer de ses propres sources d'information. Si l'organisation évolue un peu au cours du conflit, on retrouve globalement les mêmes services. Cette organisation complexe, décrite de manière éloquente comme un archipel par Jean-Marc Le Page, est cependant source de nombreux dysfonctionnements.

**Annexe : Organisation des services de renseignement français en novembre 1950**



Source : Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 494.



Source : Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 495.

## II) La difficile consolidation de l'appareil français pendant la guerre

En effet, l'archipel du renseignement en Indochine est le théâtre de nombreuses concurrences entre les hommes et les services, notamment autour du SDECE qui semble vouloir centraliser et contrôler l'ensemble du renseignement dans la péninsule. Par ailleurs, le renseignement occupe une place ambivalente dans la conduite du conflit. À la fois peu écouté, critiqué et mal compris par ses chefs, il est pourtant essentiel. À ce titre, l'Indochine est caractérisée par un renseignement visionnaire mais négligé par une partie du commandement<sup>95</sup>. Par ailleurs, l'une des caractéristiques fondamentales du renseignement en Indochine est la place prééminente du ROEM.

### A. Le désir d'hégémonie du SDECE

Le SDECE est à bien des égards le service central dans l'archipel du renseignement en Indochine. De ce fait, il est aussi au cœur des querelles qui animent les services et les autorités locales.

Le premier élément révélateur de la manière dont le SDECE cristallise les luttes d'influence et les concurrences réside dans sa présence même en Indochine. En tant que service de renseignement extérieur, il n'a en effet pas vocation à agir sur le territoire français. Son décret de création précisait ainsi que le SDECE « *a pour mission de rechercher à l'étranger tous les renseignements et documentations susceptibles d'informer le Gouvernement [...] de procéder à la recherche et détection des agents de puissances étrangères [...] cette double mission est exclusive de toutes missions portant sur les Territoires relevant de la souveraineté française qui restent de la seule compétence du Ministère de l'Intérieur ou, le cas échéant, du Ministère des Colonies* ». En théorie donc, le SDECE ne peut agir en Indochine que dans le domaine du contre-espionnage ou alors utiliser ce territoire comme base pour ses opérations de recherche sur les pays voisins. Pourtant, depuis mai 1946 le SDECE considère que les États associés sont des pays indépendants et s'arroge le droit d'opérer en Indochine hors du

---

<sup>95</sup> Hervé Drévilion, Olivier Wieviorka (dir.), *Histoire militaire de la France*, Tome II : *De 1870 à nos jours*, Paris, Perrin, 2018, p. 549.

cadre restreint du contre-espionnage<sup>96</sup>. Cette attitude est à l'origine de nombreuses difficultés entre les différentes autorités, notamment militaires.

Dans ce contexte, le SDECE, notamment par son représentant, le Colonel Belleux, tente de prendre le contrôle du renseignement par le truchement des organismes de centralisation et de coordination. Le Bureau Fédéral de Documentation créé le 30 juillet 1946 avait été la première tentative de centralisation du renseignement. Initialement rattaché au cabinet du Haut-commissaire, il agissait comme un service de renseignement particulier, et à ce titre, s'attirait la méfiance des militaires et particulièrement celle du général Leclerc. Cette attitude persiste avec le départ du général en 1946 et durera jusqu'au départ de d'Argenlieu. À ce moment, le BFD est au cœur des discussions entre Paris et Saïgon, entre politiques et militaires. Ces derniers, appuyés par le SDECE, souhaitent la suppression du service.<sup>97</sup> Il est remplacé en mai 1949 par le Bureau technique de liaison et de coordination d'Extrême-Orient, antenne du bureau du même nom du Ministère de la France d'Outre-Mer (FOM). On peut y voir une tentative de reconstruction d'un SRI. Ce nouveau service est soutenu par le général Blaizot, commandant en chef du CEFEO en remplacement du général Valluy de mai 1948 à septembre 1949. Lors de son action pour le rétablissement de la souveraineté française il avait pris conscience du rôle éminemment politique des services et de la nécessité de les contrôler. Il est par ailleurs très proche du MRP et Paul Coste-Floret, ministre de la France d'outre-mer depuis novembre 1947<sup>98</sup>. Le fait que ce nouveau service de contrôle du renseignement en Indochine s'apparente à une tentative de prise de contrôle du ministre de la France d'outre-mer et qu'il soit soutenu par Blaizot vont immédiatement le mettre en conflit avec le SDECE et Belleux.

Belleux et Blaizot entretiennent en effet une inimitié qui remonte aux années 1944-1945. Le général Blaizot qualifie ainsi Belleux de « maître espion », de « *personnage douteux, dont il fallait se méfier* » et il ajoute : « *je ne regrette pas les lances que j'ai rompues avec lui, comme chef du service de la DGER*<sup>99</sup> ». Dans une conversation en décembre 1948 le général « *constate que la maison du boulevard Mortier a toujours la prétention de vouloir s'occuper de la conduite de notre politique*

---

<sup>96</sup> CAOM Indochine NF 1212, Rapport de la situation en Extrême-Orient par le SDECE, cité dans Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 62.

<sup>97</sup> *Ibid.* p. 37-39.

<sup>98</sup> *Ibid.* p. 39.

<sup>99</sup> *Ibid.* p. 59.

*en Indochine alors qu'elle devrait s'occuper des pays étrangers*<sup>100</sup> ». Dans ce contexte, le SDECE va tenter de faire disparaître le BTLC et de prendre le contrôle de son successeur, ce qui l'oppose de manière frontale aux autorités militaires. Le premier acte du conflit de la Piscine et sa base 40 contre les militaires est ainsi entamé.

En mai-juin 1949 le général Revers, chef d'État-major de l'armée de Terre, est envoyé pour une tournée d'inspection en Indochine. Il note dans son rapport les difficultés : « *un ensemble de services entretenant derrière des liens de cordialité une rivalité certaine, pas de limites nettement définies entre eux et surtout pas d'autorité pour les faire respecter. Il y a une dispersion des moyens financiers, des capacités, des efforts, faute d'une direction commune* <sup>101</sup> ». À son retour il propose ainsi une réorganisation des services. De fait, il apparaît qu'il y ait eu une entente entre le SDECE et Revers pour jeter le discrédit sur le BTLC, par l'intermédiaire du Colonel Fourcaud, numéro deux du SDECE<sup>102</sup>. Le 9 juin, Fourcaud rencontre le chef du 2<sup>e</sup> bureau des Forces Terrestres d'Extrême-Orient, le commandant Lamberton, et « *préconise la création d'un organe qui coifferait tous les SR en Indochine et la suppression du BTLC qui relève de la FOM* ». Dans la suite de son rapport au général Alessandri, Lamberton reporte que « *l'intérêt actuel du SDECE dans cette affaire est vraisemblablement inspiré par ses préoccupations politiques (SDECE contre ministère de la FOM) qui nous échappent en partie* <sup>103</sup> ». Ces tractations débouchent sur l'affaire des généraux qui débute le 17 septembre lorsque le rapport Revers est rendu public<sup>104</sup>. En définitive l'affaire jette le discrédit sur le rapport Revers et ses recommandations<sup>105</sup>, mais la question de la centralisation n'est toujours pas réglée. Elle le sera en février 1950 avec la création de la Direction Générale de la Documentation (DGD) en Indochine. Le SDECE tentera d'obtenir la direction de la DGD mais le nouveau Haut-Commissaire Pignon refuse<sup>106</sup>. Son directeur sera le général Labadie sous les ordres du Haut-commissaire. Si la création de la DGD ne consacre pas les efforts du SDECE pour coiffer tous les services d'Indochine, elle lui permet d'avancer ses pions en réduisant

---

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 61.

<sup>101</sup> *Ibid.*

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>103</sup> SHD/DAT 10H 607, Fiche pour le général, « Entretien avec le colonel Fourcaud », 9 juin 1949, cité dans Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 43.

<sup>104</sup> Sur ce point, voir Claude Faure, *Aux services de la République : du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004, p. 245

<sup>105</sup> Yves Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, 1992, p. 279.

<sup>106</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 44.

l'influence du ministère de la FOM. Par ailleurs, quand le Général de Lattre devient commandant en chef et haut-commissaire fin 1950, il supprime la DGD car le cabinet militaire était devenu le cœur du processus de prise de décision. Elle est remplacée par la section documentation du cabinet militaire, dont l'action est orientée par le SDECE<sup>107</sup>.

Le deuxième acte de l'opposition entre le SDECE et les autorités militaires réside dans la volonté d'extension du périmètre d'action du Bureau des Archives Techniques (le service de recherche du SDECE) au détriment du SRO. Comme il a déjà été mentionné, depuis 1946 le SDECE considère que les États-associés du Cambodge, Laos et Vietnam sont indépendants, et qu'à ce titre c'est son service de recherche qui doit agir dans la péninsule. Dès lors, de 1949 à 1954 la base 40 n'aura de cesse de vouloir absorber ou faire disparaître le SRO<sup>108</sup>. À l'été 1952, le SDECE tentera d'en absorber les activités à la frontière chinoise autour du poste de Haiphong. Belleux demande le 17 juin 1952 au général Salan une fusion des deux postes car ils font le même travail<sup>109</sup>. Le 28 juin, dans un nouveau courrier, Belleux réitère sa demande, en arguant du fait que la coexistence des deux services les rend plus vulnérables à l'intoxication et à l'achat d'information en double. Salan refuse le 28 juillet<sup>110</sup>, ne souhaitant certainement pas se détacher d'un service directement sous son contrôle. Le mois suivant, le 2<sup>e</sup> bureau fixe une délimitation des zones de recherche dans la région frontalière entre le SDECE et le SRO. Les prérogatives du SRO s'étendent jusqu'à 100 km à l'intérieur de la Chine, tandis qu'au-delà, le SDECE est seul compétent. Les deux postes doivent entretenir « *des relations empreintes de la plus totale confiance et une collaboration sans réticences* »<sup>111</sup>. Le SDECE continue pourtant d'empiéter sur la zone de recherche du SRO, et s'engage même dans une concurrence parfois déloyale pour le recrutement des sources humaines. Salan insiste donc auprès du SDECE pour que celui-ci « *n'empiète pas sur la zone de recherche [...] et que soit mis fin à une concurrence qui frise le sabotage* »<sup>112</sup>. Belleux calme le jeu et attend le départ du Mandarin pour reprendre ses revendications face au SRO. En 1953, sous Navarre, une commission

---

<sup>107</sup> *Ibid.* pp. 285-286.

<sup>108</sup> *Ibid.* p. 94.

<sup>109</sup> *Ibid.* p. 98.

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> *Ibid.* p. 99.

<sup>112</sup> *Ibid.*

renseignement du comité de guerre redéfinit les zones de recherche. Le 6 décembre le SDECE triomphe puisqu'il est désormais responsable de toutes les recherches sur la Chine, tandis que le SRO est compétent pour les zones tenues par la RDVN et le renseignement militaire en zone franco-vietnamienne<sup>113</sup>. En mars 1954 la répartition est à nouveau modifiée dans un sens plus favorable au SDECE. Il est désormais autorisé à enquêter sur toutes les collusions sino-vietminh sur le territoire des États associés<sup>114</sup>. Peu à peu, le SDECE s'est donc imposé en Indochine au détriment du renseignement militaire, au sein duquel le SRO grignote désormais le domaine de compétence des 2<sup>e</sup> bureaux.

Finalement, la main mise progressive du SDECE sur le contre-espionnage fait de lui un acteur primordial du renseignement en Indochine et consacre sa toute-puissance. Le Bureau Central de Renseignements de l'Indochine (le service de contre-espionnage du SDECE) qui devient Brigade de contre-espionnage en 1951 puis détachement opérationnel de protection en 1953 concentre presque toutes les activités liées à la contre-ingérence<sup>115</sup>. La mise pour emploi de la Sécurité militaire et du Service de Sécurité du Haut-Commissariat au SDECE en 1954 achève la centralisation du CE par la base 40. Comme le note James Jesus Angleton : « *si tu contrôles le contre-espionnage, tu contrôles le service de renseignement* ».

Si le SDECE est au cœur des rivalités interservices sur fond d'inimitiés personnelles et de volonté d'omnipotence, il n'en reste pas moins qu'il s'agit du service le plus prolifique d'Indochine. En effet, les capacités du SDECE en matière de renseignement technique font de lui un partenaire indispensable pour les différentes autorités.

## B. Les écoutes, nerf de la guerre en Indochine

En Indochine le renseignement technique est indubitablement la source numéro un d'information pour les autorités militaires et politiques. Un rapport de 1952 note que

---

<sup>113</sup> SHD/DAT 10H 160, Fiche au sujet de la commission n°2-renseignement, 5 novembre 1953 ; procès-verbal de la séance du 6 novembre 1953, 21 novembre 1953, cités dans Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 319.

<sup>114</sup> *Ibid.* p. 100.

<sup>115</sup> *Ibid.* p. 64.

« l'étude des radios ennemies est de loin notre meilleure source de renseignements <sup>116</sup> ». À cette époque, ce sont en effet 80% des renseignements fournis à l'État-major qui sont issus des écoutes et du décryptement <sup>117</sup>.

Dans la péninsule les écoutes sont du ressort du GCR et du SDECE, grâce à son service technique, le STR. Une instruction du 1<sup>er</sup> juin 1947 fixait l'organisation et le fonctionnement du STR. Il contribue à la recherche de renseignements par l'emploi des moyens techniques ; interceptions radio, radiogoniométrie et décryptement. En Indochine, les deux premières activités relèvent du GCR qui le fait pour le SDECE. De son côté le STR se concentre sur le décryptement et centralise la diffusion des résultats obtenus. Il est par ailleurs entièrement compétent pour la recherche d'informations susceptibles de donner des renseignements sur la structure des réseaux radioélectriques étrangers et les éléments nécessaires au décryptement <sup>118</sup>. Ainsi, le GCR travaillait presque exclusivement pour le SDECE. Un rapport de la Commission Finance de l'Assemblée Nationale de mai 1950 notait que : « [le GCR est] un service qui centralise en principe toutes les ressources radiogoniométriques et d'écoutes en France et dans l'Union Française. Sous l'autorité du Premier ministre, ce service travaille environ 80 à 90% du temps afin de satisfaire aux besoins du SDECE <sup>119</sup> ».

Au cœur du réseau de postes d'écoutes du GCR et des antennes locales du STR, se trouve le site de Dalat, emblématique de l'effort des services français pour l'interception et le décryptement des communications adverses. Situé dans une ville des hauts plateaux du centre du Vietnam, un complexe de villas loué à un propriétaire vietnamien qui a rejoint la métropole abrite le cœur du STR en Indochine depuis 1948 <sup>120</sup>. C'est le lieu de décryptement des codes inédits. Entre 1946 et 1954, 121 codes Vietminh sont brisés. Le changement de méthode de chiffrement au tournant de 1948 est brisé dès 1949 alors qu'il sera utilisé par le Vietminh jusqu'en 1954 <sup>121</sup>. Il s'agit bien là du centre névralgique du renseignement français, qui reposait seulement sur une poignée d'hommes, surnommés les moines. Dans un entretien à Roger Faligot, Belleux rapporte ainsi que :

---

<sup>116</sup> Roger Faligot, « France, Sigint and the Cold War », *Intelligence & National Security*, 16 :1, 2001, p. 187.

<sup>117</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 90.

<sup>118</sup> *Ibid.* p. 85.

<sup>119</sup> Roger Faligot., *op. cit.*, p. 185.

<sup>120</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 86.

<sup>121</sup> *Ibid.* p. 88.



*À Dalat, des douzaines d'hommes, regroupés en unités d'interception, se dévouaient à leur tâche. Pour chaque code, je mettais en place une équipe de deux. Ils vivaient comme des moines. Ils étaient séparés [des autres], travaillaient fébrilement, enfermés jusqu'à ce qu'ils aient réussi à déchiffrer « leur » code. Alors, et seulement alors, je les envoyais en permission pour qu'ils se détendent et se reposent. Et grâce à ce système nous avons obtenu un taux de réussite de 60 à 80% : les messages de l'État-major du Vietminh étaient décodés. Ensuite, nous transmettions les rapports, afin d'agir en conséquence. Malheureusement, au quartier général il y avait beaucoup de destinataires qui ne croyaient pas aux rapports. C'était absolument incroyable. Le général Raoul Salan était l'un de ceux qui nous ont accordé le crédit que méritait notre travail<sup>122</sup>.*

Le décryptement n'était pas le seul succès du ROEM français en Indochine. La radiogoniométrie était aussi un élément capital, bien que moins bien doté. Dès 1950, l'armée de l'air avait monté des intercepteurs radios et des équipements directionnels sur des hydravions Catalina de la Seconde Guerre mondiale. En 1953, le programme prend de l'ampleur grâce à de nouveaux avions plus performants. Bien que réduit en taille, cet effort était néanmoins suffisant pour que des documents vietminh capturés ordonnent aux opérateurs de maintenir une discipline radio pour contrer les capacités radiogoniométriques aéroportées françaises<sup>123</sup>.

Cependant, il ne faut pas surestimer l'impact du renseignement technique en Indochine. Il ne fonctionne que s'il y a quelque chose à écouter. Or, dans le domaine et de la pacification et au niveau tactique, les unités vietminh ne sont pas assez équipées en moyens radios pour pouvoir constituer une cible importante des écoutes françaises<sup>124</sup>. De plus, comme le notait amèrement Belleux, le renseignement ne semble pas jouir de la plus grande attention de la part des responsables militaires. Si l'attitude par rapport au SDECE peut se comprendre compte tenu de sa volonté de coiffer tous les services d'Indochine au détriment des autorités militaires, les services de l'armée paraissent également souffrir d'un déficit d'attention.

---

<sup>122</sup> Roger Faligot., *op. cit.*, p. 188.

<sup>123</sup> *Ibid.* p. 187.

<sup>124</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 91.

### C. Un renseignement visionnaire mais négligé

Dans son travail sur les services de renseignement en Indochine, Jean-Marc le Page note que si les services ont souvent été critiqués, voire rendus responsables de la défaite, il n'en était rien. Au contraire, les services ont bien fonctionné, ont su fournir les informations nécessaires à l'anticipation et à l'adaptation, mais ils se sont souvent heurtés au désintérêt de leurs interlocuteurs. Ainsi, pour la bataille de Dien Bien Phu, Jean-Marc Le Page montre que

*« Sur la question de l'artillerie, comme sur celui des intentions de l'ennemi lors de la campagne de Dien Bien Phu, les services de renseignement français ont su donner au commandement des informations précises sur l'adversaire. Dès le mois de décembre, le 2<sup>e</sup> bureau a su déceler que le site deviendrait le cœur de la nouvelle campagne du général Giap, les procédures d'attaques ennemies sont connues et n'ont pas été une surprise. Il en va de même pour la dotation en artillerie, son positionnement et son approvisionnement en munition. En fait, les services de renseignement ont bien fonctionné. Leurs erreurs résident dans l'impossibilité qui a été pour eux de localiser précisément les pièces d'artillerie de la divisions 351 [...] comme lors d'actions précédentes les services de renseignement n'ont rencontré que scepticisme et incrédulité<sup>125</sup>. »*

Il note ainsi qu'en dépit des avertissements des services concernant le positionnement de l'artillerie vietminh sur les pentes, les responsables français continuaient d'écarter cette possibilité car elle ne correspondait pas à leur doctrine d'emploi<sup>126</sup>. Par ailleurs, l'attitude de certains officiers vis-à-vis des services est révélatrice de cette négligence. La relation entre le général (alors commandant) Meyer, officier du SRO présent à Dien Bien Phu depuis décembre 1953 et Castries<sup>127</sup> en est un exemple. Lorsque la cuvette est encerclée, Meyer propose à Castries de se mettre à sa disposition, ce dernier lui répond que « le SR est un service inutile et parasite », et

---

<sup>125</sup> *Ibid.* pp. 24-25.

<sup>126</sup> Jean Ferrandi, *Les officiers français face au Viêt-Minh*, Paris, Fayard, 1956, p. 235, cité dans Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 23.

<sup>127</sup> Le général Christian de la Croix de Castries (1902-1991) était le commandant du camp retranché de Dien Bien Phu.

renvoie même Meyer à Saigon<sup>128</sup>. Le colonel P. Langlais, commandant du sous-secteur centre et des troupes aéroportées, tient des propos similaires : « [les services sont] devenus parfaitement inutiles »<sup>129</sup>. Le lieutenant Vilbert, adjoint au chef du 2<sup>e</sup> bureau relate également des mauvaises relations avec ses chefs « *je m'entends plutôt mal avec mes grands patrons d'ici. Non pas que je ne sois pas estimé, au contraire. Mais je n'ai pas les mêmes conceptions qu'eux, et je ne me gêne pas pour le dire. Tout le monde sait qu'en général on aime pas entendre ce qui ne plaît pas* »<sup>130</sup>. Cette attitude contre-productive des responsables militaires est d'ailleurs remarquée par certains commandants en chef. Dans une note pour les commandants de territoires du 4 février 1951, de Lattre relève cette négligence :

*J'ai constaté des insuffisances graves dans la recherche du renseignement. Elles ne s'expliquent que par une indifférence inadmissible du commandement en Indochine à l'égard de cette mission, plus importante actuellement en Indochine que sur tout autre théâtre d'opérations, et qui doit être à la base de toutes nos décisions, qu'il s'agisse du déplacement d'une section ou de l'engagement d'une division [...] cet état de chose doit être immédiatement redressé. Si les services de recherche spécialisés ont pour mission le renseignement en profondeur, sur le commandement ou les arrières ennemis, il appartient au commandement local à tous les échelons de participer à la recherche du renseignement dans le cadre des instructions reçues des échelons supérieurs*<sup>131</sup>.

Comme de Lattre, Jean-Marc le Page conclut donc que « la culture du renseignement n'est pas commune à tous les officiers supérieurs en charge de commandement »<sup>132</sup>.

Le bilan général des services en Indochine est donc mitigé. Au niveau stratégique (la détermination des orientations stratégiques et politiques du gouvernement et du haut-commandement vietminh et chinois) la France disposait d'un

---

<sup>128</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 23.

<sup>129</sup> Pascal Krop, *Les secrets de l'espionnage français*, Paris, Lattès, 1993, p. 472.

<sup>130</sup> Pierre Langlais, *Diên Biên Phu*, Paris, Éditions France Empire, 1963, p. 177.

<sup>131</sup> SHD/DAT 4679 ou 4983, note du général de Lattre pour les commandants de territoires du 4 février 1951, reproduit en annexe dans Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 505.

<sup>132</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 24.

très bon réseau d'écoute et d'interception. Les autorités françaises connaissaient ainsi l'objectif de l'adversaire, la doctrine d'emploi des forces armées régulières et la constitution du corps de bataille de Giap. Au niveau opérationnel les services fonctionnent le mieux. Les mouvements de troupes sont connus suffisamment à l'avance pour pouvoir prendre des mesures préventives. Les communications de l'ennemi sont presque toutes interceptées, et le renseignement humain et aérien apportent un complément non négligeable. Au niveau tactique, de la pacification, le bilan est plus mitigé. Les services devaient identifier, localiser et détruire les comités révolutionnaires et ainsi « désenkyster » le territoire indochinois. Au Tonkin, c'est un échec complet. Au Vietnam centre la situation est moins dramatique mais la présence communiste reste importante. C'est en Cochinchine que la pacification est la plus réussie. Le cercle vertueux de la contre-insurrection est en place grâce aux renseignements obtenus par les ralliés et l'allégeance de certaines sectes confessionnelles. La conclusion est donc sans appel : *« En définitive les services de renseignement dans leur dimension militaire ont répondu aux attentes du commandement : dans le cadre d'une guerre devenue de plus en plus classique du fait de la formation du corps de bataille de l'armée populaire, les différents services français ont eu la possibilité de faire face. En revanche, dans les domaines politiques et de la pacification c'est un échec. [...] Mais l'archipel du renseignement n'est pas directement responsable [...] leurs moyens et leurs orientations sont le reflet des décisions prises à Paris [...] l'impasse politique dans laquelle se trouvent les services de renseignement pendant la guerre d'Indochine n'est que la résultante de celles des autorités politico-militaires qui s'astreignent à appliquer une politique mal définie par la métropole »*.<sup>133</sup>

L'Indochine a été une période matricielle pour le renseignement français. À la fois théâtre de ses recompositions et de ses innovations, elle a également été le premier lieu d'expression de ses dysfonctionnements tant dans les relations entre services qu'avec les autorités supérieures. Matricielle, car c'est également un lieu

---

<sup>133</sup> *Ibid.* p. 467.

d'apprentissage pour les différents protagonistes, qui se retrouvent en Algérie quelques mois après, où ils mettront en pratique les leçons apprises dans la péninsule. Pour notre étude, il faut cependant retenir trois choses. D'une part, le grand degré de liberté et d'autonomie du SDECE, ce qui, d'autre part, débouche sur des rapports très tendus avec les autorités militaires. Finalement, l'importance du renseignement d'origine électromagnétique est capitale, en ce qu'elle dote la France d'un accès privilégié au bloc de l'Est par son flanc Sud. Dans cette mesure, les services de renseignements français s'imposent comme des partenaires incontournables dans l'espionnage et l'endigement du communisme en Asie, d'autant plus que l'hégémon de l'Ouest modifie progressivement sa politique à l'égard de la colonie française. Cependant, ces rapports ne peuvent être que complexes et ambivalents compte tenu de la méfiance et des rivalités qui structurent déjà l'archipel du renseignement en Indochine.

## CHAPITRE 3

### *De l'hostilité au remplacement : l'évolution de la politique des États-Unis envers l'Indochine de 1941 à 1956*

Afin de comprendre les formes que prend la coopération entre les services de renseignement, il est nécessaire de revenir sur le contexte diplomatique qui préside à l'engagement américain en Indochine. En effet, si les services participent à la formulation de la politique étrangère en informant la prise de décision, ils en sont également des outils et des exécutants. Cela permet ainsi d'éclairer les ambiguïtés et les rapports de forces qui structurent les relations entre les deux puissances, et donc les frictions ou les convergences qui s'opèrent entre services. Dans cette perspective, le contexte du rétablissement de la souveraineté française sur l'Indochine fournit un certain nombre d'éléments matriciels décisifs pour la relation franco-américaine. Par ailleurs, il faut noter que l'engagement américain aux côtés des Français n'avait rien de mécanique ou de nécessaire. Si un véritable partenariat stratégique se met en place en Indochine et fournit le cadre politique à la coopération entre services, cette alliance n'avait rien de naturel. Au contraire, l'implication des États-Unis dans le conflit indochinois et le soutien à la guerre coloniale française est à comprendre dans le contexte de la cristallisation des logiques de Guerre froide à la sortie de la Seconde Guerre mondiale et des impératifs diplomatiques divergents entre les théâtres d'opérations. Les ruptures, mais également les continuités dans la politique américaine éclairent ainsi un partenariat de circonstance et déséquilibré.

Ce chapitre retrace donc les grandes évolutions de la politique américaine et des relations entretenues avec la guerre française dans la péninsule. Une première période couvrant la Seconde Guerre mondiale et son règlement en 1946 se démarque par l'attitude ambiguë des États-Unis qui se traduit par un neutralisme perçu comme hostile par les Français. Le revirement en leur faveur s'opère en 1949-1950 alors que l'Asie entre dans la Guerre froide et que ses logiques s'imposent dans l'administration américaine. Les États-Unis se rangent alors derrière la « solution Bao Dai » promue par les Français et s'engagent à leurs côtés pour endiguer le communisme en général, et la Chine en particulier. Cette alliance dictée par les circonstances s'intensifie au cours du

conflit à mesure que les Américains sont forcés de suivre Paris du fait d'un rapport de forces en leur défaveur sur la question indochinoise. Cet enfermement dans une politique contradictoire n'est brisé qu'en 1954 avec la défaite française et le développement d'une option nationaliste forte autour de Ngo Dinh Diem. Les États-Unis prennent alors la place des Français dans la lutte contre le Vietminh et l'influence chinoise grâce au nouveau Vietnam indépendant.

## I) De l'ambivalence à la neutralité 1941-1946

Durant la Seconde Guerre mondiale et jusqu'en 1946 l'Indochine n'occupe qu'une place très marginale dans la politique américaine, qui elle-même oscille entre anticolonialisme et nécessité de ménager la France. Si Roosevelt apparaît comme l'un des opposants les plus déterminés au colonialisme français dans la péninsule durant la Seconde Guerre mondiale, les considérations militaires l'emportent et les États-Unis s'accommodent du retour des Français. Cette indifférence à la fin de la guerre est confirmée par la politique de neutralité poursuivie dans un premier temps par l'administration Truman, qui ne voit dans l'Indochine qu'un problème franco-français ne figurant pas dans les priorités de l'agenda stratégique américain. Cette position est éclairée par le peu d'importance stratégique et la faiblesse des intérêts américains en Indochine.

### A. L'anticolonialisme de Roosevelt

Pendant la Seconde Guerre mondiale l'anticolonialisme francophobe de Roosevelt est indubitablement une caractéristique fondamentale de la politique américaine envers l'Indochine française. Le jugement négatif sur la colonie trouve ses racines dans les années 1930, après la crise de 1929 quand les Européens se replient sur leurs empires alors que le *New Deal* nécessite des exportations en dépit d'une politique protectionniste. C'est dans ce contexte que les représentants américains critiquent la France et son traitement des autochtones<sup>134</sup>. Par ailleurs, les États-Unis tentent de promouvoir une doctrine alternative en érigeant les Philippines comme exemple. La

---

<sup>134</sup> Laurent Césari, *Le problème diplomatique de l'Indochine 1945-1957*, Paris, Les Indes Savantes, 2013, pp. 18-19

charte Atlantique de 1941 qui promet la porte ouverte et les droits des peuples est à comprendre dans ce contexte. Selon un plan approuvé en 1942 par Roosevelt sur proposition de son secrétaire d'Etat Cordell Hull, les États-Unis souhaitent placer sous mandats de l'ONU les anciens mandats de la SDN tandis que les autres colonies ne seraient pas enlevées à leurs métropoles qui devaient juste prendre des mesures libérales. La seule exception à ce plan étant l'Indochine<sup>135</sup>. En effet, en addition à l'hostilité de Roosevelt à la colonie française, il existe également une conviction que la France n'est plus une grande puissance depuis 1940, conviction renforcée par les concessions faites au Japon par Vichy en 1940 et 1941. Ainsi, en acceptant de collaborer avec les Japonais pour maintenir l'Indochine sous souveraineté française, Vichy avait conforté Roosevelt dans sa volonté de retirer l'Indochine à la France et à la placer sous un mandat Chinois de l'ONU<sup>136</sup>. Au début de l'année 1944, Lord Halifax, l'ambassadeur britannique à Washington appela Hull afin de « *savoir si les déclarations du Président étaient des affirmations définitives, c'est-à-dire, que l'Indochine devait être retirée aux Français, et mise sous mandat international* »<sup>137</sup>. Roosevelt répond à son secrétaire d'Etat le 24 janvier 1944 en indiquant que :

*J'ai vu Halifax la semaine dernière, et lui ait dit très franchement qu'il avait parfaitement raison en disant que j'avais, durant l'année passée, exprimé l'opinion que l'Indochine ne devait pas retourner aux Français mais être administrée par un mandat international. La France a eu le pays, 30 millions d'habitants, pendant presque 100 ans, et aujourd'hui le peuple est dans une situation pire qu'au début. Pour votre gouverne, je suis par ailleurs entièrement soutenu dans cette vue par le généralisme Chiang Kai Shek et le Maréchal Staline. Je ne vois aucune raison de suivre le Foreign Office britannique sur ce dossier. La seule raison pour laquelle ils semblent s'y opposer, est qu'ils craignent les répercussions pour leurs propres possessions et celles des Hollandais. Ils n'ont jamais aimé l'idée de mandat, parce que, dans certains cas, cela a pour but une future indépendance. C'est vrai pour le cas de l'Indochine. [...] chaque cas doit bien sûr être traité séparément, mais celui*

---

<sup>135</sup> *Ibid.* p. 19.

<sup>136</sup> *Ibid.*

<sup>137</sup> Pentagon Papers Part I. U.S. policy 1940-1950. pp. 21-22.



*de l'Indochine est clair. La France l'a exploitée pendant 100 ans. Le peuple d'Indochine mérite mieux que ça*<sup>138</sup>.

Cependant, cette attitude personnelle entre en contradiction avec une diplomatie américaine qui rassurait régulièrement les Français quant au statut de leurs possessions d'outre-mer. Dès le début de la guerre, les États-Unis ont exprimé ou sous-entendu une volonté de laisser les Français restaurer leur empire. De tels engagements sont visibles dans la déclaration officielle du 2 août 1941 sur l'accord franco-japonais ou une lettre présidentielle de décembre 1941 à Pétain<sup>139</sup>. Une lettre du Président de novembre 1942 au Général Giraud incluait ainsi la réassurance suivante :

*La restauration de l'indépendance pleine et entière de la France, dans toute la grandeur et immensité qu'elle possédait avant la guerre, y compris son outre-mer, est un des buts de guerre des Nations Unies. Il est bien entendu que la souveraineté française sera rétablie aussi vite que possible sur tous les territoires, métropolitains et coloniaux, sur lesquels le drapeau français flottait en 1939*<sup>140</sup>.

Cette ambivalence débouche en fait sur une indifférence, ou du moins une tolérance pour le retour français en Indochine durant la guerre.

#### B. Le neutralisme s'impose

En 1944 plusieurs évènements contrarient les projets de Roosevelt. En mars-avril, lors l'offensive japonaise de Ichigo sur la Chine du Sud, les nationalistes chinois refusent d'utiliser leurs troupes pour défendre la zone, ce qui va à l'opposé du rôle de puissance que voulait leur confier Roosevelt avec le mandat sur l'Indochine<sup>141</sup>. De plus, le GPRF se renforce constamment depuis le 6 juin 1944. Il est d'ailleurs reconnu par les États-Unis en octobre. Dès lors, il est difficile de priver la France, futur membre de l'ONU, d'un territoire qu'elle souhaite conserver. Par ailleurs, la stratégie américaine

---

<sup>138</sup> *Ibid.*

<sup>139</sup> *Ibid.* p. 21.

<sup>140</sup> *Ibid.*

<sup>141</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 20.

dans le Pacifique consiste désormais dans les « sauts de puces » d'îles en île vers l'archipel nippon. Dans ces conditions une offensive continentale n'est pas envisagée. Il n'y aura donc pas de présence américaine pour s'opposer à la restauration des empires coloniaux. Finalement, le coup de force japonais du 9 mars 1945 débouche sur une demande publique d'assistance du GPRF pour les combats dans la péninsule. Roosevelt est poussé à accepter mais continue d'envisager un statut particulier pour l'Indochine. Elle serait bien placée sous mandat, mais exercé par les Français qui devraient avoir pour objectif l'indépendance. Le Département d'État s'oppose frontalement à cette décision dans un mémorandum du 5 avril 1945, mais le président maintient le cap fixé<sup>142</sup>. Cependant, les Français sont de plus en plus actifs dans la péninsule grâce au soutien britannique. À la mort de Roosevelt en avril 1945, un compromis est trouvé entre les divisions Asie (favorable aux vues de Roosevelt) et Europe (favorable aux Français) dans un mémorandum adressé à Truman le 30 avril<sup>143</sup>. Il serait demandé au GPRF un simple éclaircissement sur ses intentions en matière de porte ouverte et de libéralisation politique, mais les États-Unis ne prendraient aucune mesure pour faciliter leur retour. La Conférence de San Francisco d'avril à Juin 1945 semble par ailleurs confirmer cette orientation puisqu'en mai la France est acceptée dans le conseil de sécurité tandis que les États-Unis affirment qu'ils n'ont jamais remis en cause la souveraineté française sur l'Indochine<sup>144</sup>. Ainsi, la directive sur l'Extrême-Orient du 22 juin 1945 par le Département de la Défense prend acte de la souveraineté française sur l'Indochine en se contentant de souhaiter sa démocratisation<sup>145</sup>.

S'il est décidé que la reddition des Japonais en Indochine serait gérée par les Chinois au nord du 17<sup>e</sup> parallèle et par les Anglais au sud, l'Indochine devenait donc une affaire purement française dans laquelle les États-Unis souhaitaient rester neutres et non impliqués. Ainsi, De l'automne 1945 à l'automne 1946, les États-Unis reçoivent une série de communications d'Ho Chi Minh déplorant les conditions au Vietnam et demandant l'aide des États-Unis pour appliquer les principes de la Charte Atlantique et reconnaître la RDV. Mais les États-Unis ne prirent aucune mesure en ce sens<sup>146</sup>. Cependant, ils refusent également d'aider les Français. Le 15 janvier 1946, le *Secretary*

---

<sup>142</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 21.

<sup>143</sup> *Ibid.* p. 25.

<sup>144</sup> *Ibid.* p. 26.

<sup>145</sup> *Ibid.*

<sup>146</sup> Pentagon Papers Part I. U.S. policy 1940-1950. p. 32.

*of War* est informé par le Département d'État qu'il était contraire à la politique américaine « *d'employer des navires ou des avions sous drapeau américain afin de transporter des troupes de n'importe quelle nationalité depuis ou vers les Indes hollandaises ou l'Indochine française, de même qu'il n'est pas permis d'utiliser ces vaisseaux pour transporter des armes, munitions ou équipements militaires vers ces zones*<sup>147</sup> ». Cependant, les Britanniques s'arrangent pour transporter des troupes françaises vers l'Indochine et le 9 octobre 1945 « reconnaissent pleinement les droits français [sur l'Indochine] ». Les troupes françaises arrivent à Saigon le même mois, et les Britanniques leur lèguent 800 jeeps et camions américains issus du prêts-bails. Le président Truman approuve cette décision au motif qu'il aurait été « peu pratique » de reprendre cet équipement<sup>148</sup>. En janvier 1946, le conflit entre les Français et le Vietminh était donc une affaire interne à la République, le retrait britannique étant complet à cette date. Le 4 mars, 1946, Mountbatten désactiva l'Indochine comme territoire dépendant du SEAC, transférant ainsi toutes les responsabilités aux Français. Le 10 avril 1946 un accord est passé avec les Chinois au nord du 17<sup>e</sup> parallèle. À cette date, l'occupation de l'Indochine par les Alliés est terminée. L'Indochine devient donc un enjeu des relations franco-américaines et non plus un enjeu de stratégie militaire.

Ainsi les États-Unis restèrent-ils en marge du conflit. Pourtant, alors que les combats continuaient, la perspective d'un État communiste au Vietnam les poussait toujours plus près de l'engagement.

## **II) De la neutralité à l'engagement 1946-1950**

La reconnaissance de Bao Dai et l'octroi de l'aide américaine à l'effort militaire du CEFEO contre le Vietminh ne sont pas aussi subits que l'on pourrait le penser. Ils découlent d'un changement progressif de perception de la menace communiste dans le monde et en Asie –notamment avec la perte de la Chine – en parallèle avec les efforts français de délégation d'une certaine autonomie aux colonies. La cristallisation de la logique et des schèmes cognitifs de Guerre froide, la perte de la Chine ainsi que la détérioration de la position militaire française en Indochine ont poussé les États-Unis à

---

<sup>147</sup> *Ibid.* p. 10.

<sup>148</sup> *Ibid.* p. 32.

approuver la « solution Bao Dai » et à initier l'aide économique et militaire après la ratification du traité de l'Élysée. Ainsi, la politique américaine passe d'un neutralisme médiateur à un soutien militaire dans le cadre de l'endiguement alors que les logiques de Guerre froide se cristallisent.

#### A. Le soutien à la « solution Bao Dai »

Les États-Unis ont certes manifesté un intérêt croissant pour le conflit en Indochine, mais durant l'année 1949 ils continuaient de voir le conflit comme une affaire française. Entre 1946 et 1947 les représentants américains déplorent toujours le manque de concession française aux nationalistes vietnamiens et la perspective d'une guerre prolongée. Cependant, ils se sont toujours refusés à apporter un soutien officiel à Ho Chi Minh. Ainsi, la politique américaine gravitait-elle progressivement vers la solution Bao Dai promue par les Français. Parallèlement, en 1946 et 1947 la France et le Royaume-Uni avançaient vers une alliance militaire anti-communiste en Europe, les États-Unis ne souhaitaient donc pas adopter une politique clivante. Ainsi, en comparaison avec la reconstruction européenne et la lutte contre le communisme (alors vu comme celui de l'URSS en Europe), le nationalisme vietnamien apparaissait comme insignifiant<sup>149</sup>. De plus, la dispute de 1945-1946 sur l'Indonésie fournissait un précédent. Dans ce cas, les États-Unis avaient prudemment internationalisé le conflit de concert avec les Anglais. Mais il n'existait pas de motivation similaire en Indochine. Il s'agissait d'une réserve économique exclusivement française, et l'attitude des Anglais s'opposait à tout changement de statut car cela pouvait menacer le *Commonwealth*. La politique résultante a été vue comme neutraliste, mais elle était consistante avec la politique de la fin de la guerre, c'est-à-dire, de laisser ça aux Français tel qu'exprimée dans le mémo du 3 avril 1945.

La position américaine était donc, selon le mot du secrétaire d'État Marshall, d'espérer « qu'un fondement pacifique pour un ajustement des difficultés puisse être trouvé<sup>150</sup> ». Cette attitude neutre n'est donc pas synonyme de désintéressement, les États-Unis essayant de pousser les Français à la concession tout en les ménageant. C'est

---

<sup>149</sup> *Ibid.* p. 11.

<sup>150</sup> *Ibid.* p. 56.

ainsi qu'en février 1947, l'ambassadeur américain à Paris transmet à Ramadier les « sentiments très amicaux » des États-Unis vis-à-vis de la France et leur volonté de l'aider à se reconstruire tout en clarifiant leur position sur l'Indochine :

*En dépit des incompréhensions et malentendus qui ont pu surgir dans les esprits français sur notre position concernant l'Indochine, ils doivent tenir compte du fait que nous avons pleinement reconnu la position souveraine française dans cette région, et que nous ne souhaitons pas apparaître comme agissant en vue d'affaiblir cette position, et les Français doivent savoir que c'est notre désir que de vouloir être utiles et que nous nous tenons prêts à aider tous les moyens appropriés permettant de trouver une solution au problème indochinois. Dans le même temps, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le fait qu'il existe deux faces à ce problème, et que nos rapports indiquent qu'il existe un manque de compréhension envers l'autre côté [le vietminh] (à Saigon plus qu'à Paris) ainsi que l'existence continue de pernicieuses méthodes et apparences coloniales dans la région. De plus, il n'existe pas d'échappatoire au fait que la tendance de notre temps est que les Empires coloniaux du XIX<sup>e</sup> siècle deviennent rapidement une chose du passé [...] les Français doivent reconnaître ce fait à la fois dans la nouvelle Constitution et dans leurs arrangements avec le Vietnam. D'autre part, nous n'ignorons pas que Ho Chi Minh a des connections communistes directes, et qu'il est évident qu'il n'est pas dans notre intérêt de voir une administration impériale et coloniale remplacée par des organisations philosophiques et politiques émanant, et étant contrôlées par le Kremlin [...] Franchement nous n'avons pas de solution à proposer. C'est une tâche qui revient aux deux parties, et d'après vos rapports et ceux nous provenant d'Indochine, nous sommes amenés à croire que les deux parties ont laissé la porte ouverte à une sorte d'accord. Nous reconnaissons le fait que le Vietnam a initié le conflit actuel en Indochine le 19 décembre et que cette action a rendu difficile pour les Français d'adopter une position de générosité et de conciliation. Néanmoins, nous espérons que les Français arriveront à être plus généreux dans leur quête de solution<sup>151</sup>.*

---

<sup>151</sup> Pentagon Papers Part I. U.S. policy 1940-1950. p. 55.

Il faut par ailleurs noter qu'en 1948, Washington n'est pas encore convaincu que le Vietnam et Ho Chi Minh constituent une menace communiste. Dans une étude de l'influence communiste en Asie du Sud Est réalisée par *l'Office of Intelligence Research* pour le Département d'État, des preuves d'une conspiration dirigée par le Kremlin ont été trouvées dans tous les pays sauf le Vietnam :

*Depuis le 19 décembre 1946, il y a un conflit continu entre les forces françaises et le gouvernement nationaliste du Vietnam. Ce gouvernement est une coalition dans lequel des communistes occupent des positions influentes. [...] À ce jour, la presse et la radio vietnamienne n'ont pas adopté une position anti-américaine. C'est plutôt la presse coloniale française qui a été fortement anti-américaine et a accusé les États-Unis d'impérialisme en Indochine, au point de se rapprocher de la position officielle de Moscou [...] S'il y a une conspiration dirigée par Moscou en Asie du Sud-Est, alors jusqu'à présent, l'Indochine est une anomalie. Les explications possibles sont : 1. Aucune directive rigide n'a été émise par Moscou 2. Le gouvernement du Vietnam considère qu'il n'a pas d'éléments droitistes devant être purgés 3. Les communistes vietnamiens ne sont pas soumis à la politique étrangère poursuivie par Moscou 4. Une dispense spécifique au Vietnam a été accordée par Moscou. De ces possibilités, la première et la quatrième semblent les plus probables<sup>152</sup>.*

Pour autant, entre 1946 et les accords de la baie d'Along, les États-Unis renoncent progressivement à proposer leur médiation entre la France et la RDV<sup>153</sup>. En juin 1948, avec les accords de la baie d'Along, les puissances occidentales désignent clairement le Vietminh comme adversaire<sup>154</sup>. Elles n'ont plus à se prononcer sur l'opportunité d'une médiation entre la RDV et la France, mais sur les mesures permettant le succès de l'expérience Bao Dai promue par la France. Ainsi, alors que les négociations entre la France et Bao Dai s'enclenchent pour aboutir au traité de L'Elysée en janvier 1949, le Département d'État donne pour consigne à son ambassadeur à Paris :

---

<sup>152</sup> *Ibid.* p. 19.

<sup>153</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 81.

<sup>154</sup> *Ibid.* p. 84.

*Bien que le Département [d'État] soit désireux de voir les Français s'entendre avec Bao Dai ou n'importe quel vrai groupe nationaliste qui a une chance raisonnable de remporter l'appui des Vietnamiens, nous ne pouvons pas à ce stade irrémédiablement nous engager à soutenir un gouvernement natif qui, en échouant à développer un réel attrait chez les Vietnamiens, deviendrait un gouvernement fantoche séparé du peuple et existant uniquement par la présence des forces militaires françaises<sup>155</sup>.*

Mais après le traité de l'Élysée, les États-Unis sont plus disposés à fournir de l'aide à l'Indochine. Le 10 mai 1949, le Consul Américain à Saigon a été informé que les États-Unis désiraient le succès de « l'expérience Bao Dai » puisqu'il ne semblait pas y avoir d'alternative :

*Au moment opportun et avec les circonstances adéquates, le Département sera prêt à faire sa part en étendant sa reconnaissance du gouvernement de Bao Dai et en exprimant la possibilité d'accéder aux requêtes d'un tel gouvernement pour une assistance militaire et économique américaine. [...] Puisque les États-Unis ne peuvent pas se permettre de soutenir un gouvernement qui aurait l'air, ou souffrirait probablement du sort, d'un gouvernement fantoche, il doit être dit clairement que la France offrira toutes les concessions nécessaires afin de rendre la solution Bao Dai attractive aux nationalistes. Il s'agit là d'une étape que les Français eux-mêmes doivent voir comme urgente et nécessaire compte tenu du court temps restant avant que les effets des victoires communistes en Chine ne se fassent sentir en Indochine<sup>156</sup>.*

Ainsi, parce que la phase initiale du conflit (1946-1949) était vue uniquement comme une tentative française de restaurer leur autorité sur la colonie indochinoise, les États-Unis refusèrent de soutenir la guerre et adoptèrent une attitude neutraliste. Cependant, cela avait pour effet de présenter les États-Unis comme hostiles à un de leurs plus précieux alliés en Europe. De fait, le soutien indirect ou direct à la France en

---

<sup>155</sup>Pentagon Papers Part I. U.S. policy 1940-1950. p. 58.

<sup>156</sup>*Ibid.* p. 58.

Indochine n'était pas jugé approprié dès lors que la France n'avait pas pris des mesures concrètes pour l'autonomie du Laos, du Cambodge et du Vietnam. Les États-Unis étaient prêts à soutenir la « solution Bao Dai » et l'effort militaire français, uniquement si les États associés obtenaient une réelle indépendance. Ce soutien est accordé avec la ratification des accords de l'Élysée par la France en 1950, mais surtout avec l'évolution de la perception de l'Indochine dans la logique de Guerre froide.

### B. L'Indochine, pièce centrale du *containment* en Asie

À la fin de janvier 1950, quand Ho Chi Minh déclare que son gouvernement est le seul représentant légal du peuple vietnamien et que la Chine et l'URSS le reconnaissent, les États-Unis choisissent de se ranger derrière les Français malgré leurs réticences face aux concessions théoriques des accords de l'Élysée. Le 3 février, les États-Unis reconnaissent donc Bao Dai. Les Français demandent l'aide militaire américaine le 16 février. Le Département d'État envoie R. Allen Griffin en Indochine afin d'étudier les modalités de cette aide. Le 1<sup>er</sup> mai Truman approuve l'octroi de dix millions de dollars d'aide militaire pour l'Indochine. Le 8 mai, le secrétaire d'État annonce l'octroi de l'aide à la France et aux États associés. 16 jours plus tard, le gouvernement de Bao Dai et la France sont notifiés par les États-Unis de leur intention d'établir une mission d'aide économique dans les États associés. Le 27 juin 1950, alors que l'invasion de la Corée du Sud commençait, le président Truman annonce qu'il a demandé « l'accélération de la fourniture d'aide militaire aux forces françaises et aux États associés en Indochine <sup>157</sup> ».

De fait, jusqu'à la reconnaissance de Bao Dai, la guerre d'Indochine n'avait pas le soutien des puissances occidentales, juste leur tolérance. La décision du 8 mai 1950 est une rupture qui découle de la révision de la politique américaine durant l'année 1949 dans la perspective d'une victoire maoïste en Chine. Ce revirement était en gestation dès les événements de 1948-1949 en Chine, qui poussent les États-Unis à une prise de conscience de la vigueur du communisme en Asie, et un sens de l'urgence pour l'extension du *containment*. Les instruments développés pour le *containment* en Europe devaient ainsi être appliqués également en Asie. Cette prise de conscience de la

---

<sup>157</sup> Pentagon papers Part II. U.S. Involvement in the Franco-Viet Minh War, 1950-1954. p. 58.



nécessité du *containment* en Asie est décelable dès l'été 1949 quand le secrétaire d'État note que :

*[je suis] de plus en plus préoccupé par l'avance du communisme dans de larges régions du monde, et en particulier par les succès du communisme en Chine. [...] un des objectifs principaux de la politique des États-Unis, tel que je le vois, est de contenir le communisme afin de réduire la menace qu'il fait peser sur notre sécurité. Nos actions en Asie devraient faire partie d'un plan soigneusement préparé dans le but de poursuivre cet objectif<sup>158</sup>.*

Le *National Security Council* répond à cette note par une étude de la stratégie envisageable en Asie, et notamment sur les problématiques liées aux intérêts divergents entre les métropoles et les peuples colonisés :

*Le conflit actuel entre le colonialisme et l'indépendance des natifs est le facteur le plus important en Asie du Sud-Est. [...] Dans tous les cas, le conflit colonialisme-nationalisme est un terrain fertile pour la subversion communiste, et il est désormais clair que l'Asie du Sud-Est est la cible d'une offensive coordonnée et dirigée par le Kremlin. En cherchant à prendre le contrôle de l'Asie du Sud-Est, le Kremlin est motivé en partie par le désir d'acquérir des ressources et des lignes de communication et donc de nous les dénier. Mais les gains politiques seraient tout aussi importants. L'extension de l'autorité communiste sur la Chine représente une grave défaite politique pour nous ; si l'Asie du Sud-Est est balayée par le communisme, nous aurons subi une débâcle politique majeure dont les répercussions se feront sentir dans le reste du monde, en particulier au Moyen-Orient et dans une Australie désormais exposée de manière critique. Les États-Unis devraient continuer à utiliser leur influence en vue de la résolution du conflit colonialisme-nationalisme d'une manière qui satisfasse les demandes fondamentales des deux côtés, prépare le terrain pour la stabilité politique et la résistance au communisme, et évite d'affaiblir les puissances coloniales qui sont également nos alliés occidentaux. Cependant [...]*

---

<sup>158</sup> Pentagon Papers Part I. U.S. policy 1940-1950. p. 65.

*nous devons éviter autant que possible de prendre la tête de ce mouvement [...] il serait dans l'intérêt des États-Unis d'utiliser les compétences, connaissances, et la longue expérience de nos amis européens, et, de toutes les manières possibles, s'assurer de leur coopération dans la mise en œuvre de mesures visant à stopper l'expansion de l'influence de l'URSS en Asie*<sup>159</sup>.

Cet élargissement du *containment* à l'Asie est acté le 6 octobre 1949 par le *Mutual Defense Assistance Program*. Le 30 décembre, le NSC se réunit avec le président Truman et approuve les conclusions suivantes :

*Les États-Unis devraient poursuivre une politique en Asie avec les composants suivants. A) les États-Unis devraient faire connaître leur désir de créer des associations régionales non-communistes avec le concours des leaders asiatiques [...] B) les États-Unis devraient agir en vue de développer et renforcer la sécurité de la région face à l'agression extérieure et la subversion interne communiste. [...] de sa propre initiative, les États-Unis devraient dès à présent : [...] 2) être prêts à aider avec nos moyens à faire face à de telles menaces en fournissant une assistance politique, militaire et économique aux gouvernements dans ou en dehors de la région mais directement concernés. 3) développer des mesures coopératives via des arrangements bilatéraux ou multilatéraux pour combattre la subversion communiste interne [...] une attention particulière doit être portée au problème de l'Indochine française, et des actions doivent être entreprises afin de convaincre les Français de l'urgence d'enlever les barrières à l'obtention par Bao Dai du soutien d'une proportion substantielle de la population vietnamienne*<sup>160</sup>.

Ainsi, à la fin de 1949 la trajectoire de la politique américaine était de bloquer l'expansion du communisme en Asie, par la sécurité collective si les nations asiatiques sont volontaires, en travaillant avec les puissances coloniales européennes si possible, et par l'assistance économique et militaire bilatérale avec les États de la région si

---

<sup>159</sup> *Ibid.* p. 66.

<sup>160</sup> *Ibid.* pp. 67-68.

nécessaire. Pour autant, le soutien aux Français restait conditionné à de réelles concessions à Bao Dai. La dizaine d'accords d'implémentation du Traité de l'Élysée du 8 mars signés le 30 décembre 1949 semble alors convaincre le département d'État. Un télégramme du 20 janvier 1950 notait ainsi « la nature et le *timing* de la reconnaissance de Bao Dai sont désormais considérés ici et avec d'autres gouvernements <sup>161</sup>». La reconnaissance de la RDV par l'URSS et la RPC précipitent le choix américain. Le 1<sup>er</sup> février 1950, Acheson annonce que « *la reconnaissance par le Kremlin du mouvement communiste d'Ho Chi Minh en Indochine est une surprise. La reconnaissance soviétique de ce mouvement lève désormais toutes les illusions sur la nature « nationaliste » des buts d'Ho Chi Minh et révèle sa vraie couleur en tant qu'ennemi mortel de l'indépendance de l'Indochine* <sup>162</sup>». Le 2 février 1950, la France ratifie l'indépendance du Vietnam, le même jour Truman approuve la reconnaissance de Bao Dai, et le 7 l'annonce est faite.

La peur d'une expansion communiste en Europe donnait le ton pour la politique américaine envers le communisme en Asie durant la période 1948-1950. La pensée qui dominait était celle du bloc monolithique dominé par l'Union-Soviétique. Un document du NSC de 1949 indiquait ainsi que

*L'URSS est désormais une puissance asiatique de premier ordre, avec une influence en expansion et des intérêts s'étendant sur toute l'Asie continentale et vers le Pacifique. Depuis la défaite du Japon [...] l'URSS a été capable de consolider sa position stratégique jusqu'à ce que les bases de la puissance soviétique en Asie ne comprennent pas seulement l'extrême orient soviétique, mais également la Chine au nord de la Grande Muraille, la Corée du Nord, Sakhalin, et les Kuriles*<sup>163</sup>.

La question de l'endiguement du communisme en Asie prit des proportions de crise avec la perte de la Chine. C'est dans ce contexte que l'Indochine revêtit une importance vitale pour les États-Unis. En effet, à la suite des victoires communistes en Chine en 1949 et du mouvement des troupes vers l'Indochine en novembre, la NSC64 du 27 février 1950 inscrivit clairement l'Indochine dans le *containment* : « *le Département*

---

<sup>161</sup> *Ibid.* p. 70-71.

<sup>162</sup> *Ibid.* p. 14.

<sup>163</sup> Pentagon Papers Part IV A-2. Aid for France in Indochina, 1950-1954, p. 14.

*d'État et le Département de la Défense doivent préparer de manière prioritaire, un programme de toutes les mesures applicables afin de protéger les intérêts sécuritaires américains en Indochine*<sup>164</sup>». La logique de ce retournement dépend plus largement des concepts stratégiques de « ligne d'endiguement » formalisée dans la théorie des dominos. Concernant l'Indochine, cette perception stratégique est consolidée dans un mémorandum du Secrétaire à la Défense de 1950 évaluant « l'importance stratégique, du point de vue militaire de l'Asie du Sud-Est » :

*L'Asie du Sud-Est est un segment vital de la ligne de containment du communisme s'étendant du Japon vers le sud et vers la péninsule indienne. La sécurité des trois bases non-communistes majeures dans cette région du monde – le Japon, l'Inde et l'Australie - dépend dans une large mesure du déni de l'Asie du Sud-Est aux communistes [...] la chute de l'Indochine conduirait indubitablement à la chute des autres États continentaux d'Asie du Sud-Est [...] le contrôle soviétique des composantes principales du potentiel de guerre asiatique deviendrait un facteur décisif affectant l'équilibre des puissances entre les États-Unis et l'URSS*<sup>165</sup>.

L'application de ce principe reposait par ailleurs sur la perception d'une menace chinoise imminente durant l'année 1950. La NSC 64 de février 1950 notait ainsi « La présence de troupes chinoises communistes sur la frontière de l'Indochine rend possible le transfert d'armes et de troupes vers le nord-Tonkin contrôlé par le Vietminh ». Une note de renseignement de la CIA du 10 février 1950 résume le changement de cap de l'administration américaine :

*Les positions françaises et les perspectives s'offrant à Bao Dai ont encore été récemment affaiblies : d'un point de vue politique en raison de la reconnaissance d'Ho Chi Minh par la Chine communiste et par l'Union soviétique, et d'un point de vue militaire en raison de la capacité des forces de la Chine communiste à fournir des équipements aux forces d'Ho Chi Minh. À moins que les Français et Bao Dai ne reçoivent une aide substantielle de la part*

---

<sup>164</sup> *Ibid.* p. 17.

<sup>165</sup> *Ibid.* p. 16.

*de l'étranger, cette pression politico-militaire pourrait accélérer le retrait de la France de tout ou partie d'Indochine [...] Les combats en Indochine pèsent sur les ressources militaires de la France et l'affaiblissent en sa qualité de partenaire de l'alliance occidentale. Si la France devait être chassée d'Indochine, l'émergence d'un gouvernement autochtone communiste qui en résulterait, qui serait soumis à la pression de la Chine communiste et de l'Union soviétique, pourrait conduire la Thaïlande et la Birmanie voisines à succomber à leur tour à cette poussée communiste. La Malaisie et l'Indonésie seraient également très vulnérables [...] Parallèlement, la reconnaissance par la Chine communiste et par l'Union soviétique du régime d'Ho Chi Minh confirme la volonté sans équivoque du Kremlin de vouloir exercer une plus grande pression pour instaurer un régime communiste en Indochine. La France n'est pas capable à elle seule d'empêcher une telle issue et elle ne peut se tourner que vers les États-Unis pour recevoir l'assistance qui lui permettrait de contrer cette menace. Après avoir annoncé officiellement leur soutien à Bao Dai, les États-Unis doivent désormais décider de l'appuyer malgré sa faiblesse et sa vulnérabilité, ou au contraire de l'abandonner et d'en accepter les conséquences – une Indochine soumise au contrôle des communistes<sup>166</sup>.*

Le dilemme du neutralisme entre allié européen et anticolonialisme a donc été résolu d'une part grâce aux concessions des Français à Bao Dai, et d'autre part, par la victoire des communistes en Chine et la perception d'une potentielle offensive en Indochine faisant « tomber les dominos » dans le cadre d'une politique expansionniste mondiale du bloc communiste.

### **III) L'engagement devient remplacement 1950-1956**

L'administration Eisenhower a suivi la même politique que celle de son prédécesseur, mais a également renforcé l'engagement américain dans le *containment* en Asie. Pour des raisons de politique interne, les républicains n'allaient pas permettre

---

<sup>166</sup> Note de renseignement de la CIA du 10 février 1950, cité dans : Franck Mirmont, *La guerre d'Indochine vue par la CIA*, Paris, Nimrod, 2015, pp. 27-28.

une « perte de l'Indochine » comme les démocrates avaient permis la « perte de la Chine ». De plus, le plan Navarre avait renforcé l'optimisme quant à une victoire militaire. Ainsi, l'implication américaine devait croître tout au long du conflit. Mais il faut également y voir une conséquence des rapports de force entre la France et les États-Unis. Et dans cette perspective, force est de constater que les Français avaient une main plus forte que les Américains et pouvaient donc obtenir plus de soutien sans augmenter l'influence des États-Unis sur la conduite de la guerre. Les États-Unis se trouvaient donc piégés, contraints à soutenir un conflit dans lequel ils ne pouvaient que difficilement imposer leurs vues qui différaient des Français. D'où les tensions. Cependant, la défaite de Dien Bien Phu et la liberté de mouvement des Français à partir de Genève allaient permettre presque involontairement aux Américains de prendre la main, au grand dam des Français présents sur place.

#### A. L'approfondissement de l'engagement américain

Le programme d'assistance militaire américain aux Français et aux États associés a augmenté rapidement et de manière constante au cours du conflit. À la date du 3 février 1953, les États-Unis avaient envoyé approximativement 1500 000 tonnes de matériel, dont 1800 véhicules de combat, 30 887 véhicules de transport, 361 522 armes légères et mitrailleuses lourdes, 438 vaisseaux navals, deux porte-avions de la Seconde Guerre mondiale (dont l'USS *Langley* renommé La Fayette en janvier 1951) et environ 500 avions<sup>167</sup>. Lors de la conclusion des accords de Genève en juillet 1954, le total de l'aide américaine s'élevait à 2 600 millions de dollars<sup>168</sup>. En 1954 l'aide financière américaine couvre 78% du coût de la guerre<sup>169</sup>. Par ailleurs, le plan Navarre en 1953 est principalement financé par une « rallonge » de 385 millions de dollars concédée par les Américains<sup>170</sup>. De manière générale, l'arrivée au pouvoir des républicains en 1953 avec l'administration Eisenhower renforce l'engagement américain en Indochine. Durant toute la période Truman, le GOP avait accusé l'administration présidentielle d'être responsable de la perte de la Chine. Dans son premier discours sur l'état de l'Union,

---

<sup>167</sup> Pentagon papers Part IV A-2. Aid for France in Indochina, 1950-1954, p. 27.

<sup>168</sup> *Ibid.*

<sup>169</sup> Pierre Journoud, « La CAT/Air America dans les guerres d'Indochine, ou le rôle d'une compagnie aérienne privée secrètement détenue par la CIA (1950-1975) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2010/2 (n° 238), p. 134.

<sup>170</sup> Pentagon papers Part IV A-2. Aid for France in Indochina, 1950-1954, p. 29.

Eisenhower promet une « nouvelle politique étrangère positive ». Il lie le conflit coréen à l'Indochine et à la Malaisie. Dulles présentera plus tard l'Indochine et la Corée comme deux flancs d'un front commun contre la Chine communiste<sup>171</sup>. Deuxièmement, l'armistice en Corée amenait à penser que la Chine allait désormais se tourner vers l'Indochine. Dans un discours du 16 avril 1953, Eisenhower mettait en garde son auditoire contre un armistice « trompeur » en Corée qui permettrait à la Chine de libérer ses troupes pour poursuivre une attaque ailleurs<sup>172</sup>. Le secrétaire d'État Dulles poursuit sur ce thème dans un discours sur la guerre en Indochine le 2 septembre 1953. Après avoir noté que « *un front unique d'agression communiste s'étend de la Corée, au nord, à l'Indochine, au sud* », il déclare que « *la Chine communiste a, et est en train d'entraîner, d'équiper, et ravitailler les forces communistes d'Indochine. Le risque existe, comme en Corée, que la Chine rouge envoie sa propre armée en Indochine. Le régime communiste chinois doit réaliser qu'une telle seconde agression ne pourra pas avoir lieu sans de graves conséquences qui ne seraient pas limitées à l'Indochine* »<sup>173</sup>. Il fallait y voir une référence à peine cachée à la doctrine des représailles massives en cas d'invasion chinoise. En addition à la nouvelle attitude qui régnait à Washington avec le changement d'administration et l'armistice en Corée, l'invasion du Laos par le Vietminh en 1953 et le renforcement de l'opposition à la guerre en France ont favorisé une politique plus affirmée de la part des États-Unis. Le flux d'assistance à la France et aux États associés fut drastiquement accru. Pour l'année fiscale 1954, 460 millions de dollars en assistance militaire étaient prévus. Le congrès n'avait approprié que 400 millions. Mais à la suite de la présentation du plan Navarre, 385 millions supplémentaires ont été concédés<sup>174</sup>. De la même façon, aucune objection n'a été émise quand en août 1953 la France transfère son bataillon coréen en Indochine.

Pour autant, le soutien en augmentation constante des Américains à l'effort de guerre français ne doit pas faire oublier l'autre objectif de la diplomatie américaine, qui était de promouvoir le nationalisme<sup>175</sup>. Dans cette mesure, l'attitude anticoloniale restait bien présente. En effet, durant toute la période de l'assistance américaine, Washington continuait d'encourager les Français à accorder plus d'indépendance aux États associés

---

<sup>171</sup> Pentagon papers Part II. U.S. Involvement in the Franco-Viet Minh War, 1950-1954 p. 57.

<sup>172</sup> *Ibid.* p. 58.

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> *Ibid.* p. 44.

<sup>175</sup> *Ibid.*

et de prendre des mesures concrètes dans cette direction, comme la formation d'une armée et d'officiers vietnamiens. Les Etats-Unis tentaient ainsi de conditionner l'aide à des concessions françaises. À l'occasion d'une réunion du NSC le 6 août 1953 Eisenhower rappelait ainsi que l'assistance aux Français devait être déterminée par trois conditions dont un engagement public quant à un « programme qui assurera le soutien et la coopération des natifs indochinois <sup>176</sup> ». De la même façon, à l'occasion du financement du plan Navarre, l'ambassadeur américain à Paris a informé le Premier ministre français que les États-Unis s'attendaient à ce que la France « *continue de poursuivre une politique de perfectionnement de l'indépendance des États associés en accord avec sa déclaration du 3 juillet [...] facilite l'échange d'information avec les autorités militaires américaines et prenne en compte leurs vues dans le développement et l'exécution des plans militaires français en Indochine* <sup>177</sup> ». Cette ambivalence de la politique américaine sera étudiée plus en détail dans le chapitre 5 avec les tentatives de création d'une troisième force nationaliste. Dans cette mesure, la politique menée par Washington oscillait entre deux objectifs contradictoires, d'une part que la France continue et gagne la guerre, si possible avec les conseils américains, et d'autre part que la France se retire de la péninsule au profit d'un nationalisme vietnamien non communiste. Cependant, les États-Unis souffraient d'une position de faiblesse dans le rapport de force avec les Français dans la péninsule.

#### B. Un rapport de force favorable à la France au cours du conflit

De fait, les leviers d'influence dont disposaient les États-Unis envers la France étaient très limités, tandis qu'en raison de la primauté accordée dans la politique américaine à l'endigement en Asie du Sud-Est, les leviers français étaient bien plus puissants.

Les premiers leviers dont disposaient les États-Unis étaient l'OTAN et le plan Marshall. En effet, au début de la Guerre froide, la France dépendait des États-Unis pour sa reconstruction économique et sa sécurité militaire sur le continent. Mais aucun des deux ne pouvait donner un vecteur d'influence sur la politique indochinoise de la

---

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> *Ibid.* p. 45.



France. D'une part, les États-Unis s'étaient déjà engagés publiquement et fortement contre la menace soviétique en Europe continentale, et l'avaient par ailleurs définie comme une menace vitale aux intérêts nationaux américains. Dès lors, une menace américaine de retirer son aide économique et militaire à la France métropolitaine si elle ne modifiait pas sa politique indochinoise était très peu crédible. La menace de sanctions via l'OTAN ou le plan Marshall aurait mis en danger un intérêt américain en Europe beaucoup plus important que n'importe lequel en Indochine. De plus, les tentatives d'influencer la politique française en Indochine directement, soit par le programme d'assistance militaire soit par en passant directement par les États associés étaient limitées. D'une part, parce que l'engagement au *containment* était devenu trop important pour « laisser tomber » la France en Indochine après le syndrome de la perte de la Chine et l'invasion en Corée. Et d'autre part, parce que les Français marginalisaient les Américains en Indochine et contrôlaient leurs contacts avec les locaux. De plus, la France n'avait pas véritablement délégué les pouvoirs aux autorités vietnamiennes et la création d'une réelle armée autochtone ne semblait pas à l'ordre du jour.

D'autre part, les leviers d'influence française étaient beaucoup plus puissants, et renforcés par la conviction très forte à Washington qu'une Indochine non communiste était vitale aux intérêts occidentaux et américains. Dans ces conditions, le fait que ce soit avant tout une guerre française que les États-Unis considéraient essentielle, était un atout. Les Français pouvaient ainsi menacer de se retirer de manière crédible. Dès le début des années 1950 il existait une vraie demande intérieure pour mettre fin à « la sale guerre ». Dans ces conditions, les Français pouvaient constamment utiliser la menace du retrait comme instrument de chantage pour obtenir plus d'aide. Ainsi, quand le gouvernement Laniel demande en 1953 une augmentation massive de l'aide américaine, le représentant du Département d'État à une réunion du NSC affirme que « *si le gouvernement français qui propose de renforcer l'Indochine avec notre aide n'est pas soutenu aujourd'hui, ce sera peut-être le dernier gouvernement préparé à faire de réels efforts pour gagner en Indochine* <sup>178</sup> ». De plus, puisque les Français se battaient, dans une certaine mesure, dans une guerre américaine aussi bien que française, des pressions américaines trop fortes risquaient d'éroder la détermination française à mener le conflit

---

<sup>178</sup> *Ibid.* p. 46.

à son terme.

Un autre élément capital à la force de la position française résidait dans les affaires européennes : la CED. Un des objectifs principaux de la politique américaine en 1953-1954 consistait en la création d'une communauté européenne de défense censée envelopper une Allemagne réarmée afin de défendre l'Europe occidentale<sup>179</sup>. La participation de la France à ce projet était capitale afin de rééquilibrer l'armée allemande. Dès lors, en raison de la priorité donnée au réarmement européen, les Américains étaient réticents à se mettre les Français à dos en Indochine. Il existait cependant une contradiction fondamentale dans cette politique. En mettant la priorité sur le réarmement en Europe, les États-Unis poussaient donc la France à concentrer ses moyens militaires sur l'Europe alors que l'effort nécessaire en Indochine était toujours plus important. Dans ces conditions, les Américains ne pouvaient qu'augmenter continuellement leur soutien à la guerre française en Indochine au nom de la défense européenne. En somme, il existait une incompatibilité fondamentale entre les objectifs américains et français qui débouche sur un rapport de force favorable aux Français durant le conflit.

### C. L'Amérique évince la France

À l'issue de la conférence de Genève, tous les gouvernements impliqués dans les accords s'attendaient à ce que la France reste présente en Indochine<sup>180</sup>, à l'exception de l'État du Vietnam et son premier ministre, Ngo Dinh Diem, déterminé à liquider tout reste d'influence française en parallèle du renforcement de son pouvoir. La politique américaine était initialement celle d'un partenariat avec la France, mais elle évolue rapidement vers une politique de primauté<sup>181</sup>. Or, Mendès France et son successeur à partir de 1955, Edgar Faure, ne mettent plus l'Indochine en haut des priorités de la politique étrangère française<sup>182</sup>. Surtout, la guerre d'Algérie pousse la France à accélérer son retrait des moyens militaires d'Indochine vers l'Afrique du Nord. Encore une fois, les considérations militaires ont motivé la politique américaine. Entre juillet et août 1954 ces derniers élaborent donc une politique unilatérale qui vise à rendre définitive la

---

<sup>179</sup> *Ibid.* p. 47

<sup>180</sup> Pentagon papers Part IV A-3. U.S. and France's Withdrawal from Vietnam, 1954-1956, p. 23.

<sup>181</sup> *Ibid.* p. 7.

<sup>182</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 286.

partition du Vietnam et sanctuariser la frontière par les menaces de représailles massives<sup>183</sup>. De plus, en septembre 1954 l'OTASE voit le jour, et sa protection avait été étendue au Vietnam, qui était désormais le verrou de l'Asie du Sud-Est. Dans cette perspective, la présence des Français devenait inutile, voire même nuisible puisqu'elle entraînait la confusion entre anciens colons et Américains. De plus, les États-Unis avaient enfin l'opportunité d'appliquer la politique de soutien au nationalisme et de développement d'une armée nationale qu'ils avaient essayé d'imposer aux Français. Dès lors, « il s'agissait pour les États-Unis de fournir maintenant aux trois États l'assistance économique et militaire tant attendue depuis 1950, de les soustraire à l'influence de la France et de saboter les élections de 1956<sup>184</sup> ». Ce programme s'accordait parfaitement avec celui de Diem, d'autant plus que les Américains étaient prêts à le soutenir envers et contre tout puisqu'il était leur choix<sup>185</sup>. S'en suivit l'épisode obscur de la guerre des sectes qui consuma la rupture entre les Français et le nouveau chef d'État et les Américains.

Le succès de Diem contre les sectes en 1955 et l'alignement croissant de Bao Dai sur les positions américaines amenèrent Faure à laisser les mains libres aux États-Unis. Les succès de Diem en 1955 renforcèrent les Américains dans leur conviction qu'il était le plus à même de remplir leurs objectifs. Soutenu par ses patrons, Diem refusa les consultations avec les Nord-Vietnamiens concernant les élections générales en juillet 1955<sup>186</sup>. En octobre il remporte le referendum contre Bao Dai. Fort de sa popularité, il dénonce les accords économiques et financiers avec la France en décembre.

Avec l'élection du nouveau gouvernement de Guy Mollet le 2 janvier 1956, la France poursuivit une « politique de coexistence ». Le ministre des affaires étrangères, Pineau, déclara ainsi qu'il souhaitait que la France adopte des positions qui « fasse le pont entre l'Est et l'Ouest » et regretta l'absence d'unité occidentale sur le dossier asiatique, mais également moyen oriental<sup>187</sup>. Ainsi, le 22 mars 1956 la France accepta le retrait total du CEFEO avec Diem. La consolidation du pouvoir diémiste permis par les Américains précipita ainsi le départ des Français, achevé le 26 avril 1956. En juin 1956

---

<sup>183</sup> *Ibid.*

<sup>184</sup> *Ibid.*

<sup>185</sup> Thomas L. Ahern, Jr, *The CIA and the House of Ngo. Covert action in South Vietnam 1954-1963*, Center for the Study of Intelligence, Central Intelligence Agency, déclassifié le 19 février 2009.

<sup>186</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 287.

<sup>187</sup> Pentagon papers Part IV A-3. U.S. and France's Withdrawal from Vietnam, 1954-1956, p. 10.

les États-Unis mettent en place la TRIM qui a désormais vocation-officiuse à remplacer les Français dans la formation d'une armée vietnamienne<sup>188</sup>. En juillet 1956, la crise de Suez entérinait définitivement la rupture franco-américaine.

Le remplacement de la France par les États-Unis en Indochine est donc la résultante de plusieurs facteurs. D'une part les considérations de politique internes française, notamment la guerre d'Algérie et la nouvelle politique étrangère promue par Pineau ainsi que le laisser-faire de Mendès France et Faure qui laissent le champ libre aux Américains. Et d'autre part, le renforcement continu de Ngo Dinh Diem, foncièrement anti-français et largement soutenu par les Américains qui avaient eux-mêmes élaboré une nouvelle stratégie d'endiguement en Asie celle-ci n'ayant plus besoin de la présence française puisqu'ils pouvaient à présent se reposer sur un Vietnam indépendant et l'OTASE.

D'un enjeu de la stratégie militaire durant la Seconde Guerre mondiale à un enjeu de la Guerre froide, en passant par un dossier mineur dans la relation franco-américaine, l'Indochine a occupé une place fluctuante dans la politique américaine. D'abord dossier marginal jusqu'en 1949, elle est devenue une pièce centrale de la stratégie militaire américaine durant la « guerre chaude ». L'attitude américaine n'en restait pas moins contradictoire en ce que les impératifs de victoire militaire de la France divergeaient avec leur attitude anticoloniale. Par ailleurs, la position de la France en Europe était à leur désavantage et les poussait à s'impliquer toujours plus dans une guerre dont ils ne pouvaient pas maîtriser la conduite. Dès lors, la France avait bénéficié de la logique de guerre froide mettant l'Indochine au cœur du *containment* américain, et avait réussi à bloquer le deuxième axe de la politique américaine en Asie. Finalement, on se rend bien compte que l'Indochine n'était pas intéressante en soi pour les Américains, mais en relation avec leur entreprise d'endiguement de la Chine. Comme le fait remarquer Roger Trinquier, « en fait, en Indochine, notre ennemi véritable, était la Chine<sup>189</sup> ». Dans ces conditions, on peut comprendre le nécessaire partenariat qui se met en place

---

<sup>188</sup> Jean-Marc Le Page, Elie Tenenbaum, « French and American intelligence Relations During the First Indochina War, 1950-1954 », *Studies in Intelligence* 55, n°3, 2011, p. 30.

<sup>189</sup> Roger Trinquier, *Les maquis d'Indochine, 1952-1954*, FeniXX réédition numérique. Édition du Kindle, 2017, p. 58.

entre les deux puissances, mais également les inévitables frictions qui découlent d'intérêts divergents.

## PARTIE 2

Le temps des intérêts partagés et de la méfiance cordiale

## CHAPITRE 4

### *L'Indochine au cœur du renseignement occidental*

En décembre 1950, le chef de poste du SDECE en Indochine, le Colonel Belleux, écrivait dans un rapport que « *Les Etats-Unis, conscients de leur immense responsabilité, ne sont guère décidés à sacrifier leurs dernières possibilités extrêmes orientales à une quelconque sentimentalité, même au profit d'un allié*<sup>190</sup> ». Le représentant de la « Piscine » dans la péninsule ne se trompe pas en mettant en avant les ambiguïtés d'une politique américaine qui oscillait entre la logique de Guerre froide en reconnaissant la contribution française à l'endiguement du communisme en Asie du Sud-Est et la persistance de leurs convictions anticoloniales. A cette ambiguïté il faut également ajouter la volonté de contrôle de l'information par les Français. C'est ainsi qu'en janvier 1952, le Général Salan, l'homme qui voulut insuffler une « mystique du renseignement <sup>191</sup> », diffuse une note à l'attention des officiers français en Indochine. Il y met en garde les cadres contre la tendance à s'épancher à l'occasion « d'évènements divers », dans des oreilles pas toujours bien intentionnées, et que les propos rapportés et les informations collectées étaient souvent « tendancieuses et fausses », et pouvaient être « réutilisées contre nous dans les plus hautes instances internationales<sup>192</sup> ». On pourrait donc conclure que le partenariat transatlantique qui s'est mis en place en Indochine dans le cadre de l'alliance occidentale en Asie est limité et que la coopération dans un domaine aussi sensible que le renseignement soit fortement contrainte et très peu approfondie. En somme, que chacun se considère comme « un partenaire peu fiable ».

Pour autant, cette image serait déconnectée de la réalité. En effet, l'Indochine est le théâtre d'une coopération nécessaire entre les services, qui est à bien des égards fructueuse. À mesure que les Etats-Unis évoluent dans leur positionnement diplomatique, ils s'insèrent dans la toile des interactions entre services alliés en Asie du

---

<sup>190</sup> SHD DAA Z 20023, note sur la situation en Extrême-Orient, cité par Jean-Marc Le Page, *Les services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau Monde, 2014, p. 441.

<sup>191</sup> *Ibid.* p. 314.

<sup>192</sup> SHD DAT 10H 5337, note d'orientation sur les relations des militaires des forces françaises ou vietnamiennes avec les consuls ou représentants étrangers en Indochine, 23 janvier 1952 cité par Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 443.

Sud-Est, devenant progressivement un partenaire incontournable pour les Français. Cette dynamique donne ainsi naissance à une forme de coopération originale par la création d'un forum multilatéral d'échanges de renseignements dans la région. A cette institutionnalisation de la coopération entre les Etats-majors, il faut ajouter les relations privilégiées qu'entretiennent les centrales, le SDECE et la CIA s'affranchissant des divergences politiques au nom d'un pragmatisme efficace. Parallèlement, les contacts avec les autorités militaires locales existent également, mais restent ponctuels et ad-hoc.

C'est ainsi tout le cycle du renseignement qui est concerné par l'établissement de nouveaux liens entre les « ilots » français et américains de l'archipel du renseignement en Indochine avec différents degrés de formalisation et de bonne foi.

## **I) De la solidarité coloniale au front occidental : l'insertion progressive des États-Unis**

Les relations interalliées en Indochine ne concernent pas que les Américains. Lors de la première partie du conflit, alors que l'attitude de Washington était indifférente, voire hostile aux préoccupations françaises, les Britanniques sont les partenaires privilégiés des Français. Pour autant, la perte de la Chine, la guerre de Corée et l'internationalisation du conflit indochinois font passer le champ du renseignement d'un élément de solidarité coloniale dans une région secouée par les nationalismes, à un vecteur de résistance au communisme international. Dans cette mesure, les relations avec les Américains deviennent nécessaires et s'intensifient. Cependant, leur insertion est progressive et leur présence en Indochine est acceptée non sans mal par les autorités françaises.

### **A. L'entente cordiale en Asie du Sud-Est**

La coopération s'opère d'abord avec les Britanniques. La région n'est alors perçue que selon un cadrage de pacification coloniale par les différents acteurs. C'est le tournant de l'année 1949, qui fait basculer la péninsule et la région dans son ensemble dans le prisme de Guerre froide, qui pousse les Américains à s'insérer dans les dispositifs européens.



En 1947, la coopération avec les Britanniques ne dépasse pas les cadres classiques des missions militaires. L'année 1948 marque un tournant. Les troubles nationalistes dans les territoires de la couronne poussent les Britanniques à faire valoir l'existence d'une réelle solidarité occidentale. Dans ces conditions « *les Français n'y voient que des avantages et un climat favorable pour approfondir la coopération entre les deux nations* »<sup>193</sup>. Ainsi, le 9 octobre 1948, le Général Blaizot est autorisé par Paul Ramadier, alors Ministre de la Défense nationale, à prendre contact avec les autorités britanniques concernant les activités de recherche et d'échange de renseignements<sup>194</sup>. De la même manière, le 11 décembre la direction des services de police en Indochine est invitée à se rapprocher de son homologue à Singapour<sup>195</sup>. Ces premiers pas débouchent sur la rencontre à Singapour entre le Général Blaizot et le Général Ritchie afin d'institutionnaliser la coopération. Un système d'échange de fiches entre les représentants à Saïgon et Singapour ainsi qu'un échange bimensuel entre le 2<sup>e</sup> bureau et le renseignement militaire anglais sont mis en place<sup>196</sup>. Concernant le renseignement intérieur, le 8 janvier 1949 la *special branch* de Singapour prend contact avec la Sûreté et organise une collaboration par intermédiaire des consulats et valises diplomatiques mais uniquement sur la base du volontariat quant aux informations à transmettre<sup>197</sup>. Finalement, le 17 janvier, le Ministre de la Défense nationale autorise Blaizot à pérenniser les échanges de renseignement avec son homologue de Singapour<sup>198</sup>. Dès lors, l'enclave britannique devient une réelle bourse d'échange du renseignement entre les deux puissances coloniales. Ce dispositif bilatéral qui institutionnalise les échanges entre services est renforcé par la dégradation de la situation en Malaisie ainsi que les troubles en Chine du Sud et au Tonkin. Le développement des insurrections communistes d'une part intensifie les échanges, mais participe également d'un changement de paradigme dans la perception de la région. Le haut-Commissaire Pignon commence alors à mettre en avant le rôle des communistes en Indochine comme

---

<sup>193</sup> CAOM HCI carton 224, lettre de Guibaut, ambassadeur français à Singapour au Haut-Commissaire, 28 février 1948, cité par Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 425.

<sup>194</sup> *Ibid.* p. 426.

<sup>195</sup> CAOM conspol 23 note 19701 du directeur de la police et de la sûreté fédérale à Mr. Le conseiller diplomatique sur les relations avec les services de police des établissements des détroits 11 décembre 1948, cité par par Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 425.

<sup>196</sup> *Ibid.* p. 426.

<sup>197</sup> CAOM HCI carton 224, lettre de Guibaut, ambassadeur français à Singapour au Haut-Commissaire, 28 février 1948, cité par Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 425.

<sup>198</sup> SHD/DETEEX 1K 250 fond Blaizot carton 3, , cité par Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 426.

argument pour un soutien accru. Cependant, cette coopération locale ne se traduit pas politiquement en raison de la position toujours réservée des États-Unis. Il faut toutefois noter que l'émergence de ce dispositif en Asie du Sud-Est n'est pas le résultat d'une quelconque anglophilie des Français. C'est avant tout un moyen pour eux de renforcer leur position en Indochine rendue possible par la situation militaire et politique dans la région. Ainsi, les premiers contacts avec des services étrangers sont établis avec les Néerlandais par l'entremise des missions militaires<sup>199</sup>. Cette coopération prendra fin avec le départ des Néerlandais après la perte de l'Indonésie en 1949.

#### B. L'acceptation tardive de la présence des services américains

L'année 1950 marque le début du tournant de l'internationalisation du conflit avec le changement de politique des États-Unis. Dans le domaine du renseignement, cela se traduit en juillet 1950 par le fait que les Français soient autorisés à communiquer avec les Américains<sup>200</sup>. Le mois suivant pour la première fois des observateurs Américains sont présents lors des rencontres d'États-majors franco-britanniques à Singapour. Progressivement cette collaboration prend la forme de conférence régulières, dont nous étudierons le détail après.

Par ailleurs, du fait de l'édiction de la directive NSC 64 sur le *containment* en Indochine le 27 février 1950, la CIA établit une station dans la légation américaine puis dans l'ambassade quand elle ouvre en 1952 à Saigon. De même, une antenne est ouverte à Hanoi<sup>201</sup>. La présence du personnel américain en Indochine est en augmentation constante au cours du conflit. En 1950 ils ne sont que 16 au sein de l'ambassade, environ une centaine en 1952, et 300 en 1954<sup>202</sup>. Les services d'information regroupaient 7 membres en 1950 contre 31 en 1952. Pour la STEM, il y avait 21 agents en 1950 et 82 en 1952, date à laquelle le MAAG disposait de 24 officiers et 54 sous-officiers. A ces quelques 300 américains, il fallait rajouter le personnel de bureau, des

---

<sup>199</sup> *Ibid.* p. 427.

<sup>200</sup> CAOM HCI carton 224 lettre de Chapuis, directeur de la mission « Marine » à Singapour depuis 1949, 11 août 1950, cité par Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 431.

<sup>201</sup> John Prados, *Safe for democracy : the secret wars of the CIA*, Chicago : Ivan R. Dee, 2006, pp 140-141

<sup>202</sup> Laurent Césari, *Le problème diplomatique de l'Indochine 1945-1957*, Paris : Les Indes Savantes, 2013, p. 158.

Français, des Chinois des Vietnamiens. Selon le Haut-Commissaire français, tous ces services incluait des agents de la CIA<sup>203</sup>.

A mesure que leur positionnement diplomatique évoluait, les Américains se sont donc progressivement insérés dans les dispositifs régionaux. Si leur implication dans les mécanismes multilatéraux ne semble pas poser de problèmes, l'implantation en Indochine est source de tensions avec les autorités françaises. Cela n'empêche tout de même pas les Etats-Unis de développer une présence considérable dans la péninsule, ce qui en retour, renforce la suspicion des français sur l'existence d'une volonté de les remplacer.

## II) L'institutionnalisation d'un forum d'échange de renseignements

La conférence de Singapour marque l'internationalisation du conflit indochinois et son inscription dans une stratégie commune d'endiguement en Asie, mais elle est également une étape importante dans la structuration de l'échange de renseignement entre alliés. La conférence initiale évolue vers des rencontres régulières (huit au total) ayant pour but de formaliser les relations dans le domaine du renseignement, notamment concernant la Chine. Plus qu'un lieu de mise en commun volontaire des informations disponibles, les conférences débouchent sur une coopération structurée inédite qui prend la forme d'échange de questionnaires, chaque participant devenant ainsi le client des services partenaires. Les nations alliées n'interviennent donc plus seulement à l'étape diffusion/réception du cycle du renseignement, mais également au niveau de l'expression des besoins pour l'orientation de la collecte.

### A. Les conférences interalliées

Du 15 au 18 mai 1951, une conférence franco-britannique se tint à Singapour. L'objectif était d'y rapprocher et coordonner les efforts des deux puissances qui affrontaient des problèmes similaires en Malaisie et en Indochine. Le Général De Lattre de Tassigny y représente la France en sa qualité de Haut-Commissaire et de

---

<sup>203</sup> *Ibid.*

Commandant en chef depuis novembre 1950. Les Américains y sont également présents. De Lattre devait promouvoir la « thèse Letourneau » c'est-à-dire que l'Indochine était la « partie asiatique d'un tout mondial », et chercher ainsi à établir un directoire tripartite sur la sécurité générale de l'Asie du Sud-Est contre le communisme, et donc une implication américaine accrue<sup>204</sup>. En effet, depuis la débâcle de Cao Bang en octobre 1950 les Français sont persuadés qu'ils ne pourraient pas gagner la guerre sans soutien américain, d'autant plus que le réarmement en Europe faisait planer la menace d'une surextension stratégique fatale. D'autre part, depuis la perte de la Chine et le début de la guerre de Corée, de plus en plus de responsables américains, y compris au sein de la CIA, sont convaincus que l'Indochine devrait être incluse dans la défense du monde libre, avec le Tonkin comme verrou stratégique de l'Asie<sup>205</sup>. À l'issue de cette conférence, de Lattre affirme qu'elle a donné « entière satisfaction à la délégation française<sup>206</sup> », la thèse Letourneau semblant être acceptée par tous les participants et le Tonkin étant reconnu comme enjeu stratégique central. Cependant, en termes de résultats concrets la conférence n'a que peu d'effets, sinon des recommandations sur l'harmonisation des stratégies à déployer dans la péninsule. La seule réalisation immédiate consiste en l'accord sur la nécessité de renforcer l'échange de renseignement entre les autorités militaires concernées<sup>207</sup>. Dès lors, la coopération dans le renseignement apparaît comme le sous-produit de la diplomatie entre autorités militaires au cours d'une étape centrale de l'engagement des États-Unis en Asie et du changement de dimension de la solidarité occidentale dans la région.

Les délégués proposent un accroissement des échanges d'informations par le biais des canaux existants, ainsi que des rencontres régulières entre les membres des services de renseignement militaires britanniques et français à Saigon et Singapour avec une participation d'officiers américains en tant qu'observateurs<sup>208</sup>.

En application des recommandations, en août 1951, le *Joint Chiefs of Staff* informe les Britanniques et les Français de leur volonté d'inclure des officiers de

---

<sup>204</sup> Marc Michel, « De Lattre, la conférence de Singapour et ses suites », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 79, n°295, 2<sup>e</sup> trimestre 1992, p. 201.

<sup>205</sup> *Ibid.* p. 204.

<sup>206</sup> *Ibid.* p. 205.

<sup>207</sup> *Ibid.*

<sup>208</sup> Walton S. Moody, *History of the Joint Chiefs of Staffs : the Joint Chiefs of Staff and the first Indochina War, 1947-1954*, Washington DC : Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff, 2004, p. 77.

renseignement américains dans les rencontres franco-britanniques<sup>209</sup>. Ainsi, du 9 au 10 novembre 1951, à la conférence de Saïgon, des officiers américains ainsi que le responsable du *Far East Air Force Command* assistèrent aux échanges, mais uniquement en tant qu'observateurs. Ils ne devaient en aucun cas « participer ou aider dans la préparation des *agregated estimates* ». L'Amiral Radford affirma dans son rapport que la délégation américaine était satisfaite en ce que « des informations solides et précieuses » avaient été échangées, et que « des échanges supplémentaires » devaient avoir lieu<sup>210</sup>. En 1952 avec le changement d'administration et l'édiction d'une nouvelle stratégie d'endiguement en Asie du sud-est et en Indochine, les Américains sont prêts à approfondir leur présence et implication dans ce mécanisme. Lors d'une rencontre tripartite à Washington en janvier, les participants s'accordent pour que les Américains deviennent des membres participants à ces conférences<sup>211</sup>. Par ailleurs, la délégation américaine propose d'inclure les autres États concernés par la défense de la région avec qui ils avaient récemment signé l'ANZUS<sup>212</sup>. Lors de la conférence de Saïgon en juin 1952, les États-Unis sont présents en tant que participant de plein droit pour la première fois. En décembre 1952 à Singapour, l'Australie et la Nouvelle-Zélande deviennent également membres. C'est alors qu'on parle de conférence *Quintel* ou *Quinpart*. Au total se sont huit conférences qui s'échelonnent tous les six mois de 1951 à 1955.

#### B. La structuration des échanges

Ces conférences sont le théâtre d'une coopération fructueuse. Bien que les échanges soient avant tout orientés contre la Chine du Sud, progressivement tout l'extrême orient continental est concerné dans l'éventualité d'une agression chinoise. La France y trouve un intérêt immédiat dans l'estimation de l'aide chinoise au Vietminh, tandis que de manière générale cela permettait d'estimer les possibilités d'offensive chinoise dans la région. Ainsi, le 2<sup>e</sup> bureau parvient à compléter ses

---

<sup>209</sup> *Ibid.* p. 81.

<sup>210</sup> *Ibid.*

<sup>211</sup> *Ibid.* p. 94.

<sup>212</sup> *Ibid.*

informations sur la Chine tout en fournissant à ses partenaires des informations sur l'organisation et la doctrine de la RDVN<sup>213</sup>.

La coopération prend la forme d'échange de deux types de questionnaires, permanents et particuliers. Les premiers sont préparés par les États-majors des différentes puissances et concernent l'ordre de bataille des Chinois, ses possibilités offensives et ses infrastructures. Par exemple, le questionnaire britannique des forces terrestres demande quelle est l'implantation d'ensemble des troupes de l'armée régulière communiste en Chine, le stationnement des troupes blindés ou encore la place des instructeurs soviétiques. Le questionnaire des forces aériennes américaines s'intéresse à l'état des aérodromes en Chine du sud, les possibilités d'action aéroportée en Indochine ou en Birmanie et la pénétration communiste dans les organisations civiles et militaires en Indonésie ou au Siam<sup>214</sup>. Les questionnaires particuliers concernent des objectifs spécifiques de court terme.

La grande réussite de ces conférences est qu'elles permettent à court terme d'écarter la possibilité d'une agression chinoise dans la péninsule. Cette coopération multilatérale permet ainsi d'éviter une surprise stratégique similaire à celle d'octobre-novembre 1950 en Corée. En effet, un rapport du SDECE sur l'aviation chinoise affirme qu'un seul aérodrome est opérationnel en Chine du sud et « *qu'il n'est du reste pas à écarter que la cessation des hostilités en Corée pourrait avoir comme conséquence prochaine un renforcement du dispositif aérien chinois dans le sud (sans que ce renforcement doive être obligatoirement considéré comme une menace d'intervention chinoise en Indochine)*<sup>215</sup> ». Ces renseignements seront repris lors de la conférence *Quintel* du 10 au 12 décembre 1953 qui conclut « *à l'heure actuelle, le déploiement de l'aviation chinoise communiste [...] ne peuvent pas être considérés comme constituant une menace pour l'Indochine* »<sup>216</sup>

---

<sup>213</sup> Jean-Marc Le Page, « le renseignement français et la Corée 1950-1965 », in Pierre Journoud (dir.), *La Guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 239-255.

<sup>214</sup> SHD 10H 418, questionnaires permanents britannique et américains devant donner lieu à des réponses pour la conférence de Saïgon de juin 1952, cité dans Jean-Marc Le Page, « L'Indochine au cœur du renseignement occidental contre la Chine communiste », in Olivier Forcade et Maurice Vaisse (dir.), *Le Renseignement au début de la guerre froide 1945-1955*, Actes du colloque international organisé par l'Académie du renseignement le 6 juin 2016, Paris, La Documentation française. Edition du Kindle, 2019.

<sup>215</sup> SHD département de la Marine UUE 49, renseignement du SRO marine « menace de l'aviation communiste chinoise sur l'Indochine » 31 octobre 1953, cité dans Jean-Marc Le Page, « le renseignement français et la Corée 1950-1965 », *op cit.*

<sup>216</sup> SHD 10H 152 lettre du Général Navarre au Commissaire Général de France en Indochine sur la « conférence quinpart - agression de l'Indochine par la Chine communiste, détermination des critères

Les questions de renseignement liés au conflit en Asie du Sud-est donnent donc lieu à une réelle unité occidentale, qui se traduit par l'institutionnalisation d'une coopération multilatérale inédite qui fonctionne bien. Cependant, seules les questions de renseignement semblent donner lieu à un front commun, les intérêts diplomatiques et politiques des participants restant divergents, notamment en ce qui concerne la politique à mener vis-à-vis de la Chine<sup>217</sup>. Ces divergences n'empêchent tout de même pas les centrales de s'affranchir des réticences de leurs autorités politiques et de s'engager dans une coopération précieuse dictée par les circonstances.

### **III) Un « gentlemen agreement » entre le SDECE et la CIA**

Si les conférences *Quintel* représentent la forme la plus aboutie d'échanges de renseignements entre autorités récipiendaires de la production des services (en l'occurrence les États-majors), la guerre d'Indochine est également le terrain d'une coopération entre les agences civiles qui dépasse l'échange d'informations. Dès le début de la Guerre froide, le SDECE et la CIA entretiennent des liens qui, sans égaler la relation privilégiée qui associe les services américains et britanniques, restent étroits et servent de terreau fertile à la lutte contre le communisme dans la péninsule. La structuration progressive des relations entre les centrales avec différents protocoles secrets débouche sur la mise en place d'un « travail en commun sur la Chine » notamment au niveau du renseignement d'origine électromagnétique. Cette collaboration étroite contre la Chine populaire reflète par ailleurs une intégration croissante de la CIA dans les opérations du SDECE en Indochine.

#### **A. De fertiles relations préexistantes**

S'il est certain que les autorités américaines entretenaient une méfiance vis-à-vis de la pénétration communiste en France<sup>218</sup>, notamment dans ses services de

---

d'agression » 16 décembre 1953, cité dans Jean-Marc Le Page, « le renseignement français et la Corée 1950-1965 », *op. cit.*

<sup>217</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, pp. 138-140.

<sup>218</sup> Sur ce point voir les réseaux stay-behind ou le plan bleu, Claude Faure, *Aux services de la République : du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004, pp. 217-218.

renseignement, de bonnes relations se mettent en place entre les deux agences. Assez rapidement des officiers de liaisons sont échangés entre les centrales. À la fin de l'année 1950, la nouvelle direction du SDECE décide de l'ouverture d'un poste à Washington afin de développer l'échange d'information avec la CIA, en parallèle au poste de liaison britannique dans la capitale américaine, dont le titulaire n'est autre que Harold Kim Philby<sup>219</sup>. Le chef de poste du SDECE à Washington est Philippe Thyraud de Vosjoli, et le nom de code du poste Lamia<sup>220</sup>. Dans le cadre du conflit indochinois, le nouveau chef de poste à Washington a en particulier la charge d'obtenir des américains une aide matérielle plus importante au profit des unités spéciales française stationnées en Indochine.

Les rencontres entre Boursicot et Walter Bedell Smith ainsi que Allen Dulles et Frank Wisner en mai-juin 1951 débouchent par ailleurs sur un protocole général qui autorise le personnel de la CIA à utiliser l'ambassade de Saïgon comme antenne du service et d'opérer dans le pays<sup>221</sup>. Par ailleurs, deux officiers de liaison sont détachés au SDECE. L'année suivante ils seront trois. Leur mission réside dans l'échange hebdomadaire de renseignement diplomatique et militaire<sup>222</sup>.

Par ailleurs, il semble que le début de la Guerre froide soit aussi le moment de l'érection d'un système d'échange permanent entre services alliés qui survit encore aujourd'hui : le système TOTEM. En mai 1946, Léon Blum, en sa qualité de chef de la délégation française, signe les accords Blum-Byrnes sur l'aide financière américaine. Une clause secrète (la clause TOTEM) y aurait été ajoutée, instaurant un système d'échange entre la CIA et le SDECE<sup>223</sup>. Le système est pérennisé par Léon Blum quand celui-ci devient en décembre 1946 chef du gouvernement provisoire de la IV<sup>e</sup> République alors que le SDECE passe entre les mains de proches des socialistes et de la SFIO, en l'occurrence Henri Ribière et Léon Kastenbaum, chargé des relations extérieures de la « Piscine ». Dans ce contexte, une station de la CIA forte d'une cinquantaine d'agents est ouverte à Paris tandis qu'en parallèle de l'envoi de Philipe

---

<sup>219</sup> Harold Kim Philby (1912-1988) était un officier du MI6 qui était un agent double pour l'URSS tout au long de sa carrière.

<sup>220</sup> Claude Faure., *op. cit.*

<sup>221</sup> Jean-Marc Le Page, Elie Tenenbaum, « French and American intelligence Relations During the First Indochina War, 1950-1954 », *Studies in Intelligence* 55, n°3, 2011, p. 26.

<sup>222</sup> *Ibid.*

<sup>223</sup> Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : De la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2013, p. 605.



Thyraud de Vosjoli, le SDECE ouvre un poste à New-York<sup>224</sup>. Si le système TOTEM concerne initialement uniquement la relation bilatérale franco-américaine, les Britanniques la rejoignent et le système est étendu à l'OTAN qui constitue son propre service renseignement militaire. Le service 5 du SDECE est chargé des TOTEM avec Mercier à sa tête<sup>225</sup>.

#### B. La mise en place d'un « travail en commun sur la Chine »

A partir de 1951 la collaboration à l'échelle asiatique entre les deux agences prend une dimension plus importante. Avec la guerre de Corée, une communauté d'intérêts se met en place. Ainsi, le bataillon de Corée – et son 2<sup>e</sup> bureau- déployé en juillet 1950 et intégré dans l'organigramme du 23<sup>e</sup> régiment d'infanterie de la deuxième division d'infanterie américaine apporte aux autorités présentes à Tokyo et au *Far East Command* des renseignements qui dépassent très largement l'implication locale du bataillon. Par ailleurs, le représentant du SDECE à Tokyo, le capitaine Hénard obtient des informations sur l'URSS et la Chine du Nord Est<sup>226</sup>. Dans cette mesure, Tokyo devient un nœud essentiel dans la connaissance de l'adversaire chinois grâce aux échanges entre représentants des services, au même titre que Singapour.

Surtout, les autorités américaines sont très intéressées par les développements en Indochine et les connaissances françaises des moyens chinois. Une anecdote illustre particulièrement cet intérêt américain pour les possibilités françaises de collecte de renseignement sur la Chine : « *Lorsqu'un officier français s'excuse de la faiblesse des informations qu'il dispose sur la Chine du Sud, son homologue [Américain] lui rétorque : « ne vous excusez pas ! Nous à 10 kilomètres derrière la ligne de front de Corée nous ne savons rien. Et à Hong-Kong nous n'obtenons pas non plus grand chose sur la Chine du sud* »<sup>227</sup> ».

---

<sup>224</sup> *Ibid.*

<sup>225</sup> *Ibid.*

<sup>226</sup> Jean-Marc Le Page, « le renseignement français et la Corée 1950-1965 », *op. cit.*

<sup>227</sup> SHD/DAT 10 H 292 rapport du Capitaine Burre du 2<sup>e</sup> Bureau EMFIT sur sa mission auprès du 2<sup>e</sup> Bureau de l'Etat-Major des forces terrestres américaines à Tokyo, 28 mars 1953, cité dans Jean-Marc Le Page, « L'Indochine au cœur du renseignement occidental contre la Chine communiste », *op. cit.*,

Cette nécessité pour les Américains de recourir à des services étrangers mieux implantés est renforcée en 1949 par l'échec de la AFSA. L'Armed Force Security Agency, créée en mai 1949 fusionnait le SIGINT des différentes armes sous la direction du JCS. L'échec du prédécesseur de la NSA est connu sous le nom de « *black friday* », quand le samedi 29 octobre 1949 toutes les communications entre l'URSS et la RPC deviennent inaudibles<sup>228</sup>. La couverture de la Chine, l'URSS et de la Corée devient si mauvaise que la période est considérée comme « *the dark ages for communications intelligence* »<sup>229</sup>. On découvre plus tard que l'AFSA -et ses prédécesseurs- était infiltrée depuis les années 30 par un agent du NKVD, supposément William Weisband.

Quand en 1952 la NSA est créée pour remplacer l'AFSA, une coopération se met immédiatement en place avec le SDECE dans le domaine du SIGINT. Paris et Washington s'accordent pour l'échange de renseignements entre le STR du SDECE et la NSA ainsi que la CIA dans le cadre d'un travail en commun sur la Chine. Cette coopération est renforcée le 31 août 1953 à l'occasion d'une rencontre en Boursicot et Dulles (alors DCI). Il est décidé d'envoyer des opérateurs américains sur la base de Séno au Laos<sup>230</sup>. Cette base est à la fois un nœud logistique et un centre d'écoute. Le GCR et le STR y sont présents. Les membres de ce service ont en charge le décryptement, l'analyse et l'exploitation des relevés effectués par le GCR. La CIA considère en effet que le Séno est mieux placée que leur propre centre d'écoute d'Okinawa, et jusqu'en 1954 des personnels américains participent aux écoutent<sup>231</sup>.

De manière générale, l'agence américaine reçoit une partie de la production du STR sur la Chine. En 1949 le renseignement en provenance de la Chine représente 25% de la production, 10% en 1950. Cependant, le volume reste le même, la proportion baissant en raison de l'accroissement des communications vietminh<sup>232</sup>. La base de Séno est surtout orientée vers les réseaux Pathet-lao, le haut-commandement de la RDVN et l'aviation militaire chinoise. En tout, 30% du trafic intercepté correspond aux réseaux

---

<sup>228</sup> Tim Weiner, *Des cendres en héritage : L'histoire de la CIA*, Paris, Éditions de Fallois, 2009, p. 69.

<sup>229</sup> *Ibid.*

<sup>230</sup> Jean-Marc Le Page, « La base de Séno, la France et l'Asie du Sud-Est 1953-1963 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 3, n°255, 2014, p. 129.

<sup>231</sup> SHD 10H 525 fiche pour Navarre sur l'aide américaine et l'échange de renseignement, 21 août 1953, fiche pour Navarre sur la localisation électromagnétique des émetteurs ennemis et l'échange de renseignement avec les Etats-Unis, 29 août 1953, cités dans Jean-Marc Le Page, « Les services secrets en Indochine », *op. cit.*, p. 450.

<sup>232</sup> Jean-Marc Le Page, « L'Indochine au cœur du renseignement occidental contre la Chine communiste », *op. cit.*

diplomatiques d'Asie du Sud-Est, 35% concerne des écoutes militaires et 20% d'écoutes diverses<sup>233</sup>. Contre les informations issues de Séno, les Français obtiennent non seulement du matériel en provenance de Langley mais également les résultats des 130 tables d'écoutes de l'Agence sur les troupes soviétiques en RDA<sup>234</sup>. Séno incarne donc la relation mutuellement bénéfique et une certaine spécialisation géographique entre les deux agences. D'une part, le renseignement électromagnétique de la CIA et la NSA sur la Chine est très limité tandis que les Français disposent d'une position et d'une expertise stratégiques dans l'interception des communications dans la région. Cependant, à cette époque le SDECE ne dispose que de 20 tables d'écoutes sur les réseaux militaires soviétiques, et le renseignement humain sur le bloc de l'Est est monopolisé par les services bien implantés en Autriche et en RFA. La coopération sur la RPC permet donc de suppléer au manque de moyens des deux centrales.

Cette relation privilégiée qu'entretiennent les deux centrales s'affranchit réellement des réticences du commandement français en Indochine. Le pragmatisme est le principe directeur des interactions entre le SDECE et la CIA. Ainsi, quand en 1953 les Français se dotent de moyens aériens radiogoniométriques fournis par les Américains, Navarre refuse de fournir en contrepartie les résultats des écoutes en Chine du sud. Il est finalement obligé d'accepter la fourniture des écoutes obtenues par radio et avion après des pressions du Ministère de la défense car cette disposition faisait déjà partie d'un accord intergouvernemental qui régissait les relations entre SDECE et CIA. Le colonel Belleux informe ainsi Navarre que les échanges de résultats bruts existent déjà à un échelon plus élevé et que les services français « travaillent en *pool* sur la Chine avec les Américains »<sup>235</sup>.

### C. Une coopération opérationnelle intense

Cette coopération renforcée sur le renseignement d'origine électromagnétique illustre par ailleurs une relation approfondie entre les deux services, qui dépasse l'échange de renseignements. Un véritable « programme d'échange » d'agents est mis

---

<sup>233</sup> SHD 1R242 fiche du 2<sup>e</sup> bureau de l'EMGA sur la base de Séno et le renseignement français dans le sud-est asiatique, cité dans Jean-Marc Le Page, « L'Indochine au cœur du renseignement occidental contre la Chine communiste », *op. cit.*,

<sup>234</sup> *Ibid.*

<sup>235</sup> Jean-Marc Le Page, « Les services secrets en Indochine », *op. cit.*, p. 449.

en place à partir d'octobre 1951 entre les services actions de la CIA et du SDECE. Un officier de la CIA est détaché à la base 40 du SDECE en Indochine tandis que deux agents français sont assignés au SA de la CIA en Corée<sup>236</sup>. Roger Trinquier fit partie de ce programme, et écrivit que grâce à cela, il put participer à l'opération *ratkiller* avec les Américains en Corée<sup>237</sup>. Au niveau opérationnel la coopération est encore très développée, le cas des GCMA sera étudié plus en détail dans le chapitre 6, mais on peut dès à présent citer le cas des contre-maquis et de la contre-guérilla comme un domaine clé de la coopération entre les agences. Cette coopération reflète une attitude plus large du gouvernement américain, illustrée par le mémorandum de Dean Acheson au NSC « collaboration with friendly governments on operations against guerilla » en 1950 :

*While there has been a certain amount of exchanges of views between military representatives, as in the case of...the French in South-east Asia, it does appear that an organized effort has been made to pool information, skills and techniques among the friendly nations who have a common interest in defeating this kind of [communist] activity.*

En effet, des contacts officiels sont pris dès 1951 pour la mise en place du service action. Belleux rencontre les responsables américains à Saïgon, mais c'est à un plus haut niveau que se nouent les relations. Pierre Boursicot rencontre à plusieurs occasions les patrons de la centrale américaine, Walter Bedell Smith puis Allen Dulles, afin d'étudier les modalités des rapports entre les deux centrales en mai 1951.<sup>238</sup> Ces rencontres se concrétiseront par les tentatives américaines de s'associer aux contre-maquis du SDECE. De plus, le SDECE profite de livraison de matériel de la part de la CIA, notamment de postes radio.

Il faut par ailleurs noter qu'au début du conflit, la CIA se positionnait comme le seul acteur légitime à agir en Indochine sur les questions de renseignement et à coopérer avec les Français en la matière. Ainsi, en 1951 le premier secrétaire de la légation américaine à Saïgon avait demandé au Département d'Etat s'il pouvait établir une

---

<sup>236</sup> Archives en ligne de la CIA, Director's log 1 sept. 51 - 30 dec. 51, document n° 5166d49199326091c6a6007a, p. 78.

<sup>237</sup> Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2008, p. 109.

<sup>238</sup> Jean-Marc Le Page, « Les services secrets en Indochine », *op. cit.*, p. 449.

relation officieuse avec le responsable du renseignement français dans la zone. La CIA s'était alors opposée au développement d'une telle relation au motif qu'elle empièterait sur l'établissement en cours d'une relation formelle entre la CIA et les services français. Le Département d'État donna raison à l'Agence<sup>239</sup>.

Le SDECE et la CIA illustrent donc l'ambiguïté des rapports franco-américains. Si les autorités civiles et militaires tiennent à garder contrôle de leurs informations, les deux agences collaborent sans difficultés de leur propre chef. L'Indochine peut donc être décrite comme le terrain d'une collaboration à plusieurs vitesses dans le domaine du renseignement en fonction du degré d'autonomie des acteurs et de leur caractère civil ou militaire.

#### **IV) Les échanges avec les autorités militaires**

Les échanges avec les responsables militaires locaux, que ce soit les États-majors territoriaux, les OR des 2<sup>e</sup> bureaux, le SRO ou les services de la Marine et de l'armée de l'Air sont plus compliqués. Au contraire du SDECE, qui en tant que service civil dispose d'une plus grande liberté d'action décuplée par la diplomatie parallèle de Boursicot et Belleux, les services militaires restent soumis aux réticences des échelons supérieurs, qui nous le verrons en détail plus tard, sont nombreuses. Les contacts n'ont pas le même degré de formalisation ou de structuration, ce qui fait de la circulation des informations entre militaires et services américains un véritable travail de collecte. Dans ces conditions, les Américains tentent de compléter leurs recherches grâce aux attachés militaires et leurs différentes missions présentes sur place. Dès lors, ces organismes jouent un rôle d'interface important dans la circulation du renseignement afin de pallier les carences de la coopération avec les autorités militaires.

##### **A. Une relation lacunaire avec les services de l'armée de Terre**

En janvier 1951 est créée la section des « affaires internationales » du Secrétariat Permanent de la Défense Nationale sur initiative de De Lattre pour coordonner les

---

<sup>239</sup> Archives en ligne de la CIA, Director's log 1 sept. 51 - 30 dec. 51, document n° 5166d49199326091c6a6007a, p. 111.

problématiques de sécurité en Indochine au niveau national et adoucir les relations avec les attachés militaires. Officiellement, le SPDN est le canal exclusif de délivrance du message de la France. Les attachés militaires doivent s'en satisfaire. Le SPDN organise ainsi des rencontres quotidiennes entre les OR des 2<sup>e</sup> bureaux et les Américains pour échanger des informations<sup>240</sup>. A l'intérieur de ce cadre les Américains évoluent assez librement et ont un accès ouvert aux officiers de renseignement français. C'est ainsi que dans de nombreux bulletins de renseignement de la CIA, ce sont des officiers français qui sont cités comme source des informations<sup>241</sup>. Cependant, les domaines les plus sensibles sont gardés secrets, ce qui génère beaucoup de frustrations et tentatives de diversifier les sources. De manière générale les réticences sont plus le fait des officiers d'États-majors que des OR. La CIA se plaint ainsi assez régulièrement de la divulgation limitée de la planification militaire de la part des États-majors français<sup>242</sup>.

La Guerre de Corée a également un impact important sur la circulation des informations depuis les services militaires. Ainsi, de manière officieuse il existe des échanges de renseignement entre le 2<sup>e</sup> bureau d'Indochine et le service correspondant du commandant des forces américaines en Asie orientale<sup>243</sup>. Dans ce contexte, le G2 américain de Tokyo était prêt à mettre en place des relations régulières entre les deux bureaux et échanger leurs productions respectives. Cependant, le Commandement du Pacifique refuse que le Commandement de l'Asie orientale établisse des relations formelles et régulières avec des autorités d'Indochine. C'est ainsi que la relation entre le 2<sup>e</sup> bureau Indochine et le *Far East Command* mise en place en 1952 doit rester cachée des représentants américains à Saïgon et du *Pacific Command*<sup>244</sup>. La fin de la guerre de Corée change quelque peu la donne. Le général O'Daniel, commandant des forces terrestres du *Pacific Command* demande à Navarre la possibilité d'affecter de manière permanente un groupe spécialisé dans le renseignement à Hanoi dont la mission devrait être de transmettre au 2<sup>e</sup> bureau américains les renseignements français sur le vietminh et la RPC. Douglas Mac Arthur II, appuie cette requête par une lettre au commandant de

---

<sup>240</sup> Jean-Marc Le Page, « L'Indochine au cœur du renseignement occidental contre la Chine communiste », *op. cit.*

<sup>241</sup> Interprétation basée sur l'étude des bulletins de renseignement de la CIA issus de : Franck Mirmont, *La guerre d'Indochine vue par la CIA*, Paris, Nimrod, 2015, 286 p

<sup>242</sup> Interprétation basée sur l'étude des bulletins de renseignement de la CIA issus de : Franck Mirmont., *op. cit.*

<sup>243</sup> Jean-Marc Le Page, « le renseignement français et la Corée 1950-1965 », *op. cit.*

<sup>244</sup> *Ibid.*

l’Air en Indochine, le Général Bodet<sup>245</sup>. Dans son rapport, O’Danniel affirme que Navarre autorise clairement le détachement deux officiers de renseignement de l’US Army à Hanoi en conjonction du 2<sup>e</sup> bureau territorial, affirmant même qu’il « coopérait avec enthousiasme »<sup>246</sup>. Cependant, d’après les archives françaises, Navarre refuse car il y voit une « ingérence » envers des moyens de collecte « qui font partie intégrante du patrimoine national<sup>247</sup> ». La métropole tranche en autorisant les Américains à affecter deux de leurs officiers à l’ambassade de Saigon et à se déplacer occasionnellement au nord Vietnam. A l’occasion de ces déplacements ils peuvent participer à l’élaboration des questionnaires de recherche des OR des 2<sup>e</sup> bureaux territoriaux<sup>248</sup>. Cet épisode illustre les difficultés et les ambiguïtés de la coopération dans le domaine du renseignement entre les autorités militaires.

#### B. La maigre contribution de la Marine et de l’armée de l’Air

Aux services de l’armée de Terre il faut également ajouter le renseignement Air et Marine. À partir du 15 mai 1950 un 2<sup>e</sup> bureau sous l’autorité du chef des opérations aérienne est créé, avec en son sein une section « renseignements extérieurs » chargée de la coopération avec les États-Unis<sup>249</sup>. Il faut par ailleurs noter que les forces aériennes françaises d’Indochine, y compris pour la recherche de renseignement, sont éminemment dépendantes de l’équipement et des mécaniciens américains. Au niveau de la Marine, la Sûreté Maritime est en charge de la surveillance et du contrôle des espaces maritimes indochinois et doit lutter contre la contrebande. Ce point est capital puisque c’est l’un des domaines abordés par les conférences *Quintel*<sup>250</sup>. Afin de réaliser sa mission, la *Surmar* s’appuie sur le SDECE et un réseau régional. Ainsi, elle établit des moyens de collecte aux Philippines, à Hong-Kong, Macao, Canton, Singapour et Bangkok. La collaboration avec les services étrangers est donc primordiale. Elle

---

<sup>245</sup> *Ibid.*

<sup>246</sup> Pentagon Papers Part IV B. Justification of the War.3A The Eisenhower administration, pp. 70-72.

<sup>247</sup> CAOC HCI dossier 335, lettre du Général Navarre au secrétaire d’Etat chargé des relations avec les Etats Associés et la mission militaire américaine en Indochine, 25 novembre 1953, cité dans Jean-Marc Le Page, « Les services secrets en Indochine », *op. cit.*, p. 447.

<sup>248</sup> *Ibid.*

<sup>249</sup> *Ibid.* p. 372.

<sup>250</sup> Moody Walton S., *op. cit.*, p. 70.

fonctionne bien avec les Anglais à Malacca, mais est plus problématique avec les Américains à Hainan et Bangkok ainsi qu'aux Philippines<sup>251</sup>.

C. Diversifier les capteurs pour pallier les tensions avec les autorités militaires

De manière générale, le renseignement obtenu par les attachés militaires est assez maigre, les États-majors et autorités civiles américaines doivent donc chercher ailleurs. George Allen indique que le MAAG (Military Advisory Group, chargé de répartir l'aide américaine en Indochine) fournit le complément nécessaire, mais les récipiendaires se méfient des conseillers, et ces derniers ne veulent pas casser leur crédibilité en passant pour des agents infiltrés<sup>252</sup>. La STEM chargée de l'aide économique est dirigée en 1951 par Robert Blum qui est proche de la CIA. Il est d'ailleurs président du Committee for Free Asia. Sa proximité avec les services américains et sa francophobie latente feront que De Lattre parviendra à le faire muter. Les différents bulletins de renseignements de la CIA ainsi que les rapports du général O'Daniel corroborent les dires de George Allen, tout en mettant en avant les difficultés rencontrées par les membres de ces missions. Par ailleurs, ces mêmes sources montrent que les consuls et ambassadeurs étaient également des capteurs censés compléter les informations recueillies par les autres canaux. Le dispositif de renseignement américain en Indochine s'appuie donc sur un réseau de capteurs secondaires qui tend à illustrer les difficultés rencontrées lors de la coopération en dehors du cadre des centrales.

C'est donc un système de coopération et d'échange à plusieurs niveaux qui se dessine en Asie du Sud-Est et en Indochine. À l'échelon le plus élevé, les États-majors, les considérations stratégiques l'emportent, et un système multilatéral d'échange

---

<sup>251</sup> Jean-Marc Le Page, « Les services secrets en Indochine », *op. cit.*, p. 388.

<sup>252</sup> G.W Allen, *None so blind : a personal account of the intelligence failure in Vietnam*, Chicago, Ivan R. Deen, 2001, p. 15.



d'informations est mis en place au niveau de la région en entier. Le système fonctionne bien et témoigne de l'existence d'une réelle solidarité occidentale. Le renseignement est le ciment d'une alliance qui se tient face à la Chine communiste. Entre la CIA et le SDECE, l'Indochine est le théâtre d'une coopération qui s'accroît et s'approfondit tout au long du conflit, impliquant toutes les étapes du cycle du renseignement : collecte, analyse, diffusion, orientation, ainsi que la composante oubliée, l'action. La division du travail qui structure la recherche de renseignement électromagnétique sur la Chine est certainement la plus grande réussite en matière de coopération bilatérale entre les deux alliés. Cependant, au niveau des autorités militaires locales les contacts sont beaucoup plus tendus et de moins bonne qualité, ce qui pousse les États-Unis à diversifier leurs sources avec des capteurs civils.

Le pont qui relie les îlots CIA et SDECE de l'archipel du renseignement en Indochine est donc le plus solide tous, avec un trafic intense. Le carrefour des conférences interalliées ouvert à Singapour fluidifie la circulation tandis que des conflits de priorités empêchent une bonne connexion des services militaires. Ce sont ces conflits qu'il s'agit à présent d'étudier, afin de comprendre toute l'ambiguïté des rapports transatlantiques. En effet, l'internationalisation du renseignement a pu signifier une américanisation du conflit que les autorités locales souhaitaient éviter.

-

## CHAPITRE 5

### *La méfiance cordiale ou le grand jeu de dupes*

En Indochine, l'archipel du renseignement est marqué par des degrés bien différents de coopération avec les services alliés. Pourquoi le pragmatisme dépassionné paraît gouverner les relations entre les deux agences civiles alors qu'une méfiance viscérale semble animer les autorités militaires locales dans leur rapport aux Américains ? De fait, il apparaît que du Haut-Commissaire aux États-majors en passant par les 2<sup>es</sup> bureaux, le microcosme des acteurs du renseignement en Indochine est structuré par une attitude commune, qui en internalisant au niveau individuel des expériences douloureuses avec les Américains dans l'immédiat de l'après Seconde Guerre mondiale, crée un comportement collectif cohérent, ou du moins perçu comme tel. Cette mémoire collective troublée par le double jeu de l'OSS, et plaquant cette perception sur les actions ultérieures des Américains – à tort et à raison –, s'externalise dans une volonté de les marginaliser en verrouillant l'information. Là encore, la coopération dans le domaine du renseignement est le sous-produit des interactions entre responsables militaires, mais au contraire des conférences interalliées, c'est pour le pire. En prenant acte de la médiocrité des rapports entretenus avec les autorités militaires dans le domaine du renseignement, ce chapitre cherche donc à mettre en avant les origines de la méfiance française, ses manifestations, mais aussi sa réception par les Américains. Car ces derniers ne sont ni dupes, ni innocents.

#### **I) Aux sources de la défiance française**

##### **A. L'anticolonialisme américain**

Si les Français se montrent très réticents à la coopération avec les Américains, c'est avant tout en raison d'un sentiment de trahison et de rancœurs personnelles ancrés dans l'attitude américaine lors du rétablissement de la souveraineté française sur l'Indochine. En premier lieu, lors des derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, les Français trouvent dans les Américains non pas un partenaire, mais un obstacle à leur retour dans

la péninsule. Dès août 1945, les agents de l'OSS et leurs officiers de liaisons avec les nationalistes chinois au Tonkin « vont observer une neutralité de façade équivalente à un soutien moral à la RDV<sup>253</sup> ». Au contraire, à Saïgon, le Général britannique Douglas Gracey prête main forte au coup de force anti-vietminh monté par Jean Cédile, le délégué local du GPRF, puis collabore avec le Général français Philippe Leclerc pour mater la résistance en province<sup>254</sup>. Il organisera même une révolution de palais pour permettre le rétablissement d'un protectorat français au Cambodge<sup>255</sup>. Encore une fois, la période matricielle du retour de la France en Indochine est marquée par une alliance de circonstance avec les Britanniques tandis que les États-Unis restent en retrait, voire apparaissent comme hostiles aux revendications françaises. Cette période est donc capitale pour comprendre les réticences françaises à une réelle coopération avec les Américains à mesure que le conflit s'internationalise.

En 1943 Churchill propose à Roosevelt la création d'un État-major anglo-américain pour gérer les opérations sur un nouveau théâtre rassemblant la Birmanie, Ceylan, la Malaisie, la Thaïlande et l'Indochine, le SEAC. À la conférence de Québec d'août 1943, Roosevelt accepte à la condition que l'Indochine reste rattachée au théâtre de Chine dirigé par Jiang Jieshi. Le GPRF n'est pas informé de ces projets. Parallèlement, Roosevelt prend soin d'écarter la France Libre du Conseil de Guerre Interallié du Pacifique afin de l'empêcher de participer à la planification militaire contre le Japon<sup>256</sup>. Cependant, en 1944 Mountbatten autorise unilatéralement la France à participer aux opérations en Indochine à la suite de l'affaiblissement des Chinois après l'offensive de Ichigo. Ainsi, sans en informer les Américains ou les Chinois, le SEAC parachuta des agents gaullistes en Indochine afin d'activer la résistance contre les Japonais<sup>257</sup>. À la fin de la même année, en dépit des résistances continues des États-Unis envers le rattachement d'une mission militaire française au SEAC, les chefs d'État-major britanniques invitèrent de leur propre chef le Général Blaizot et son État-major auprès du commandement de Mountbatten à Ceylan sous couvert d'une visite

---

<sup>253</sup> Laurent Césari, *Le problème diplomatique de l'Indochine 1945-1957*, Paris, Les Indes Savantes, 2013, p. 18.

<sup>254</sup> *Ibid.*

<sup>255</sup> *Ibid.*

<sup>256</sup> *Ibid.* p. 22.

<sup>257</sup> *Ibid.*

personnelle<sup>258</sup>. Ce n'est qu'en janvier 1945 que Roosevelt autorisa officiellement Mountbatten à recourir aux services des militaires français sur son théâtre d'opération. Finalement, en février le Président informa le Général Albert Wedemeyer, qui était le chef américain de l'État-major imposé aux Chinois après l'offensive de Ichigo, que la participation des Français aux opérations de renseignement et de subversion était désormais permise. Les services de Wedemeyer sont donc autorisés à monter des opérations avec la DGER implantée à Calcutta et Kuming.

La résistance gaulliste en Indochine s'était organisée assez tôt durant la Seconde Guerre mondiale sous les auspices du baron de Langlade, propriétaire d'une plantation de caoutchouc en Malaisie, qui travaille avec l'antenne du SOE en Asie, la force 136, au sein de laquelle il établit une section au nom de la France Libre, la *French Indochina Section* (FICS)<sup>259</sup>. Bien que Langlade réalise quelques actions pour le BCRA en Asie, le principe d'une action subversive panifiée n'apparaît qu'en 1943 dans une note de Paul Huard à Alger sur « *les conditions de mise en œuvre des commandos français dans l'hinterland indochinois* »<sup>260</sup>. C'est dans cette optique qu'en novembre 1943 on lui confie le commandement du Corps Léger d'Intervention rattaché au Corps Expéditionnaire d'Extrême-Orient sous le commandement de Blaiot<sup>261</sup>. Dans le même temps le Colonel Jean-Marie de Crèveœur est envoyé aux Indes britanniques pour y soumettre au chef de la mission local du SOE un plan d'opération reprenant les idées de Huard. Il reçoit alors pour mission de mener un CLI à la tête d'un « service français d'action subversive en étroite liaison avec la FICS »<sup>262</sup>. Les premières opérations subversives en Indochine ont lieu en 1944. Les Britanniques leur fournissent équipement et entraînement pour la guerre en brousse. Les stagiaires français déjà passés par les camps écossais y suivent un entraînement de six semaines avec une *finishing school* sur l'île de Ceylan. Les Français ainsi formés (les *gaurs*, signifiant buffles) de la force 136 sont parachutés en colonie occupée, mais ne disposent que de peu de matériel et sont sous dépendance totale du transport aérien anglais et limités par les pressions américaines sous Roosevelt. La situation change avec le coup de force

---

<sup>258</sup> *Ibid.* p. 23.

<sup>259</sup> Élie Tenenbaum, *Partisans et centurions : une histoire de la guerre irrégulière au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2018, p. 136.

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : De la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2013, p. 93.

<sup>262</sup> Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 138.

japonais du 9 mars 1945. Les forces françaises sont balayées. La reconstitution d'une présence des services français en Indochine se fait alors sous la houlette de la mission 5 à Kuming sous la direction de Jean Saintenny. Ce dernier n'aura de cesse de dénoncer l'hostilité des éléments de l'OSS à son action dans la région.

La mort de Roosevelt en avril 1945 et la défaite japonaise en septembre ne remettent cependant pas en cause l'hostilité de certains éléments américains envers les Français, tandis que l'administration Truman adopte initialement une attitude neutraliste. En effet, le 30 avril dans un mémorandum adressé à Truman, les divisions Asie et Europe du Département d'État trouvent un compromis : un simple éclaircissement serait demandé au GPRF sur ses intentions en matière de porte ouverte, de libéralisation politique et d'implantation de bases en Indochine ; réciproquement les États-Unis ne prendraient aucune mesure pour faciliter le retour des Français en Indochine<sup>263</sup>. Néanmoins, beaucoup d'agents de l'OSS en Chine contestent ce compromis et souhaitent poursuivre l'œuvre anticoloniale prônée par Roosevelt. C'est ainsi que l'OSS n'est pas étrangère à la montée en puissance de l'ennemi public numéro un des Français dans la péninsule : Ho Chi Minh. Par ailleurs, la francophobie de certains membres déboucha sur des incidents qui marquèrent durablement la mémoire collective des Français.

#### B. L'OSS a-t-elle mis Ho Chi Minh au pouvoir ?

L'OSS n'a pas mis Ho Chi Minh au pouvoir, en revanche, elle n'est pas exempte de tout reproche. De fait, la relation entre Ho Chi Minh et l'OSS est un cas d'école d'« *intelligence failure* » quand un politicien intelligent et aux grandes aspirations est recruté comme un « *asset* »<sup>264</sup>.

L'origine de la relation entre le prédécesseur de la CIA et le futur Président de la République Démocratique du Vietnam réside dans la nécessité pour les Américains de reconstruire un réseau de collecte de renseignements en Indochine après le coup de force japonais du 9 mars 1945. Un réseau d'agents au sein du Vietnam fournissait un flux de renseignements substantiel aux Américains et aux Anglais sur les activités

---

<sup>263</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 26.

<sup>264</sup> Bob Bergin, « Old man Ho : The OSS Role in Ho Chi Minh's Rise to Political Power », *Studies in Intelligence*, Vol 62, n°2, juin 2018, p. 7.

japonaises et les évolutions météorologiques. Ce réseau reposait sur l'action de trois civils amateurs qui formaient le réseau GBT, d'après les surnoms des trois hommes qui le dirigeaient : le Canadien Laurence L. Gordon, l'Américain Harry Bernard, et le sino-américain Frank Tan, qui étaient tous d'anciens employés au Vietnam de l'entreprise américaine Cal-Texaco<sup>265</sup>. Quand le 10 mars 1945, le 14<sup>e</sup> groupe de bombardiers de l'armée de l'Air américaine dut stopper ses opérations en raison de l'arrêt de la diffusion des bulletins météorologiques sur l'Indochine, l'OSS reçut une requête urgente de rétablir un nouveau réseau d'agents au Vietnam<sup>266</sup>. C'est à l'occasion d'une visite à Kuming en Chine, que Ho Chi Minh attira l'attention des officiers de l'OSS chargés de résoudre le problème de renseignement au Vietnam « avec des natifs si nécessaire <sup>267</sup> ».

Charles Fenn était l'officier responsable de cette mission. Il avait entendu parler d'un annamite prénommé Ho qui avait déjà aidé un pilote Américain abattu à quitter l'Indochine<sup>268</sup>. Par ailleurs, Ho n'était pas connu de l'OSS outre mesure. Il rencontra Ho le 17 mars 1945 à Kuming. Fenn lui demanda alors s'il était d'accord pour travailler avec les Américains, pour prendre une radio et un générateur en Indochine, collecter du renseignement et secourir des pilotes américains quand c'était possible, sachant qu'un opérateur radio lié à l'OSS devrait l'accompagner car le Vietminh n'avait pas de personnel qualifié. Ho Chi Minh accepta, mais demanda en échange une « reconnaissance américaine de notre ligue, des médicaments et des armes ».<sup>269</sup> Fenn obtint l'autorisation de son supérieur, le colonel Richard Heppner. Le 20 mars, Fenn retourna à Kuming et détacha Bernard et Tan de la GBT auprès de Ho, en affirmant que « des arrangements ont été pris pour des médicaments, et des choses comme des radios, des appareils photos et des équipements météorologiques [...] nous devons écarter les armes pour le moment. Peut-être plus tard pourrons-nous en parachuter <sup>270</sup> ». C'est alors que Ho demanda à Fenn s'il était possible de rencontrer Claire Chennault, commandant des tigres volants. Fenn le connaissait personnellement, et accepta à condition que Ho ne lui demande aucune faveur et qu'il n'y ait pas de

---

<sup>265</sup> Bob Bergin., *op. cit.*, pp.7-8.

<sup>266</sup> *Ibid.*

<sup>267</sup> Charles Fenn, *At the Dragon's Gate : With the OSS in the Far East*, Annapolis, Naval institute Press, 2004, p. 138.

<sup>268</sup> *Ibid.*

<sup>269</sup> Bob Bergin., *op. cit.*, p. 12.

<sup>270</sup> *Ibid.*

discussion politique. La rencontre eut lieu le 29 mars dans le bureau de Chennault. A la surprise générale, Ho Chi Minh lui demanda s'il pouvait lui dédicacer une photo<sup>271</sup>. Peu après cet épisode, Ho Chi Minh rentra au Vietnam et obtint même la fourniture d'armes légères, en l'occurrence des pistolets automatiques.

Progressivement l'OSS parachuta plus d'équipements : radios, médicaments et armes. Archimedes Patti, qui avait été récemment nommé en avril à la tête des opérations de l'OSS en Indochine à Kuming, notait que « *Ho Chi Minh tint parole et fournissait l'OSS avait des informations très précieuses et de l'assistance dans beaucoup de nos projets clandestins*<sup>272</sup> ». À la fin juin, Fenn écrivit que « *Tan et Ho Chi Minh ont déjà établi entre eux un réseau d'agents de renseignements natifs qui a amplement remplacé la toile française perdue le 9 mars [...] de plus, le vietminh a secouru un total de 17 pilotes abattus*<sup>273</sup> ». Quand Roosevelt meurt fin avril, les États-Unis s'ouvrent à la possibilité de concessions aux Français. L'OSS était alors proche d'un accord sur la création de deux équipes franco-américaines pour des opérations spéciales, les équipes « *deer* » et « *cat* ». À ce moment, Patti reçoit pour instruction d'étendre ses opérations de collecte de renseignement à la disruption des chemins de fers japonais au nord Vietnam. Cependant, l'opposition chinoise à la coopération militaire franco-américaine se faisait croissante, et il était évident que l'objectif français était la restauration de la colonie. C'est à ce moment que Ho Chi Minh recontacte Patti : « *la première semaine de juin, Ho Chi Minh m'a fait savoir qu'il était prêt à me mettre à disposition 1000 insurgés « bien entraînés » pour tous les plans que je pourrai avoir contre les Japonais*<sup>274</sup> ». Quand les Français refusèrent de rejoindre une opération de l'OSS contre des chemins de fer, Patti décida alors de les remplacer par les Vietnamiens<sup>275</sup>. Le 16 juillet 1945, la *deer team* sous le commandement du major Alison Kent Thomas est parachutée au quartier général Vietminh à Kim Lung. Ils ont pour mission d'organiser une guérilla de 50 à 100 hommes. À cette fin, l'OSS parachute une mitrailleuse lourde, deux mortiers de 60mm, quatre bazookas, huit fusils mitrailleurs Bren, vingt pistolets mitrailleurs Thompson, soixante carabines M1, quatre

---

<sup>271</sup> *Ibid.*

<sup>272</sup> Bob Bergin., *op. cit.*, p. 14.

<sup>273</sup> Charles Fenn, *Ho Chi Minh: A Biographical Introduction*, New-York, Scribner, 1973, p. 82.

<sup>274</sup> Archimedes Patti, *Why Vietnam? Prelude to America's Albatross*, Berkeley, University of California Press, 1980, p. 125.

<sup>275</sup> Bob Bergin., *op. cit.*, p. 15.

fusils M1 Garand, vingt pistolets automatiques Browning et des jumelles<sup>276</sup>. C'est à cette période que Ho Chi Minh tombe gravement malade. Un membre de la *deer team*, Hoagland, qui avait été formé comme infirmier s'occupa de lui en lui administrant divers médicaments durant 10 jours<sup>277</sup>. L'OSS venait de sauver la vie de Ho Chi Minh.

Durant tout le mois d'août la *deer team* se mit au travail. Ils choisirent 40 des recrues les plus prometteuses et les formèrent aux usages américains du 9 au 15 août. Le 15 août, à l'annonce de la reddition du Japon, la *deer team* est sommée de cesser ses activités et de ramener les armes. Mais il était trop tard. L'unité américano-vietnamienne était en route vers Hanoi. Ho Chi Minh avait planifié son coup au début du mois d'août au moment du premier bombardement atomique.

Le 6 août, il convoque une rencontre de tous les leaders vietminh du Vietnam. Le 13, les délégués se rencontrent et forment le Comité d'Insurrection National, qui promulgue son premier ordre d'insurrection générale. Ainsi débutait la révolution d'août. Dans les jours qui suivent, des soulèvements éclatent dans tout le Vietnam. Le 19 août, le Vietminh prend le contrôle d'Hanoi et du Nord. Le 2 septembre, à Hanoi, Ho Chi Minh proclame l'indépendance de la République Démocratique du Vietnam, et fait parader des drapeaux américains aux côtés du nouveau drapeau vietnamien. Les journaux vietminh qui circulaient au moment de l'indépendance titraient alors : « *le Vietminh qui combat au côté des troupes américaines au Tonkin sera bientôt là pour évincer les oppresseurs français qui l'année dernière ont laissé mourir de faim 2 millions de personnes*<sup>278</sup> ». L'aventure de l'OSS s'arrêta le 29 septembre quand Patti reçut l'ordre de cesser ses opérations.

L'OSS n'a donc pas mis Ho au pouvoir. Elle a été manipulée par Ho Chi Minh en raison des failles dans le dispositif de recrutement de ses *assets*, et du fait que ses officiers traitants n'étaient pas des officiers de renseignement conscients des enjeux politiques, mais des personnels des opérations spéciales avant tout préoccupés par les aspects militaires<sup>279</sup>. Cette mésaventure américaine reste pourtant gravée dans la

---

<sup>276</sup> Cecil B. Currey, *Victory at Any Cost: The Genius of Viet Nam's Gen. Vo Nguyen Giap*, Washington DC, Potomac Books, 2005, p. 91.

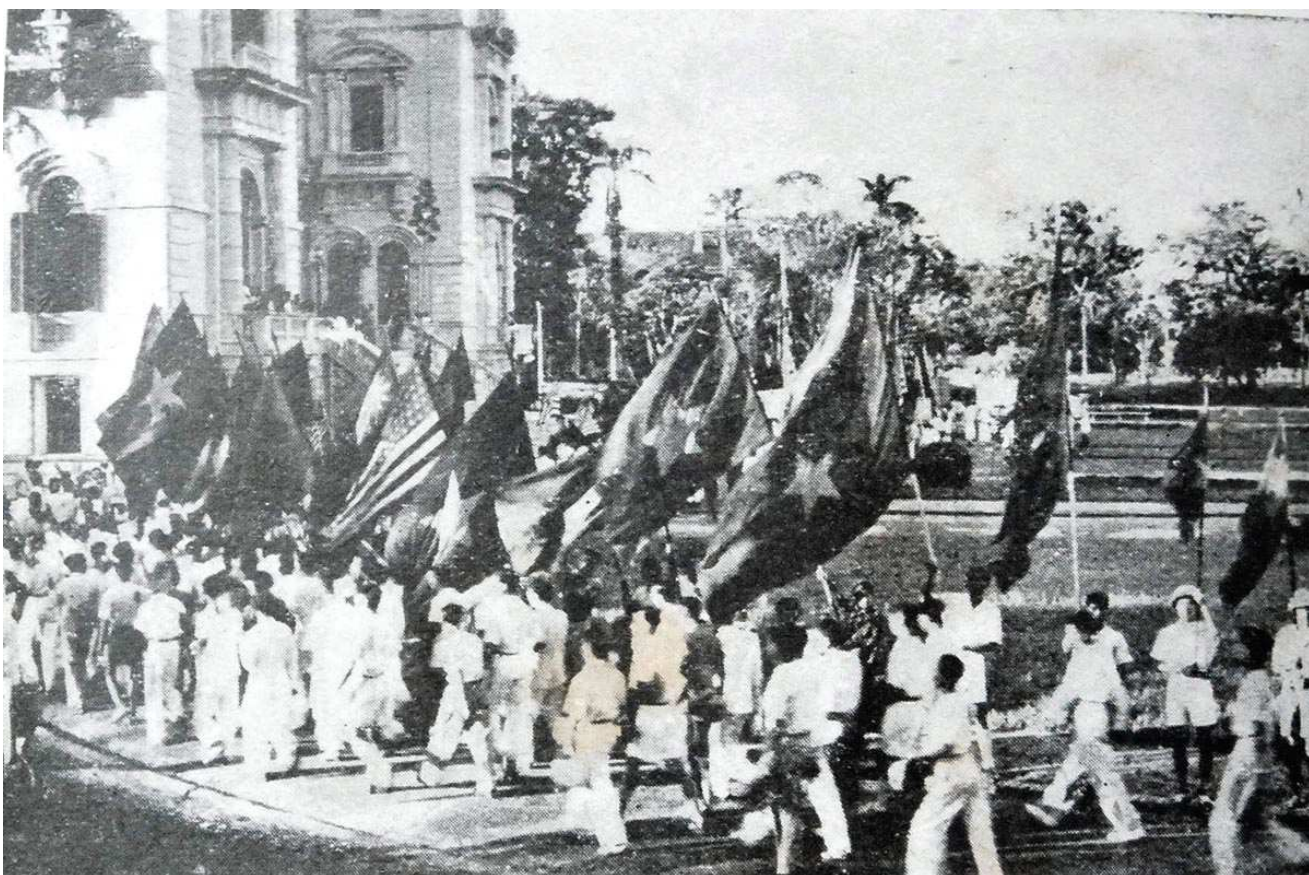
<sup>277</sup> Bob Bergin., *op. cit.*, pp. 15-16.

<sup>278</sup> *Ibid.* p. 17.

<sup>279</sup> *Ibid.* p. 20.



mémoire collective des Français comme une trahison, le signe d'un double jeu américain et d'une volonté de les évincer de la péninsule.



Hanoi, novembre 1945, défilé des étendards du nouvel État vietnamien aux côtés du drapeau américain<sup>280</sup>.

---

<sup>280</sup> Photographie accessible en ligne à <http://belleindochine.free.fr/Annee1945Saigon.htm> et issue de Henri Estirac, *Je reviens d'Indochine*, Les œuvres Françaises, 1946.



Les membres de la *Deer team* de l'OSS posent avec Ho Chi minh et Giap à Tan Trao en août 1945. Debout, de gauche à droite se trouvent René Defourneaux, Ho Chi Minh, Allison Thomas, Giap, Henry Prunier et Paul Hoagland à l'extrême droite. Accroupis de gauche à droite se trouvent Lawrence Vogt et Aaron Squires.<sup>281</sup>

---

<sup>281</sup> Claude G. Berube, *How American Operatives Saved the Man Who Started the Vietnam War*, consulté sur : <https://www.historynet.com/how-american-operatives-saved-the-man-who-started-the-vietnam-war.htm>

### C. Rancœurs et mésaventures personnelles

Les activités de l'OSS et de son représentant Archimedes Patti cristallisent ainsi l'amertume des Français. En mars 1946, l'État-Major particulier du Haut-Commissaire note dans un rapport sur l'activité des services américains : « *ainsi prend naissance une politique du nationalisme à outrance du côté Vietminh, politique qui semble bien être le fruit des services spéciaux américains et qui fut habilement exploitée par certains milieux nationalistes, les services de renseignement chinois, et par quelques membres de l'OSS nettement anti-français*<sup>282</sup> ». Le même rapport note que depuis le 22 août 1945 le major Patti « *mène ouvertement une propagande anti-française sérieuse [...] dans tous les milieux, en toutes occasions, au café, au dancing et magasins, développant le thème de l'abandon de l'Indochine par les Français*<sup>283</sup> ». Jean Sainteny et Pierre Mesmer dénoncent eux aussi la politique américaine<sup>284</sup>. Dans ses mémoires, Sainteny affirme qu'après la capitulation du Japon, les éléments de la mission 5 de Kuming devaient rejoindre le Tonkin au plus vite, et que pour ce faire, ils demandèrent l'aide de l'OSS. Si la promesse est faite de conduire les Français à Hanoi, les forces américaines s'efforceront de reporter l'échéance le plus possible, en témoigne l'interdiction de vols vers Hanoi émise par le Général Wedemeyer le 17 août<sup>285</sup>. Il rajoute également que « *la représentation de la France à Hanoi, terre française, ne constituera jamais aux yeux des Alliés qu'une mission ouvertement ignorée*<sup>286</sup> ».

Pire encore, le général Jacquin accuse l'OSS de complicité dans l'assassinat de militaires français par le Vietminh : « *[une attitude] qui dépasse la neutralité bienveillante pour prendre les formes d'une complicité active*<sup>287</sup> ». Le Général Jacquin fait ainsi référence à l'assassinat du lieutenant Klotz de la mission militaire de liaison avec les Britanniques. L'officier français s'est rendu au Laos accompagné du major Reeves de l'OSS afin de récupérer des familles françaises capturées par les Japonais et maintenues en détention par les communistes depuis la capitulation. À l'occasion de la

---

<sup>282</sup> CAOM HCI, Fonds DGD, non classé, Synthèse générale sur les activités des services spéciaux américains dans le Sud Yunnan et en Indochine, 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major particulier, 3 mars 1946, cité par, Jean-Marc Le Page, *Les services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau Monde, 2014, p. 436.

<sup>283</sup> *Ibid.*

<sup>284</sup> Jean Sainteny, *Histoire d'une paix manquée : Indochine 1945-1947*, Paris, Amiot-Dumont, 1953, 260p.

<sup>285</sup> *Ibid.* p. 68.

<sup>286</sup> *Ibid.* p. 75.

<sup>287</sup> Henri Jacquin, *Guerre secrète en Indochine*, Paris, O. Orban, 1979, p. 162.

récupération d'une des familles, Klotz « est abattu de deux balles de pistolet dans le dos sous les yeux du major Reeves qui s'est déclaré « neutre ». Deux autres officiers français sont ainsi assassinés sous l'œil indifférent des agents de l'OSS<sup>288</sup> ». Cet épisode est particulièrement significatif compte tenu des positions tenues par les Français qui y font référence. Jacquin est en effet déjà présent au sein du 2<sup>e</sup> bureau en 1945 et entre avril 1952 et mars 1953 prend la tête du 2<sup>e</sup> bureau des forces terrestres du nord Vietnam<sup>289</sup>. À l'occasion de ces affectations il est amené à traiter avec les Américains alors que ces drames ont laissé de grosses traces chez lui et ses hommes. De la même manière, le colonel Jean le Morillon fait également référence à cet épisode alors qu'il était officier de la force 136 au Laos. Il reste en poste en Indochine au cours du conflit et note dans ses mémoires que cet assassinat était un « triste présage pour la suite de la collaboration alliée dans la longue et douloureuse guerre d'Indochine que j'ai pu observer quelques années encore à travers mon activité pour le renseignement à Saigon<sup>290</sup> ».

## II) Réticences et méfiances mutuelles colorent une alliance de circonstance

Dans le contexte tendu de la première partie du conflit, l'action des États-Unis entraîne donc un sentiment de trahison et une méfiance qui marque durablement les esprits des Français en Indochine. La mémoire des événements de la fin de la Seconde Guerre mondiale conditionne les relations entre les représentants des deux pays. C'est ainsi que les responsables français en Indochine développent une méfiance quasi-institutionnelle qui se traduit par une volonté de contrôle et de marginalisation des Américains et de leurs activités en Indochine. D'autre part, les Américains sont conscients des réticences françaises et sont eux-mêmes dubitatifs quant à la bonne foi de leurs interlocuteurs. Dès lors, il se développe un climat de « cordiale méfiance »<sup>291</sup>, chacun étant réticent à coopérer en toute bonne foi avec ses partenaires imposés.

---

<sup>288</sup> Henri Jacquin., *op. cit.*, p. 162

<sup>289</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, pp. 437-438.

<sup>290</sup> Jean Le Morillon, *Un breton en Indochine. Mission « Oiseau mouche »*, Cheminements, 2000, p. 178.

<sup>291</sup> Expression tirée de Emmanuel Droit, *Les polices politiques du bloc de l'Est. A la recherche de l'Internationale tchékiste 1955-1989*, Paris, Gallimard, 2019, 274 p.

## A. La méfiance institutionnelle des Français

Le premier motif de friction qui illustre la volonté française d'isoler les Américains en Indochine trouve son origine dans les modalités de distribution de l'aide américaine au CEFEO. En effet, en Indochine comme dans tous les États associés, la MAAG devait vérifier l'usage qui était fait de l'aide américaine. Tout au long du conflit, les autorités françaises limitent au maximum les occasions de contacts entre la mission américaine et les trois États associés, tandis que de nombreux efforts sont mis en œuvre pour limiter la MAAG dans sa mission<sup>292</sup>. Carpentier et De Lattre lui refusèrent ainsi des bureaux et des logements, les 128 militaires de la MAAG devant dès lors résider à l'hôtel<sup>293</sup>. De plus, alors qu'à partir de 1950 les États-Unis équipent les armées naissantes des États associés, De Lattre et Carpentier interdisent la venue d'instructeurs américains et refusent l'implantation permanente de membres des forces armées américaines sur le territoire indochinois<sup>294</sup>. Un bulletin de renseignement quotidien de la CIA du 20 mai 1954 note ainsi que « *au cours des années passées, les Français ont accepté à contrecœur l'aide économique américaine, puis l'aide militaire et l'aide technique. Ils ont cependant toujours résisté à « l'internationalisation de la guerre » [...] le Général Navarre, en particulier, s'est toujours opposé à la formation de soldats vietnamiens à travers une participation des Américains*<sup>295</sup> ». À l'occasion du plan Navarre, les Français n'informaient les Américains des dispositions tactiques qu'un ou deux jours avant le début des opérations<sup>296</sup>. De plus, les autorités françaises interdirent les inspections des unités de combat et imposèrent un préavis de deux mois pour tout contrôle<sup>297</sup>. Une analyse présente dans les *Pentagon Papers* résume bien l'attitude française de contrôle et de coopération *a minima* avec les Américains :

*The US attempted to use its military assistance program to gain leverage over French policies, but was severely constrained in what it could do. The MAAG in Saigon was small and limited by the French in its function to a supply support*

---

<sup>292</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, pp. 151-152.

<sup>293</sup> *Ibid.*

<sup>294</sup> *Ibid.*

<sup>295</sup> Bulletin de renseignement quotidien de la CIA du 20 mai 1954, cité dans : Franck Mirmont, *La guerre d'Indochine vue par la CIA*, Paris, Nimrod, 2015, pp. 215-216.

<sup>296</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 153.

<sup>297</sup> *Ibid.*

*group. Allocation of all US aid to the associated states had to be made, by agreement, solely through the French. Thus, the MAAG was not allowed to control the dispensing of supplies once they arrived in Vietnam. [...] general Navarre viewed any function of MAAG in Saigon beyond bookkeeping to be an intrusion upon internal French affairs [...] the French never permitted participation by the us officials in strategic planning [...] moreover the French suspected the economic aid mission of being over sympathetic to Vietnamese nationalism. The director of the economic aid program, Robert Blum and the DCM of the US embassy, Edmund Guillion, were subjected to French criticism of their pro Vietnamese views, although the US ambassador, Donald Heath remained staunchly pro-French. [...] underlying this attitude was a deep-seated suspicion that the US desired to totally supplant the French, economically as well as politically, in Indochina*<sup>298</sup>.

Les relations entre le SDECE et la CIA montrent également que des relations techniques fructueuses peuvent coexister avec une méfiance politique prégnante. Quand en 1951 les dirigeants du SDECE et de la CIA examinent les modalités de leur coopération en Indochine, l'échange de renseignements et le travail en commun sur la Chine ne posent pas de problème particulier. Cependant, l'appui à la contre-guérilla vietminh est plus délicat. Même si la coopération dans les opérations clandestine est un domaine important entre les deux agences, c'est aussi le théâtre de l'expression des réticences émanant des autorités françaises d'Indochine. De Lattre avait accepté la fourniture de matériel par la CIA et la présence d'agents de liaison auprès de la base 40, mais il refusa l'envoi de représentants de l'Agence auprès des maquis anti-vietminh<sup>299</sup>.

De plus, si les conférences interalliées étaient indubitablement une réussite, elles ne concernent que la Chine, et en aucun cas des informations sensibles sur le déroulement des opérations de pacification dans la péninsule. Et comme il a déjà été mentionné, le partage de la planification militaire par les États-majors est très limité.

Finalement, la méfiance des Français s'illustre par la surveillance rapprochée mise en place par les services. Il existe ainsi un réseau de surveillance des Américains,

---

<sup>298</sup> Pentagon Papers Part II. US involvement in the Franco-Viet Minh War 1950-1954, A-38, p. 45.

<sup>299</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 155.

le réseau « Afrique » dépendant du SRO<sup>300</sup>, qui reporte régulièrement aux autorités l'état d'esprit de leurs partenaires, et donc, leurs frustrations quant à la mauvaise qualité de leurs rapports et des informations reçues. Ainsi, en 1952 les représentants consulaires américains à Hanoi se plaignent de la réticence française à leur communiquer des informations sur la situation au Tonkin<sup>301</sup>. De ce point de vue, l'année 1952 est indubitablement la plus médiocre concernant les relations avec les autorités françaises. D'une part, Salan impose un verrouillage beaucoup plus strict de l'information, comme en témoigne sa note déjà citée qui invite les cadres français à ne pas entretenir de relations suivies avec des étrangers même s'ils appartiennent à des nations « dites amies »<sup>302</sup>. D'autre part, lors du remplacement de l'attaché Harris par l'attaché Lenniger, ce dernier ne se rend même pas aux briefings de l'État-major<sup>303</sup>. La rétention d'information et les conditions posées par Salan – semblerait-il en représailles des manœuvres souterraines des Américains et du douloureux souvenir des événements de 1945 – obligent même l'Amiral Radford à prier « avec force » le colonel Harris de satisfaire les demandes des Français lors d'une visite en octobre 1952<sup>304</sup>.

Un dernier exemple de la difficile coopération avec les Américains réside dans la CAT. Cofondée par le général Claire Chennault, en 1946, avec des vétérans des *Flying Tigers*, la compagnie Civil Air Transport est une compagnie aérienne dotée à l'origine d'un statut exclusivement privé, qui a été secrètement rachetée par la CIA en 1950. La CAT avait déjà travaillé pour le compte de Chiant Kai-Shek entre 1946 et 1950. Cependant avec la défaite des nationalistes en 1949, la compagnie fait faillite et est rachetée par la CIA en août 1950<sup>305</sup>. Elle est utilisée dans toute l'Asie pour des missions clandestines de lutte contre le communisme en parallèle avec ses opérations

---

<sup>300</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 444.

<sup>301</sup> SHD/DAT 10 H 611, Fiche de « Afrique » sur l'opinion d'un membre du consulat des USA au sujet des relations du personnel consulaire avec les autorités françaises, 19 février 1952, ainsi que SHD/DAT 10 H 611, Fiche de « Afrique » sur l'opinion de deux officiers des USA, 19 février 1952, cité par Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 444.

<sup>302</sup> SHD DAT 10H 5337, note d'orientation sur les relations des militaires des forces françaises ou vietnamiennes avec les consuls ou représentants étrangers en Indochine, 23 janvier 1952 cité par Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 443.

<sup>303</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, pp. 444-445.

<sup>304</sup> Raoul Salan, *Mémoires*. Tome 2 : *Fin d'un Empire. Le Viêt-minh, mon adversaire*, Paris, Presses de la Cité, 1971, p. 343.

<sup>305</sup> Pierre Journoud, « La CAT/Air America dans les guerres d'Indochine, ou le rôle d'une compagnie aérienne privée secrètement détenue par la CIA (1950-1975) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2010/2 (n° 238), p. 131.

commerciales<sup>306</sup>. À partir de la mise en place du *Mutual Defense Assistance Program* en octobre 1949 et de la reconnaissance de Bao Dai en 1950, le gouvernement français paraît favorable à l'idée des dirigeants de la CAT de proposer leurs services aux autorités d'Indochine. Pourtant, les relations avec les autorités locales sont très tendues. Cela illustre les contradictions des représentants français, qui sont prêts à solliciter l'aide américaine, à condition toutefois qu'elle soit débarrassée de toute dimension anticoloniale<sup>307</sup>. Initialement, les dirigeants civils français sont très réticents à l'idée de renoncer à leur monopole sur les dessertes intérieures<sup>308</sup>. La collaboration ne se met en place qu'à partir de 1953, quand le financement américain de la guerre atteint les 80 % et que Navarre prend le commandement du théâtre indochinois<sup>309</sup>. À la fin 1953, début 1954, quand Navarre se résout à solliciter la compagnie, les services français soupçonnent de plus en plus fortement la CAT de collusion avec la centrale américaine. La CAT est donc considérée comme une société au service d'une puissance étrangère dont les activités sont jugées contraire aux intérêts français<sup>310</sup>. Pourtant, le manque d'équipage français pousse Navarre à accepter l'utilisation d'équipages de la CAT pour piloter des avions fournis par l'US Air Force dans le pont aérien entre Hanoi et le Laos<sup>311</sup>. De la même façon, au cours du siège de Dien Bien Phu une convention renouvelable de trois mois est signée entre l'État-major interarmes et des forces terrestres et la CAT pour affecter aux commandant en chef des pilotes de la compagnie et 12 nouveaux avions fournis par l'aide américaine pour ravitailler la cuvette assiégée<sup>312</sup>.

#### B. Les Américains ne sont pas dupes

De l'autre côté, les Américains sont également bien conscients de la médiocrité de leurs relations avec les Français dans certains cas. Mais ils sont également nombreux

---

<sup>306</sup> *Ibid.*

<sup>307</sup> *Ibid.* p. 132.

<sup>308</sup> Catherine Hodeir, *Stratégies d'Empire. Le grand patronat colonial face à la décolonisation*, Paris, Belin, 2003, p. 142, cité dans Pierre Journoud., *op. cit.* p. 132.

<sup>309</sup> *Ibid.* p. 134.

<sup>310</sup> SHD-DA, 4C852, Fiche à l'attention du colonel secrétaire permanent de la Défense nationale, secret-confidentiel, 10 mars 1954. Cité dans Pierre Journoud., *op. cit.* p. 134.

<sup>311</sup> Pierre Journoud., *op. cit.* p. 135.

<sup>312</sup> *Ibid.* p. 136.



à exprimer leur inconfort à l'idée de devoir travailler avec la puissance coloniale française. La CIA est ainsi la première à interpréter les informations en provenance des services militaires français comme des « *tentatives françaises d'utiliser l'Indochine comme un levier pour obtenir plus d'aide américaine* <sup>313</sup>», et que « *les officiels français ont l'habitude d'exagérer leurs difficultés financières afin d'obtenir une plus grande des États-Unis ou accélérer le versement de cette aide* <sup>314</sup>». Tout au long des années 1951-1952, la CIA se montrera ainsi très dubitative quant aux rapports français indiquant une présence chinoise au Tonkin. Ils mettent constamment en avant les contradictions les informations en provenance de sources françaises sur la présence de Chinois dans la zone frontalière. Par exemple, un bulletin de renseignement du 14 octobre 1951 affirme :

*Un Français dément la présence d'unités chinoise en Indochine [...] [nom censuré] a informé l'attaché militaire à Saigon qu'il n'avait pas été capable d'identifier la moindre unité communiste chinoise en Indochine, à l'exception d'un détachement motorisé manœuvrant des camions de ravitaillement à la frontière [...] Nombreux sont les rapports rendant compte de la présence d'unité de combat chinoise régulières ou irrégulières en Indochine. Cependant le témoignage précédent semblerait les réfuter* <sup>315</sup>.

Un autre bulletin quotidien du 12 janvier 1952 indique que :

*[nom censuré] a indiqué au vice consul américain d'Hanoi que des rassemblements de masse dénonçant l'impérialisme français et appelant à la libération du Vietnam avaient été récemment organisés par les communistes chinois dans la ville de Tunghsing, de l'autre côté de la frontière [...] ce*

---

<sup>313</sup> Bulletin de renseignement quotidien de la CIA du 12 octobre 1951, cité dans Franck Mirmont., *op. cit.*, p. 50.

<sup>314</sup> *Ibid.*

<sup>315</sup> Bulletin de renseignement quotidien de la CIA du 14 octobre 1951, cité dans Franck Mirmont., *op. cit.*, p. 51.

*militaire français, spécialiste de la Chine, a ajouté qu'il avait appris la présence de 15000 soldats réguliers de la Chine communiste*<sup>316</sup>.

Le 19 janvier 1952 dans un bulletin quotidien l'agence ajoute que :

*Toutes les sources fiables indiquent qu'il n'y a aucune unité chinoise combattante en Indochine*<sup>317</sup>.

De telles informations contradictoires ne peuvent que renforcer la méfiance de la CIA à l'égard des informations pouvant émaner des services français opérant au Tonkin, qui semble-t-il, ont tendance à présenter la situation de manière à laisser présager une implication chinoise. Dans une note du 24 janvier 1952, la CIA reporte que :

*Les services de renseignement français d'Hanoi estiment que la présence de près de 60 000 soldats réguliers chinois est confirmée dans la région entre Nanning et Pingsiang, la passe la plus facile d'accès pour pénétrer en Indochine.*

Et de rajouter : *de nombreux rapports faisant état d'un renforcement des forces chinoises communistes dans la région frontalière n'ont pas été confirmés*<sup>318</sup>.

La méfiance des autorités américaines à l'égard des Français était donc également une attitude fondamentale dans la relation qui les unissait. Par conséquent il n'est pas surprenant de voir apparaître dans les *Pentagon Papers* la manipulation informationnelle française comme un facteur de l'enlèvement américain au Vietnam :

*The US policymaking machinery was highly vulnerable to spoofing, on at least three counts [...] dependence on official French sources for intelligence and other information was potentially misleading 3) reliance on the high level*

---

<sup>316</sup> Bulletin de renseignement quotidien de la CIA du 12 janvier 1952, cité dans Franck Mirmont., *op. cit.*, p. 58.

<sup>317</sup> Bulletin de renseignement quotidien de la CIA du 19 janvier 1952, cité dans Franck Mirmont., *op. cit.*, p. 60.

<sup>318</sup> Bulletin de renseignement quotidien de la CIA du 24 janvier 1952, cité dans Franck Mirmont., *op. cit.*, p. 62.

*mission technique for gathering information to be used as a direct input to policy decision proved unsatisfactory*<sup>319</sup>.

*MAAG officers were not given the necessary freedom to develop intelligence information on the course of the war, information supplied by the French was limited, often unreliable, or deliberately misleading*<sup>320</sup>.

Finalement, une analyse présente dans les *Pentagon Papers* illustre de manière éloquente l'inconfort général qui régnait chez les Américains au sujet de leur collaboration avec les Français :

*A reading of the NSC memorandum and the France-American diplomatic dialogue of the time indicates that Washington kept its eye on the ultimate goal of the decolonization of Indochina. Indeed, it was uncomfortable in finding itself –forced by the greater necessity of resisting Vietminh communism- in the same bed as the French*<sup>321</sup>.

### **III) Les liaisons dangereuses de la CIA**

Nous l'avons vu, les réticences françaises se nourrissent à la fois du souvenir de la douloureuse période du retour de la France dans la péninsule, et de l'impression d'une volonté américaine de les évincer. De fait, cette perception n'est pas injustifiée. Les Américains maintiennent bien leur objectif ultime de la décolonisation de la péninsule, le nationalisme étant vu comme le meilleur rempart face au communisme. Dans cette mesure, la persistance de l'option nationaliste tout au long de la guerre amène la CIA à multiplier les manœuvres occultes dans le but de développer une troisième voie contre les communistes et les Français. Derrière ces actions, il faut par ailleurs voir une réelle volonté de remplacer les Français qui s'affirme à mesure que le conflit avance et que l'insatisfaction envers la conduite de la guerre grandit. La CIA s'attachera donc à développer de nombreux relais d'influence favorables à la vision américaine en

---

<sup>319</sup> Pentagon Papers Part IV A2. Aid for France in Indochina 1950-1954, pp. 18-19.

<sup>320</sup> Pentagon Papers Part II. US involvement in the Franco-Viet Minh War 1950-1954, A-38, p. 45.

<sup>321</sup> *Ibid.* p. 44.

soutenant des forces politiques nationalistes hostiles à Bao Dai et aux communistes. Si le parti Dai Viet fait partie de ces relais<sup>322</sup>, le clan Ngo en représente le plus réussi, puisqu'il prendra le pouvoir après le départ des Français. De Ho Chi Minh à Ngo Dim Diêm, les Américains ne sont pas étrangers à la montée au pouvoir de leaders souhaitant le départ des Français. Au-delà des forces politiques institutionnelles, la CIA essaiera également de s'accorder les faveurs des sectes, qui sont aussi utilisées par les Français dans leur effort de pacification. La concurrence pour l'obtention de la loyauté de ces groupuscules débouche ainsi sur un conflit larvé entre Américains et Français en 1955, connu sous le nom de « guerre des sectes ».

#### A. Le clan Ngo

La première composante de la troisième force que les États-Unis voulaient susciter s'organisait autour de Diêm et de son mentor le prince Cuong Dê.

Cuong Dê (1882-1951) est l'oncle de Bao Dai et représente une aile traditionnaliste du nationalisme vietnamien, plutôt favorable aux Japonais. Il est d'ailleurs retiré au Japon depuis 1915. Il avait soutenu l'occupation japonaise en pensant y voir la fin de l'occupation française<sup>323</sup>. Pourtant, en 1945 les Japonais lui avaient préféré Bao Dai car il était jugé trop vieux et trop nationaliste. Diêm était en effet plus modéré dans son positionnement politique. Depuis 1949 il militait pour un régime parlementaire où l'Empereur n'avait qu'une fonction symbolique, tandis que le Vietnam aurait un statut équivalent à celui de *dominion* du *Commonwealth* dans sa relation avec la métropole. Il avait néanmoins rompu avec Bao Dai à l'occasion du traité de Paris, jugé trop défavorable au Vietnam. Diêm avait contacté Cuong en 1943 et le rencontra de nouveau au Japon à l'été 1950. C'est à l'occasion de cette visite en juillet-août 1950 que Diêm rencontra un jeune politologue américain de l'université du Michigan, Wesley Fishel qui voyait dans le nationalisme le seul rempart au communisme pour les pays colonisés ou en voie de décolonisation<sup>324</sup>. L'université de Fishel finança le voyage de Diêm aux États-Unis en septembre 1950 accompagné de

---

<sup>322</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 159.

<sup>323</sup> *Ibid.* p. 162.

<sup>324</sup> *Ibid.* p. 159.

son frère Ngô Đình Thuc<sup>325</sup>. Ce dernier était l'évêque de Vinh Long en Cochinchine. Le catholicisme représentait un atout pour le clan Ngô, car les membres de l'Agence stationnée à Saigon étaient souvent des catholiques qui répugnaient « collaborer avec des infidèles »<sup>326</sup>. Fishel leur fit alors rencontrer des responsables de la direction Asie du Département d'État, notamment son directeur William Lacy. La première impression des responsables américains n'était pas très favorable. En effet, l'attitude très critique de Diêm envers les Français contrastait avec l'optimisme de la direction Asie au moment où les Français mettaient en place une armée vietnamienne et semblaient donner plus d'autonomie aux Etats-associés<sup>327</sup>.

Ce voyage allait néanmoins profiter à Diêm grâce aux relations du clan Ngo. Son frère avait étudié à Rome au Collegium Augustinum avec le futur cardinal Francis Spellman, alors archevêque de New-York et aumôniers des armées américaines<sup>328</sup>. Dinh présenta son frère à Spellman et il semble que l'entente entre les deux fut tout de suite bonne. Il lui offrit l'hospitalité dans son monastère du New-jersey. Il y resta jusqu'en mai 1953. A partir de 1951, Diêm devint consultant au département de sciences politiques de l'université du Michigan<sup>329</sup>. C'est au cours de ces années que des connections clés se mettent en place. Au printemps, le père Raymond de Jaegher présenta Diêm à William Donovan, le fondateur de l'OSS<sup>330</sup>. Le 7 mai 1953 les efforts de Diêm pour plaider sa cause l'amènent à présenter son « programme » lors d'un déjeuner avec Spellman, les sénateurs démocrates John Kennedy et Mike Mansfield, le représentant Clement Zablocki, le diplomate Gene Gregory et le juge à la Cour suprême William Douglas<sup>331</sup>. Tous étaient catholiques. Dans le même temps, les autres frères Ngo promouvaient la carrière politique de Diêm au Vietnam. Ngo Dinh Nhu devenait ainsi le principal contact politique de la CIA à Saigon<sup>332</sup>.

Ainsi, alors même que les États-Unis s'étaient rangés derrière « la solution Bao Dai » et le pressait de prendre la tête d'une croisade contre le communisme, ils

---

<sup>325</sup> *ibid.*

<sup>326</sup> John Prados, *Safe for democracy : the secret wars of the CIA*, Chicago : Ivan R. Dee, 2006, pp. 140-141.

<sup>327</sup> Thomas L. Ahern, Jr, *The CIA and the House of Ngo. Covert action in South Vietnam 1954-1963*, Center for the Study of Intelligence, Central Intelligence Agency, déclassifié le 19 février 2009, p. 10.

<sup>328</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 162.

<sup>329</sup> *Ibid.*

<sup>330</sup> *Ibid.* p. 162.

<sup>331</sup> Thomas L. Ahern, Jr., *op. cit.*, p. 9.

<sup>332</sup> *Ibid.* p. 21.

donnaient des espoirs et des ressources à ses adversaires. Du point de vue des objectifs de l'Agence, cette conduite était rationnelle. Si l'objectif était la défaite du Vietminh et que le nationalisme en était la clé, alors peu leur importait la personnalité des futurs dirigeants du Vietnam. Il était donc nécessaire de diversifier ses atouts, d'autant plus que Bao Dai n'était pas si populaire.

Quand les Français furent défaits à Dien Bien phu, Washington chercha un homme capable de gouverner la partie du Vietnam qui pouvait encore être sauvée du communisme. En fait, dès 1953 quand les Français avaient accepté le principe d'une négociation sur le Vietnam, les Américains envisageait la possibilité d'un abandon de l'Indochine, et début 1954 la CIA et l'administration Eisenhower considéraient sérieusement de remplacer les Français. Par son lobbying aux États-Unis, Diêm apparaissait donc comme le candidat désigné.

L'action de la CIA au Vietnam à cette période était motivée par une stratégie d'endiguement du communisme par du *nation building* porté par des opérations clandestines<sup>333</sup>. Cette politique au Vietnam prit deux directions. D'abord il fallait relancer les opérations clandestines unilatérales au Vietnam. En effet, depuis 1953, la section des opérations clandestines de la station de Saïgon avait été suspendue après des pressions du Département d'État à la suite d'une opération paramilitaire de la CIA contre le Vietminh à Hanoi que l'Agence n'avait pas fait autoriser par les Français et que ces derniers avaient dénoncée<sup>334</sup>. Au printemps 1954, la station de Saïgon était donc encore orientée vers la coopération avec les services français même si elle maintenait une action de collecte de renseignements unilatéral- c'est-à-dire, non approuvée et connue des Français-<sup>335</sup>. À ce moment la station de la CIA reçut donc l'autorisation de recommencer l'évaluation directe de politiciens nationalistes. Le programme était revitalisé par l'affectation de Paul Hardwood en avril 1954 sous la direction du chef de poste Emmett McCarthy<sup>336</sup>. La deuxième étape avait été lancée en janvier 1954 à l'occasion d'une réunion du National Security Council. Un participant avait suggéré que le « faiseur de roi », le Colonel Edward Lansdale de l'US Air Force,

---

<sup>333</sup> *Ibid.* p. 14.

<sup>334</sup> *Ibid.*

<sup>335</sup> *Ibid.*

<sup>336</sup> *Ibid.* p. 15.

soit missionné pour réitérer au Vietnam son travail aux Philippines, où il avait mis au pouvoir Ramon Magsaysay<sup>337</sup>. La NSC a approuvé cette affectation au même moment où Hardwood arrivait à Saigon. Lansdale le rejoint en juin, assigné officiellement comme *Assistant Air attaché*. Son affectation officieuse était le fait du secrétaire d'État John Foster Dulles et de son frère, Allen, DCI, en tant que *Chief of a Second Station*, indépendamment de McCarthy à Saigon ou du chef de la section de l'Extrême-Orient, mais reportant directement à Allen Dulles<sup>338</sup>. Les deux équipes – de Lansdale et de Hardwood – devaient travailler directement avec les Vietnamiens afin de consolider le nouveau gouvernement – Diêm ayant été nommé Premier Ministre le 18 juin 1954 –, tandis que McCarthy devait réorienter ses efforts de la coopération avec les Français vers la collaboration avec les nouveaux services de renseignements vietnamiens<sup>339</sup>. Hardwood a alors assuré le frère de Diêm, Nhu, que les États-Unis le soutiendraient au poste de Premier ministre. Au même moment, Diêm se montrait de plus en plus favorable aux propositions de Lansdale d'être son conseiller officieux.

Il reste également à savoir quelle était la relation de la CIA avec Bao Dai et le rôle qu'elle a pu jouer dans la nomination de Diêm comme chef du gouvernement. Certains considèrent en effet que Bao Dai aurait nommé Diem après, à l'instigation de l'Agence. John Anderton, le successeur de McCarthy comme chef de poste à Saigon, pensait que les Français avait promu la candidature de Diêm « avec le soutien et le concours des États-Unis », et que les Français ne se seraient retournés contre Diêm que lorsqu'ils se sont rendus compte qu'il serait moins malléable que son prédécesseur<sup>340</sup>. Deux subordonnés de Anderton pensaient le contraire : que les Français n'auraient accepté la solution Diêm qu'après de longues insistances américaines<sup>341</sup>. Le rôle de l'Agence n'est clair dans aucun cas, mais il est certain que Diêm était leur atout principal pour prendre la main en Indochine. En réalité, il semblerait que les Français et Dulles aient conclu au même moment qu'il n'y avait pas d'alternative à Diêm<sup>342</sup>. Or cette absence d'alternative était nourrie par le soutien accordé par les États-Unis à Diêm au cours des années 1950.

---

<sup>337</sup> *Ibid.*

<sup>338</sup> *Ibid.*

<sup>339</sup> *Ibid.* p. 16.

<sup>340</sup> *Ibid.* p. 24.

<sup>341</sup> *Ibid.*

<sup>342</sup> *Ibid.*

## B. La guerre des sectes

Dans la stratégie de diversification des relais d'influence pour la création d'une troisième force, les Américains tentent également de s'assurer de la loyauté des sectes confessionnelles. Les sectes sont surtout présentes au sud du Vietnam, et des propres mots du Général Ely, donnent à la lutte contre le Vietminh, « *une physionomie assez originale et pittoresque*<sup>343</sup> ». On dénombre deux sectes réellement confessionnelles, les caodaïstes et les Hoa Hao, auxquelles on ajoute un groupe criminel, les Binh Xuyen. Elles sont initialement favorables au Vietminh au printemps 1945, mais en raison de leur volonté d'autonomie et de préservation de leur pouvoir, changent de camp et rejoignent les Français dans le combat contre le Vietminh au cours des années 1947-1948.

La secte Hoa Hao est fondée en 1939 par Huynh Phu So, surnommé le « bonze fou », et mêle bouddhisme, magie et nationalisme. Cette secte s'appuie principalement sur les populations rurales pauvres de la Cochinchine. On estime ses adeptes à environ 800 000, surtout à l'Ouest de la région<sup>344</sup>. Initialement, la secte soutient Cuong De et les Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale, puis collabore avec le Vietminh. Le 17 mars 1947, à la suite de l'assassinat du leader de la secte par le général vietminh responsable de la Cochinchine, la secte rejoint les Français. En échange d'une complète autonomie au sein de leur fief rural, les Hoa Hao dirigés par Van Soai coopèrent avec les Français en fournissant des troupes supplétives<sup>345</sup>. Les conflits et rivalités entre les différents courants de la secte font qu'elle n'aura jamais d'envergure nationale.

Les caodaïstes étaient au contraire d'une grande cohésion. La secte a été créée au début des années 1920 et se caractérise par un syncrétisme religieux entre bouddhisme, spiritisme et influences occidentales dont le christianisme<sup>346</sup>. La secte dispose d'une très bonne organisation hiérarchisée bâtie sur le modèle de l'Église catholique. Ils ont ainsi un Pape, Pham Cong Tac, et un Saint-Siège à Tay Ninh dans l'ouest de la Cochinchine<sup>347</sup>. La secte a une audience plus diversifiée que les Hoa Hao, puisqu'elle

---

<sup>343</sup> Paul Ely, *Mémoires. L'Indochine dans la tourmente*, Paris, Plon, t. I, 1964, p. 286.

<sup>344</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 160.

<sup>345</sup> Ivan Cadeau, « Sud-Vietnam, printemps 1955 : la « guerre des sectes » à travers les archives du service historique de la défense », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2019/1 (N° 273), p. 55.

<sup>346</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 160.

<sup>347</sup> *Ibid.*



recrute aussi bien dans les villes que les campagnes, et en 1950 elle dispose d'1 million 500 000 membres<sup>348</sup>. De la même manière que les Hoa Hao, la secte soutien Cuong De et collabore avec les Japonais, puis avec le Vietminh. Le ralliement de la secte aux autorités coloniales est effectif au printemps 1947, un an après que leur Pape a été libéré de sa déportation à Madagascar pour collaboration avec les Japonais par les Français<sup>349</sup>. Le CEFEO entretient de véritables relations féodales avec les caodaïstes, étant donné que selon leur accord de 1947 la secte perçoit directement les impôts des régions sous son contrôle<sup>350</sup>. En mai 1954 une partie des caodaïstes favorables à Bao Dai rejoint l'armée nationale vietnamienne sous le nom de « forces caodaïstes nationalistes » sous le commandement de Trinh Minh The et Nguyen Thanh Phuong, par opposition aux « forces caodaïstes libres » dépendantes du Pape<sup>351</sup>.

Les Binh Xuyen apparaissent aussi dans les années 1920 et tirent leur nom d'un village situé au sud de Cholon, la « ville jumelle de Saigon »<sup>352</sup>. C'est avant tout une bande criminelle qui tire ses revenus et son influence des taxes imposées aux populations ainsi que des jeux dans les établissements qu'ils contrôlent à Cholon et leur monopole sur le trafic d'opium<sup>353</sup>. Leur chef est Le Van Vien, un délinquant de droit commun. Il est libéré en 1945 des prisons françaises. Initialement il parvient à conserver une certaine autonomie vis-à-vis du Vietminh, mais au début de l'année 1948 il se rapproche des autorités coloniales<sup>354</sup>. En septembre 1948 une convention est signée. Les Binh Xuyen sont armés par les Français et doivent assurer le maintien de l'ordre dans Saigon et Cholon<sup>355</sup>. Ils sont loyaux à Bao Dai, qui en échange nomme les principales figures de l'organisation à des postes clés. Lai Van Sang est ainsi directeur de la police et de la sûreté vietnamienne au mois de mai 1954<sup>356</sup>. À la fin de la guerre, Lai Van Vien « *navigue avec aisance entre le Cabinet impérial, les autorités vietnamiennes et le commandement français* »<sup>357</sup>. Par ailleurs, il faut noter que le monopole des Binh Xuyen

---

<sup>348</sup> *Ibid.*

<sup>349</sup> Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 54.

<sup>350</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 160.

<sup>351</sup> Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 55.

<sup>352</sup> *Ibid.*

<sup>353</sup> *Ibid.*

<sup>354</sup> Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 55.

<sup>355</sup> *Ibid.*

<sup>356</sup> *Ibid.* p. 56.

<sup>357</sup> SHD, GR 10R 96. Base « 40 ». Section : 41.2. Poste : Toto. Réponse de Ébène à Urbain. XI. Référence : votre demande verbale du 21 mai 1953. Note sur les Binh Xuyen. Cité dans Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 56.

sur la distribution de l'opium dans la région de Saigon est possible grâce au SDECE et à son opération X notoirement connue. « L'opération X » du SDECE par l'intermédiaire des GCMA consiste au financement du service en Indochine par le trafic d'opium. La drogue provient des maquis montagnards Méos et Thaïs. Une partie de la récolte est transférée par le GCMA des hauts plateaux vers Saigon où les Binh Xuyen l'achètent et l'écoulent<sup>358</sup>.

Au cours du conflit les Américains tenteront de développer des relations avec ces organisations. Les contacts avec les Hoa Hao sont plutôt limités. Seul Tran Van An, un dirigeant dissident et plutôt marginal crée un hebdomadaire publié en vietnamien par l'ambassade américaine, le « Dai Dong Â », le « grand Est asiatique »<sup>359</sup>. Les contacts avec les caodaïstes sont plus fructueux. Les hommes de confiance de l'ambassade étaient Tran Van Tuyan et Trinh Minh The, dirigeants du parti nationaliste vietnamien, (Vietnam Phuc Quoc Hoi) qui était une filiale de la secte mais formellement indépendant. L'arrangement entre la secte et le parti permettait à ce dernier d'attaquer Bao Dai au nom d'un nationalisme intransigeant tandis que Pham Cuong Tac observait une réserve de façade<sup>360</sup>. En juin 1951 Trinh Minh The s'écarte davantage de la secte en créant sa propre armée séparée des forces caodaïstes afin de lutter contre les communistes et les Français. En Juillet, il organise l'assassinat du général Chanson, commandant du CEFEO en Cochinchine puis multiplie les attentats à la bombe à Saigon<sup>361</sup>. On considère que les contacts entre l'ambassade et Trinh Minh The remontent « probablement à la fin 1951 »<sup>362</sup>, quand les Américains lui fournissent un émetteur radio clandestin. De plus, selon Jean Lartéguy, un membre de l'USIS aurait fourni des explosifs aux troupes de Trinh<sup>363</sup>.

Si les contacts ne donnent pas de résultats probants, il faut toutefois noter la concurrence franco-américaine pour la loyauté des sectes. Quand en 1954-1955 les

---

<sup>358</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 108.

<sup>359</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 160.

<sup>360</sup> *Ibid.* p. 161.

<sup>361</sup> *Ibid.*

<sup>362</sup> Laurent Césari., *op. cit.*, p. 161.

<sup>363</sup> Lartéguy cité par Sergei Blagov, *Honest mistakes : the life and death of Trinh Min Thê (1922-1955) : south Vietnam's alternative leader*, Huntington, NY, nova science publisher inc, 2011, p. 35, cité dans Laurent Césari., *op. cit.*, p.161.

Français commencent à partir d'Indochine et que les Américains tentent de consolider le pouvoir de leur nouvel homme fort, Ngo Dinh Diem, les sectes vont devenir un reliquat d'influence française à éliminer. L'épisode est connu sous le nom de « guerre des sectes ».

En 1954, les sectes sont toujours loyales à Bao Dai bien qu'il soit exilé en France. Par ailleurs, le CEFEO conserve par ses blindés et son aviation une force considérable et reste très présent pour la gestion des réfugiés. L'importance des sectes est considérable, on considère que sur la population totale de l'Indochine (six millions de personnes en août 1954), les zones contrôlées par les sectes en regroupent un sixième. Leur puissance militaire est estimée à 40 000 combattants<sup>364</sup>. Les chefs des sectes perçoivent les accords de Genève et la fin des hostilités comme une menace à la puissance militaire, or celle-ci était le garant de leur influence politique et économique. Dans ces conditions, les sectes sont hostiles au gouvernement de Diêm et très peu intègrent l'armée nationale vietnamienne. Les relations se dégradent progressivement et le 22 février 1955 les sectes se réunissent en « front unifié » et rejettent l'offre d'union proposé par Diêm. Ce dernier, constatant que les sectes ne se rangeaient pas de son côté, et conseillé par la CIA qui y voit une menace pour le nouvel homme fort du Vietnam anticommuniste, s'engage dans un conflit ouvert avec les sectes à partir de mars 1955. Les combats se poursuivent jusqu'en mai 1955, date à laquelle Diêm semble vainqueur et son pouvoir renforcé.

Dans l'historiographie américaine la France est responsable des événements du printemps 1955. Dans le but de conserver ses intérêts dans la péninsule, elle aurait secrètement aidé les sectes pour combattre le gouvernement de Saigon, et donc l'implantation des Américains. Stanley Karnow, écrit donc que « les Français, ouvertement favorables aux Binh Xuyen leur fournissaient des informations <sup>365</sup> ». John Prados ira même jusqu'à dire que les sectes opposées à Diêm « étaient toutes armées et payées par les Français <sup>366</sup> ».

La réalité est beaucoup plus nuancée. Le CEFEO cesse de fournir officiellement des armes et des munitions aux sectes dès août 1954 en vertu des accords de Genève, et à

---

<sup>364</sup> Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 58.

<sup>365</sup> Stanley Karnow, *Vietnam. Le premier récit complet des guerres du Vietnam*, Paris, Presses de la Cité, coll. « Document », 1984, p. 127. Cité dans Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 57.

<sup>366</sup> John Prados, *La Guerre du Vietnam*, Paris, Perrin, 2011, p. 86.

partir de février 1955 cesse de verser les soldes aux supplétifs<sup>367</sup>. De plus, il apparaîtrait qu'il y ait eu une volonté officielle des autorités locales de s'éloigner des sectes. Le 3 mai 1955, de son maquis, le chef des Binh Xuyen écrit ainsi au général Ely :

*Nous sommes aujourd'hui dans une situation critique. [...] À diverses reprises, vous nous aviez fait connaître que nous avions votre appui. Jusqu'à présent cet appui ne s'est pas concrétisé d'une façon matérielle car c'est une question de vie ou de mort, non seulement pour notre personne, mais surtout pour celle des milliers de combattants et leurs familles qui nous ont suivis et qui sont fidèles à l'amitié française. Je viens en conséquence, mon général, vous demander de vouloir bien nous accorder l'appui matériel que nous avons demandé à plusieurs reprises mais sans succès. [...]. Je tiens à vous répéter que nous travaillons pour la même cause et c'est une question de vie ou de mort, car Ngo Dinh Diêm est aidé par les Américains et j'estime légitime de faire appel à votre aide que nous espérons égale à celle faite par les Américains à Diêm*<sup>368</sup>.

À la fin du mois de mai 1955, Le Van Vien, s'adressant cette fois au général Gambiez lui écrit :

*Bientôt deux semaines vont passer. Nous n'avons pas eu de vos nouvelles, ni de liaison. Ce silence que j'espère momentanée me donne non moins de soucis*<sup>369</sup>.

Cependant, l'attitude des Français n'en est pas moins ambiguë. L'ordre donné par le Général Jacqot dans la nuit du 30 mars 1955 de supprimer le ravitaillement en munitions et en essence aux forces armées vietnamiennes a été perçu comme une trahison et une volonté de soutenir les mouvements confessionnels<sup>370</sup>. De plus, les tentatives françaises de médiation pour établir une démarche commune auprès de Bao Dai sont perçues par les Américains comme un moyen de maintenir leur influence voir de remettre au pouvoir des francophiles. «*Il est clair* [, note le rapporteur de la réunion

---

<sup>367</sup> Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 68.

<sup>368</sup> SHD. GR 1 K 540/17. Zone de libération. Lettre du général Le Van Vien au général Ely, 3 mai 1955. Cité dans Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 67.

<sup>369</sup> SHD. GR 1 K 540/17. État du Vietnam. Général Le Van Vien. Commandant en chef des Binh Xuyen à monsieur le général Gambiez, 31 mai 1955 cité dans Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 67.

<sup>370</sup> Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 64.

Ely-Collins du 5 avril 1955,] *que l'on y voit une tentative de notre part de retour "au bon vieux temps du colonialisme"*<sup>371</sup> ».

Finalement, la collaboration entre certaines personnalités françaises et des sectes est confirmée à l'automne 1954. Le capitaine Jean Ferrandi témoigne ainsi que :

[Salan] *aurait encore voulu faire quelque chose pour sauver un peu de cette présence française au Sud-Vietnam [...]. Les intrigues succédaient aux intrigues. Avec les généraux, des sectes et les services spéciaux, la résidence du général Salan devenait un peu une maison de complots où on parlait derrière les portes des conditions dans lesquelles on pouvait se débarrasser du nouveau Président qui paraissait résolu à consacrer le départ définitif de la France. Mais chacune de ces tentatives était très vite éventée et ne tardait pas à parvenir aux oreilles du général Ely, qui entendait bien appliquer sans entraves la politique que lui avait fixée le gouvernement de Paris*<sup>372</sup>.

Les dires du colonel Leroy, ancien chef des Unités Mobiles de Défense de la Chrétienté nommé au mois d'août 1955 inspecteur des troupes supplétives non confessionnelles, semblent corroborer les propos de Ferrandi. Peu avant son départ d'Indochine, Salan lui aurait déclaré : « *Il faut coûte que coûte que nous maintenions le Sud-Vietnam aux côtés de la France. C'est là et uniquement là que se situe son avenir*<sup>373</sup> ». Il semblerait donc que l'attitude des Français en Indochine soit partagée entre deux camps. D'une part, ceux qui comme Ely appliquent les directives métropolitaines à la lettre, c'est-à-dire, le désengagement à tout prix, et d'autre part, ceux incarnés par Salan et des membres du SDECE qui désiraient voir l'Indochine rester dans le giron français. Ce n'est pas sans rappeler les événements troubles de la fin de la guerre d'Algérie, où l'on retrouvera Salan à la tête de l'OAS.

---

<sup>371</sup> SHD, GR 1K 233/41. Entretien du 5 avril 1955, cité dans Ivan Cadeau., *op. cit.*, p. 65.

<sup>372</sup> Jean Ferrandi, *Les Officiers français face au Vietminh 1945-1954*, Paris, Fayard, p. 259.

<sup>373</sup> Jean Leroy, *Fils de la rizière*, souvenirs recueillis par Pierre Démaret, Paris, Robert Laffont, coll. « Vécu », 1977, p. 262.

L'Indochine est donc le théâtre d'une coopération sous le sigle de la méfiance cordiale entre les Français et les Américains. Alors même que ces derniers prennent mécaniquement une place toujours plus importante dans les différents aspects du conflit et que les contacts augmentent, les Français n'oublieront jamais le douloureux souvenir du rétablissement de la souveraineté française dans la péninsule et l'hostilité des membres de l'OSS à cette entreprise. Au-delà des divergences d'intérêts nationaux et de leur primauté dans une alliance de circonstance, ce sont donc les inimitiés personnelles qui s'accumulent pour donner une méfiance institutionnalisée au niveau des îlots militaires de l'archipel du renseignement en Indochine. Les Américains en sont conscients, et déplorent la médiocrité de leurs rapports, mais ne cachent pas non plus leur inconfort à l'idée de travailler avec les Français, et plus tard, leur volonté de les remplacer dans un Vietnam indépendant. Cette méfiance cordiale qui obscurcit le tableau de la coopération pourtant fructueuse entre les centrales et dans les forums multilatéraux prend même la forme d'une concurrence clandestine pour le renseignement et l'influence, dont l'apogée est la guerre des sectes qui oppose les anciens relais et partenaires des services français au nouvel homme fort des Américains qui doit remplacer Bao Dai dans le Vietnam indépendant. C'est donc un grand jeu de dupes qui semble se dérouler durant le conflit, chacun ne faisant pas confiance à l'autre, sachant pertinemment que leurs intérêts divergent, mais pourtant obligés de travailler ensemble.

## CHAPITRE 6

### *L'Indochine, laboratoire franco-américain de la guerre contre-révolutionnaire*

Les Services Action américains et français ont très bien coopéré dans le domaine de la contre-insurrection. De la même manière que dans les échanges de renseignements, l'Indochine devient la pièce centrale d'un dispositif interallié pour la circulation des informations et stratégies contre la Chine, au niveau de la guerre irrégulière, l'Indochine est également une plateforme de circulation des savoir-faire entre alliés, et en particulier entre Français et Américains.

Mais ici encore, la perception des intérêts nationaux, les divergences politiques, stratégiques, même bureaucratiques et personnelles empiètent sur des relations techniques fructueuses. Dès lors, bien que la méfiance française envers la volonté - supposée ou réelle- des Américains de les remplacer les tiennent à distance des opérations clandestines au début du conflit, ces derniers gagnent une place de plus en plus importante dans la pacification, au point d'être un partenaire indispensable. La guerre irrégulière française menée par les services secrets est financée, équipée, observée par les Américains. Elle reprend certains de leurs concepts et doctrines, pour finalement être supplantée par eux dans une dynamique paradoxale de liquidation de l'héritage colonial mais également d'emprunts de certains savoir-faire. Une analyse du SDECE résume bien l'attitude générale qui régnait chez les Français. Le SDECE souligne d'abord les avantages de l'association aux Américains, car la France pourrait bénéficier de « *l'expérience approfondie des méthodes et procédés d'action psychologiques, de ses moyens matériels et de son personnel* » pour ensuite rappeler que « *dans tous les cas connus où les Américains financent une opération dans laquelle leurs services spéciaux entrent en jeu, ils en prennent tôt ou tard la direction effective* »<sup>374</sup>.

---

<sup>374</sup> SHD 10H346, « Action psychologique au Vietnam en collaboration avec les USA », 30 novembre 1954, cité dans Élie Tenenbaum, *Partisans et centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2018, p. 163.

Ce chapitre cherche donc à retracer la coopération franco-américaine dans le domaine de la contre-insurrection menée par les services actions du SDECE et de la CIA. Dans cette perspective, il s'agit de mettre en avant l'intensité des relations qui lient les deux centrales, mais également l'ambivalence de ces dernières, oscillant entre franche coopération, réticences et volontés de marginalisation.

## I) Une « intrusion américaine » dans la pacification française ?

### A. Les origines ambiguës des contres-maquis 1945-1950

Avec la reconnaissance de Bao Dai et l'octroi de l'aide par Truman la MAAG s'installe en Indochine. Sur le modèle de ce qui avait été fait en Grèce et en Chine<sup>375</sup>, les États-Unis souhaitent compléter leur assistance et la formation des troupes vietnamiennes par des opérations de contre-guérilla. Cette volonté est d'autant plus forte que les États-Unis perçoivent l'effort français comme décalé par rapport aux nécessités du terrain, et contre-productif. Le conseiller de Dean Acheson, Philip Jessup, note ainsi dans son compte-rendu de sa tournée asiatique d'avril 1950 : « *Un meilleur usage doit être fait des compétences acquises dans les tactiques de guérilla au cours de la dernière guerre [...] les Français reproduisent les mêmes erreurs que le général Braddock au cours des guerres franco-indiennes* <sup>376</sup> ». C'est ainsi que les Américains proposent d'activer des contre-maquis au Tonkin dans une opération conjointe franco-américaine.

Au début de l'année 1950, la CIA, par l'intermédiaire du colonel Lansdale, prit contact avec le Haut-Commissaire Pignon afin de répliquer l'expérience américaine des Philippines où Lansdale avait été particulièrement efficace pour réprimer le terrorisme. Il a ainsi proposé à Pignon de monter en Indochine un Service Action sous sa direction avec des moyens américains<sup>377</sup>. La proposition a été refusée. À l'été 1950, le représentant américain à Saïgon, Edmond Gullion, réitère la proposition de formation de « forces vietnamiennes non régulières » afin de « donner substance à l'idée que

---

<sup>375</sup> Élie Tenenbaum, *Partisans et centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2018, p. 143.

<sup>376</sup> FRUS, 1950 vol VI : *East Asia and the Pacific*, oral report by ambassador at large philip C. jessup upon his return from the East, 3 avril 1950 pp. 70-71.

<sup>377</sup> Roger Trinquier, *Les maquis d'Indochine, 1952-1954*, FeniXX réédition numérique. Édition du Kindle, 2017, p. 38.



l'Indochine mène une guerre du peuple contre le communisme<sup>378</sup>». La CIA missionne alors un avocat franco-américain, Thibault de Saint-Phalle (il avait été formé par l'OSS pour être parachuté en France mais avait finalement été envoyé en Chine) afin de mettre au point un protocole avec le Haut-Commissaire Pignon sur l'action clandestine en Indochine<sup>379</sup>. Arrivé à l'automne 1950 sous couvert de la mission économique, Saint-Phalle reçoit cette fois l'accord de Pignon pour réaliser une étude de faisabilité avec le lieutenant-colonel Jean Carbonel<sup>380</sup>. Jean Carbonel avait par ailleurs déjà travaillé sur la possibilité d'utiliser les minorités ethniques comme troupes irrégulières sur les arrières Vietminh<sup>381</sup>. En Novembre 1950, Saint-Phalle reprend le concept de Carbonel et propose à Pignon de construire un « centre d'instruction américain » pour y former les futurs cadres des troupes irrégulières issues des populations montagnardes<sup>382</sup>. Bien que Pignon se soit montré réticent, il semble que le projet ait été soutenu par Bao Dai. Il débouche en décembre 1950 sur la signature d'un accord tripartite pour la création d'un centre de contre-guérilla au Cap Saint-Jacques sous le nom de « École de police, de génie rural et d'éducation physique »<sup>383</sup>. Cet accord est assorti de la promesse d'y associer des instructeurs français en dépit du fait que « *l'École du Cap Saint-Jacques [...] passerait sous direction américaine et fonctionnerait avec des cadres américains, et même sous le drapeau américain*<sup>384</sup> ». En décembre 1950, Saint-Phalle est remplacé par le colonel Merritt Booth de la CIA qui a pour mission de définir les concepts d'emploi de ces forces en coordination avec l'État-major des troupes aéroportées d'Indochine (TAPI) sous le commandement du Colonel de Bollardièrre<sup>385</sup>. Dans cette perspective, Booth réalise un travail de prospection pour attirer des anciens du Service Action et contacter des chefs de minorité. Paul Aussaresses raconte que Booth « *avait recensé les officiers français ayant appartenu à un Service Action interallié et se*

<sup>378</sup> NARA, RG59 CDF, box 3690, 751 G.5 MAP/6-2050, telegramn°492 20 juin 1950, cité dans Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p.143 et FRUS, 1950 vol VI, *East Asia and the Pacific*, State to the legation at Saigon, 1<sup>er</sup> juillet 1950 p. 834.

<sup>379</sup> Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p.143 et Roger Trinquier., *op. cit.*, p. 38.

<sup>380</sup> Thomas de Saint Phalle, *Saint, Sinners and Scalawags. A lifetime in stories*, brookline NH hobblebush books, 2004, p. 304.

<sup>381</sup> SHD 10H 2286 « Compte rendu sur les possibilités d'organisation des partisans », 17 novembre 1947, cité dans Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 144.

<sup>382</sup> SHD 10H 608 extrait d'une lettre de M. du Gardier à M. Baeyens, directeur d'Asie -Océanie », 17 novembre 1950 p. 2, cité dans Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 144.

<sup>383</sup> AN Papiers Letourneau, 96AJ/13 « Télégrammes de Pignon à Letourneau », 16, 17, 24 novembre, 9 et 11 décembre 1950, cité dans Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 144.

<sup>384</sup> Roger Trinquier., *op. cit.*, p. 39.

<sup>385</sup> Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 144.

trouvant en service en Indochine », et que « tout le monde marchait car on y voyait la promesse d'une abondance de moyens que n'avait pas l'armée française en Indochine<sup>386</sup> ». À l'issue de ce travail de prospection, Booth soumet à l'État-major du CEFEO un mémorandum de six pages sur « l'organisation des forces spéciales anti-communistes en Indochine sous les auspices des États associés, de la France et des États-Unis »<sup>387</sup>. Le document y décrit une véritable opération irrégulière interalliée d'une envergure comparable à celles de la Seconde Guerre mondiale<sup>388</sup>. Cependant, la nomination de De Lattre en tant que Haut-Commissaire et Commandant en chef du CEFEO à Noël 1950 signe la fin du projet<sup>389</sup>. Dès son arrivée à Saigon, De Lattre s'oppose à cette initiative qu'il qualifie de « tentative d'intrusion américaine en Indochine<sup>390</sup> ». En collaboration avec Belleux, il pousse Boursicot à intervenir directement auprès de la CIA afin de réduire leur participation au projet<sup>391</sup>. Un accord est donc passé entre la CIA et le SDECE, selon lequel les Américains renoncent à déployer leurs opérateurs pour la formation des cadres, mais s'engagent à fournir une aide matérielle en échange du détachement d'un officier de liaison à Saigon dans le cadre d'un programme d'échange qui permet également à des Français d'aller en Corée<sup>392</sup>. Le prestige de De Lattre ainsi que les missions réalisées par le SDECE directement auprès de la CIA ont grandement participé à l'acceptation de ce compromis<sup>393</sup>. Le premier geste d'amitié des Américains fut d'offrir au futur Service Action d'Indochine deux Dakotas... qui furent aussitôt confisqués par le Service Action métropolitain lors de leur transit par Paris<sup>394</sup>.

---

<sup>386</sup> David Michel, *Guerre secrète en Indochine, les maquis autonomes face au Vietminh 1950-1955*, Paris, Lavauzelle, 2002, p. 59.

<sup>387</sup> Mémorandum issu des archives Desfarges cité dans David Michel., *op. cit.*, p. 60.

<sup>388</sup> Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 145.

<sup>389</sup> Roger Trinquier., *op. cit.*, p. 39.

<sup>390</sup> Télégramme à François Valentin 19 avril 51, cité dans Jean de Lattre de Tassigny, *La Ferveur et le sacrifice, Indochine 1951. Archives personnelles du maréchal de Lattre de Tassigny*, Paris, Plon, 1987, p. 234.

<sup>391</sup> SHD AI 8 Z 239, témoignage oral du général Maurice Belleux, bande 3 face A, non daté, cité dans Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 145.

<sup>392</sup> Fiches critiques du SDECE provenant du fonds privé Desfarges cité dans David Michel., *op. cit.*, p. 61.

<sup>393</sup> Jean-Marc Le Page, *Les services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau Monde, 2014, p. 443.

<sup>394</sup> Roger Trinquier., *op. cit.*, p. 39.

## B. La pacification française sous perfusion américaine 1951-1954

La difficile mise en place des contre-maquis débouche donc sur un compromis qui reste stable pendant la durée du conflit. Les Français dirigent le projet et gardent la direction opérationnelle tandis que les Américains financent, équipent, et observent les opérations.

Ainsi, le 7 avril 1951 De Lattre signe la décision 174 qui marque la recréation d'un Service Action en Indochine, les Groupements de Commandos Mixtes Aéroportés. « *En accord avec la direction générale du SDECE de la présidence du Conseil, et par analogie avec l'organisation métropolitaine, un "service action" est créé à compter du 10 avril 1951 et intégré aux services déjà existants du SDECE en Indochine. Le "service action" est à l'entière disposition du commandant en chef*<sup>395</sup> ». Edmond Grall, Aussaresses et Desfarges, issus de l'État-major des TAPI, sont responsables du GCMA<sup>396</sup>. Pour autant, celui-ci n'échappe pas à la dépendance qui caractérise le reste des forces régulières à l'égard du matériel américain. Ainsi, même si les Américains ont été évincés par De Lattre de la direction opérationnelle, ils conservent une grande influence. À partir de 1952, alors que le financement américain couvre les deux tiers du coût de la guerre, les Américains augmentent le soutien logistique au GCMA. Ainsi, la CIA livre au SA français « *une centaine de postes radios, quelques centaines de fusils à lunette avec silencieux munis d'un dispositif de visée infrarouge, deux C47 et un hélicoptère H-19*<sup>397</sup> ». Par ailleurs, la CIA n'avait pas abandonné ses idées d'organiser des formations irrégulières indépendamment des Français. Cette activité est relatée dans le roman de Graham Greene<sup>398</sup> et persiste jusqu'en avril 1953 quand les Français la découvrent et que la CIA est forcée d'arrêter ses opérations clandestines après des pressions du département d'État<sup>399</sup>.

Ces manœuvres souterraines nous rappellent donc que les relations franco-américaines dans ce domaine sont également marquées par la duplicité et la rivalité. Peu avant que

---

<sup>395</sup> Claude Faure, « Bref historique des services de renseignement et de sécurité français contemporains », *Revue historique des armées*, 247, 2007, pp. 4-5.

<sup>396</sup> Roger Trinquier., *op. cit.*

<sup>397</sup> SHD 10H 266 « Services spéciaux américains en Indochine », 10 mai 1952, cité dans Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 147.

<sup>398</sup> Graham Greene, *The quiet American*, Londres, William Heinemann London, 1955, p. 180.

<sup>399</sup> Thomas L. Ahern, Jr, *The CIA and the House of Ngo. Covert action in South Vietnam 1954-1963*, Center for the Study of Intelligence, Central Intelligence Agency, déclassifié le 19 février 2009, p. 14.

Roger Trinquier soit nommé en remplacement de Grall à la tête du GCMA après l'affaire de l'opium en 1953, il se rend en Corée dans le cadre du programme d'échange avec le CIA. À son retour, l'officier de liaison de la CIA à l'État-major du GCMA, le commandant Beglow avait été remplacé par deux autres officiers de la CIA. Selon Trinquier, quand Beglow l'avait accompagné dans son voyage en Corée, il s'était montré trop pro-français et avait donc été remplacé. Ses remplaçants, « *deux jeunes officiers américains d'origine française, avec des noms bien français. Mais ils parlaient mal notre langue. Ils étaient d'une classe médiocre et tentaient, par des procédés ridicules, de nous espionner*<sup>400</sup> ». C'est ainsi qu'il interdit à ses subalternes de répondre aux questions des Américains concernant le service. Lui seul, ainsi que le capitaine Duvivier de son État-major, étaient habilités à échanger avec les agents de la CIA<sup>401</sup>. Si le changement de liaison a pu être motivé par une volonté d'écarter un officier trop francophile, cette évolution s'inscrit également dans un nouvel accord de liaison signé en décembre 1953 qui élargit le programme d'échange entre l'Indochine et la Corée et le soutien américain au GCMA<sup>402</sup>. Trinquier note ainsi que « *pour assurer l'extension des maquis, des armements importants (15 000) et des postes radios avaient été offerts au GMI*<sup>403</sup> *par les Américains, qui s'engageaient à en fournir d'avantage si c'était nécessaire. En contrepartie, deux officiers américains étaient détachés en permanence à l'État-major du GMI. Ils avaient remplacé le commandant Beglow*<sup>404</sup> ». L'intérêt et le soutien des Américains pour le GCMA sont donc constants durant le conflit. Ainsi, en décembre 1953 Trinquier donne une présentation de la situation des GMI « à un important représentant de la CIA à Saïgon » sur la demande de Belleux. L'exercice est réitéré en mars 1954 « à un autre personnage de la CIA » et donne satisfaction car « *ils s'engagèrent et ils tinrent parole, à nous donner tout l'armement et les postes radios nécessaires*<sup>405</sup> ».

L'activité du SA français en Indochine est donc marqué par une collaboration étroite avec ses homologues américains, au point qu'il est possible d'avancer que leur

---

<sup>400</sup> Roger Trinquier., *op. cit.*, p. 81.

<sup>401</sup> *Ibid.*

<sup>402</sup> David Michel., *op. cit.*, p. 61.

<sup>403</sup> Le GCMA devient Groupement Mixte Aéroporté le 12 décembre 1953 à la suite de la réorganisation des TAPI.

<sup>404</sup> Roger Trinquier., *op. cit.*, p. 147.

<sup>405</sup> *Ibid.*

implication était nécessaire à l'effort contre-insurrectionnel mené par la base 40. Ces opérations conjointes sont par ailleurs symptomatiques d'une importante influence américaine sur les pratiques de guerre irrégulière françaises, au premier rang desquelles se trouve la guerre psychologique.

## II) La guerre psychologique sous influence américaine

### A. Le retard français

Quand la guerre d'Indochine commence, la France a encore beaucoup de retard sur ses adversaires mais également sur ses partenaires anglo-saxons dans le domaine de la guerre psychologique. L'Indochine devient ainsi le terrain d'un rattrapage « qui voit en quelques années l'outil militaire français s'approprier l'arme psychologique comme élément clé de sa stratégie face à la guerre révolutionnaire maoïste<sup>406</sup> ».

À la fin 1945, le général Leclerc avait juste mis en place au sein de son État-major un 5<sup>e</sup> bureau inspiré des sections G-5 de l'armée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces 5<sup>e</sup> bureaux sont décrits comme « *un fourre-tout, abritant en particulier les affaires politiques et sociales ainsi que la propagande*<sup>407</sup> ». Ces organismes sont dissous en juillet 1946 par le successeur de Leclerc, le général Valluy. Dès lors, seules des initiatives ponctuelles viennent les remplacer, comme un service presse et information ou des sections propagandes dépendantes des 2<sup>e</sup> bureaux à l'échelon territorial. Mais il n'existe ni doctrine ni organisation structurée<sup>408</sup>. Par ailleurs, la solution retenue de déléguer les activités de propagande aux 2<sup>es</sup> bureaux territoriaux est peu satisfaisante. En effet, les Officiers de Renseignement (OR) des 2<sup>es</sup> bureaux cumulent de nombreuses fonctions. La mission des OR est définie selon les critères de « l'instruction sur l'emploi tactique des grandes unités » du 1<sup>er</sup> août 1936 et en particulier de son annexe 3 « Instruction sur le renseignement et l'observation »<sup>409</sup>. Les OR sont cantonnés à un rôle de recueil statique par les voies classiques des troupes

---

<sup>406</sup> Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif »*. Guerre et action psychologique en France. 1945-1960, Paris, Les Indes Savantes, 2005, p. 209.

<sup>407</sup> SHD 3K 27, Témoignage oral du général Georges Buis, réalisé le 13 mars 1998, entretien n°5, pl. 8, cité dans Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 148.

<sup>408</sup> Paul et Marie-Catherine Villatoux., *op. cit.*, pp. 254-255.

<sup>409</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 171.

au contact et le traitement des sources humaines. Cependant, les officiers de renseignements cumulent une multiplicité de tâches en plus de leur mission officielle. Ils sont officiers de sécurité, responsables du blocus économique de la zone non contrôlée, officiers du chiffre, commandants de quartiers, et responsables de la propagande<sup>410</sup>. L'OR semblait ainsi qualifié en ce qu'«*il doit être régulièrement approvisionné en documents récents capturés chez les rebelles [...] se pénétrer de la mentalité de l'adversaire, au point de détecter ses points faibles, ses doutes, ses craintes, ses hésitations*<sup>411</sup>». Le cumul de fonctions ne peut que nuire à la réalisation des tâches, d'autant plus que les efforts pour décharger les OR ne sont pas suivis d'effets. En 1953 Navarre rappelle dans une note que les OR doivent être déchargés de toute fonction autre que le renseignement<sup>412</sup>, mais elle n'est pas suivie<sup>413</sup>. Le manque de personnel et le manque de compréhension du rôle des OR par les chefs de corps empêchant tout changement.

Ces lacunes sont repérées par les Américains, qui dès 1950 cherchent à « *établir des relations étroites avec les Français en vue d'une nouvelle approche générale de la propagande et de la guerre psychologique*<sup>414</sup> ».

## B. L'alignement sur le modèle anglo-saxon

L'intérêt des services américains pour l'amélioration de l'effort français de guerre psychologique se traduit rapidement par une proposition de détacher auprès de Bao Dai un expert en relations publiques afin de « *faire profiter les français du savoir-faire américain dans le domaine publicitaire*<sup>415</sup> ». De la même manière, l'ambassadeur à Saigon, Donald Heath, propose la création d'un « comité mixte franco-américain de guerre psychologique », et note que « *notre conception est que la guerre psychologique conjointe (avec les Français) ne doit pas être uniquement dirigée contre le Vietminh,*

---

<sup>410</sup> *Ibid.*

<sup>411</sup> SHD/DAT 10H 4308, « Note technique sur la contre-propagande », juillet 1948, cité dans Jean-Marc Le Page, *op. cit.*, p. 353

<sup>412</sup> SHD/DAT 10H 3055, « Note de service sur les effectifs théoriques des bataillons d'infanterie FTEO », 15 septembre 1953, cité dans Jean-Marc Le Page, *op. cit.*, p. 353.

<sup>413</sup> Jean-Marc Le Page., *op. cit.*, p. 353.

<sup>414</sup> FRUS, 1950, vol VI, *East Asia and the Pacific*, « Gullion to the Secretary of State » 8 avril 1950, pp. 773-774.

<sup>415</sup> FRUS, 1950, vol VI, *East Asia and the Pacific*, « Gullion to the Secretary of State » 6 mai 1950, p. 808.

mais aussi destinée à convertir les indécis et les francophobes [...] si nous pouvons persuader les Français que la guerre psychologique n'est pas une activité secondaire mais le fer de lance de toute stratégie politique, nous pourrions accomplir beaucoup<sup>416</sup> ». Ces propositions ne rencontrent pas un franc succès auprès des autorités françaises alors confrontés à une détérioration rapide de la situation militaire après Cao Bang. L'arrivée de De Lattre et les succès au Tonkin début 1951 vont permettre de relancer l'effort de propagande commun. Lors de sa visite à Washington en septembre 1951, De Lattre reconnaît que « une plus grande importance devrait être accordée à la guerre psychologique<sup>417</sup> ». Son successeur, Salan, crée en février 1952 le service de propagande du CEFEO, qui devient rapidement « la clé de voûte des échanges franco-américains en matière de guerre psychologique<sup>418</sup> ». Les Français s'intéressent alors particulièrement aux opérations américaines menées en Corée par le bureau de guerre psychologique du Général Mac Clure. Le directeur du service propagande du CEFEO, le colonel Clément, juge les résultats « *sinon brillants, du moins extrêmement encourageants [...] en Corée, les Américains ont spécialisé un important personnel et le chef du psychological war office dispose d'importantes ressources. Tous les renseignements parvenus [...] confirment le rendement et le bas prix de revient de cette arme. Les Américains s'étonnent que nous n'ayons pas encore développé un tel procédé, et semblent disposés, avec les Anglais et les États associés, à créer un front psychologique commun*<sup>419</sup> ». Dès l'été 1951, Clément propose ainsi de transformer son service en bureau de guerre psychologique sur modèle de la Corée avec plus de moyens et une « planification transversale »<sup>420</sup>. Salan donne son accord et confie le commandement au chef d'escadron Albert Fossey-François. Le nouveau bureau de guerre psychologique français entre en activité en janvier 1953 et marque réellement l'entrée de la France dans la guerre psychologique<sup>421</sup>. Au même moment, Letourneau avait accepté la proposition (formulée deux ans auparavant) de créer un comité de liaison pour l'information et l'action psychologique qui réunit les chefs de services

---

<sup>416</sup> NARA, RG59, CDF, box 3690, Telegram No. 703, « Heath to Acheson », 28 octobre 1950, cité dans Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 149.

<sup>417</sup> FRUS, 1951, vol VI, *East Asia and the Pacific*, « Minutes of Meeting », 17 septembre 1951, p. 511.

<sup>418</sup> Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 149.

<sup>419</sup> SHD 7U 291, « Questionnaire de l'EMC », 10 mars 1952, cité dans Élie Tenenbaum, *op. cit.*, p. 149.

<sup>420</sup> *Ibid.* p. 150.

<sup>421</sup> *Ibid.*

Vietnamiens, Américains, Français et même Anglais<sup>422</sup>. Certains officiers français iront également suivre des formations au *psychological warfare center* de Fort Bragg afin de constituer « le noyau d'une école de propagande en Indochine sur le modèle américain <sup>423</sup>».

Il faut souligner ici l'importance des échanges d'informations entre les différents théâtres d'opération et l'émulation qui en ressort. À ce titre, le programme d'échange mis en place entre le SDECE et la CIA est tout à fait central, les agents français agissant comme vecteur de circulation des savoir-faire américains et de leur importation en Indochine. De manière plus large, le SDECE s'était engagé dès 1949 dans la guerre psychologique en établissant une « section d'action psychologique assistée d'un comité scientifique réunissant d'éminentes personnalités » et revendiquant des contacts avec leurs homologues anglais et américains sur le fondement des réseaux personnels issus de la résistance<sup>424</sup>.

L'Opération *Exodus* à la fin de l'été 1954 montre l'étendue de la coopération dans ce domaine. Les accords de Genève permettaient à tout citoyen vietnamien de rejoindre la zone qu'il voulait dans les trois cent jours suivant l'armistice. Il s'agissait par une large opération de propagande, d'attirer un maximum d'individus au Sud. En plus de 70 000 soldats vietnamiens et de leurs familles, les cibles de choix étaient les populations catholiques du Nord-Vietnam. Le général Ély note que « *les Français poussaient également les Tonkinois à l'exode pour des raisons sentimentales et politiques [...] par ailleurs sur le plan de la propagande, un transfert massif de population était un camouflet pour l'adversaire* <sup>425</sup> ». Malgré les divergences sur Diêm, Français et Américains élaborent un « plan d'action psychologique commune en faveur du Vietnam national <sup>426</sup> ». C'est à cette occasion que le SDECE souligne l'avantage de s'associer aux États-Unis car la France pourrait bénéficier de « *l'expérience approfondie des méthodes et procédés d'action psychologique, de ses moyens matériels*

---

<sup>422</sup> *Ibid.*

<sup>423</sup> SHD 10H 4309, « Stage de guerre psychologique aux USA », 24 avril 1953, cité dans Élie Tenenbaum, *op. cit.*, p. 151.

<sup>424</sup> Élie Tenenbaum, *op. cit.*, p. 76.

<sup>425</sup> Paul Ély, *Mémoires, tome I, L'Indochine dans la tourmente*, Plon, 1964, p. 221 cité dans Ivan Cadeau, « 1954-1956, le départ du corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient », *Revue historique des armées*, 258, 2010, p. 9.

<sup>426</sup> SHD 10H346, « Action psychologique au Vietnam en collaboration avec les USA », cité dans Élie Tenenbaum, *op. cit.*, p. 161.



*et de son personnel*<sup>427</sup>». L'opération fut un franc succès, puisque 1,25 millions de Nord-Vietnamiens catholiques rejoignirent le Sud avec l'aide des marines américaines et françaises ainsi que la CAT détenue par la CIA<sup>428</sup>.

Si la guerre psychologique et les contre-maquis illustrent un partenariat fonctionnel — en dépit d'une certaine méfiance — ainsi que d'importants transferts de doctrines militaires, il n'en reste pas moins que la fin du conflit marque un renversement de la relation. Progressivement les Américains et leurs services supplantent les Français et liquident leur héritage. Seule une petite partie de l'héritage français est conservée au grand dam de ceux qui avaient contribué à l'érection d'un système de pacification inédit.

### III) Entre appropriation et liquidation de l'héritage français

#### A. Les États-Unis prennent le contrôle 1954-1956

Alors que la France initie son retrait d'Indochine au milieu de l'année 1954, les États-Unis renforcent leur implication dans la lutte contre la guérilla communiste. Selon le mot de Roger Trinquier à propos de l'aide américaine consentie au GMI en 1954 : « *Nous savions et nous le verrons encore davantage par la suite qu'ils cherchaient, par tous les moyens, à s'immiscer dans nos affaires en Indochine et, si possible à nous supplanter*<sup>429</sup> ». Durant cette période, l'acteur majeur de la coopération franco-américaine et du remplacement des premiers par les seconds est indubitablement Lansdale. Nous avons déjà mentionné son rôle dans le soutien à Ngo Dinh Diêm, mais son action dépassait ce cadre pour englober la gestion des opérations clandestines de lutte contre le communisme au Vietnam. Lansdale arrive en Indochine le 26 juin 1954 à la tête de la nouvellement créée, *Saigon Military Mission*, qui est un groupe clandestin de la CIA distinct de son antenne de Saigon<sup>430</sup>. Il avait pour mission d'« *assister les Vietnamiens dans la guerre non conventionnelle, les Français devant être conservés*

---

<sup>427</sup> SHD 10H346, « Action psychologique au Vietnam en collaboration avec les USA », 30 novembre 1954, cité dans Élie Tenenbaum, *op. cit.*, p. 163.

<sup>428</sup> Ivan Cadeau., *op. cit.*

<sup>429</sup> Roger Trinquier., *op. cit.*, p. 147.

<sup>430</sup> Thomas L. Ahern, Jr., *op. cit.*, p. 14.

*comme des alliés amicaux autant que possible*<sup>431</sup>». La SMM fait partie de la MAAG et se trouve liée à partir de janvier 1955 à la *Training Relation and Instruction Mission* (TRIM) qui est renforcée de 300 instructeurs américains à la même période. La TRIM était une institution franco-américaine qui devait permettre la formation de l'armée vietnamienne et le transfert de l'expérience contre-insurrectionnelle française aux Américains, notamment au sein de sa *National Security Division*. Lansdale se montrait initialement très favorable à la coopération avec les Français et considérait qu'il s'agissait réellement d'une relation d'égal à égal : « [ la TRIM visait à ] *pousser les Américains et les Français à travailler ensemble pour aider les Vietnamiens à prendre le contrôle de leurs propres affaires*<sup>432</sup>». Ainsi, au nom du principe de parité Landsale reçoit pour adjoint un officier parachutiste français, le lieutenant-colonel Jacques Romain Desoffés, ancien membre du SA en Indochine. Le courant passe bien. Dans un de ses premiers rapports, Lansdale note : « *notre travail d'équipe avec les Français, compagnons occidentaux en terre asiatique, a fait de bons progrès en dépit de nombreux handicaps. Ce travail d'équipe évolue de plus en plus vers une sorte d'arrangement tripartite. Dans la pratique nous prenons en compte et incorporons une large part des réflexions et concepts français dans nos propres plans et conseils, à la différence de l'arrangement bipartite initialement prévu dans lequel nous étions censés nous contenter d'informer les Français de nos intentions. Une telle approche aurait conduit à répéter les erreurs passées*<sup>433</sup>». Mais la coopération se dégrade vite avec la guerre des sectes. La TRIM se révélant être le terrain d'une lutte clandestine pour l'influence sur les nouveaux États naissants et le lieu de l'expression des suspicions françaises envers les vellétés de remplacement américaines<sup>434</sup>.

L'exemple des contre-maquis est une bonne illustration de la marginalisation des Français par les Américains. Le second de Lansdale, Lucien Conein, un franco-américain qui avait entretenu des bonnes relations avec les Français car « [il avait été] un des seuls maquisards américains à n'avoir pas pris part à la mission de Patti<sup>435</sup> » lors

---

<sup>431</sup> « Lansdale team's report on covert Saigon Mission », document 93 in Department of Defense, *The pentagon papers : the Defense Departement history of United-States decision making on Vietnam*, Boston, Senator Gravel Edition, 1971, pp. 573-581.

<sup>432</sup> Elie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 166.

<sup>433</sup> FRUS, 1955-1957, vol I, Vietnam, « Memo from Lansdale to Collins » 3 janvier 1955, p. 5.

<sup>434</sup> Jean-Marc Le Page, Elie Tenenbaum, « French and American intelligence Relations During the First Indochina War, 1950-1954 », *Studies in Inteligence* 55, n°3, 2011, p. 30.

<sup>435</sup> Lansdale team's report on covert Saigon Mission », *op. cit.*, p. 575.

de son déploiement initial avec l'OSS, est tout de suite approché par Jean Carbonel. Ce dernier est le chef du 2<sup>e</sup> bureau qui avait déjà accueilli Saint-Phalle lors des projets initiaux de maquis franco-américains. Carbonel propose à Conein de créer conjointement un maquis, les Français étant à la recherche de soutien pour le GMI, vu que la métropole venait de leur couper les vivres. Mais « *le Pentagone ne voulait avoir affaire à aucun organisme français et l'offre fut rejetée* <sup>436</sup> ». De la même façon, le patron des GMI, Trinquier, rapporte que lorsque les Français durent cesser le ravitaillement des maquis de la Haute-région à la suite des accords de Genève, les Américains refusèrent de les aider : « *sous prétexte d'observer une stricte neutralité, ils refusèrent. Les maquis du Haut Tonkin allaient être livrés à leur propre sort.* <sup>437</sup> » On peut interpréter cet effort de liquidation des maquis français comme une volonté d'éliminer l'influence des anciens colons au profit du nouveau pouvoir en place. Ainsi, une note de renseignement de la CIA de mars 1954 affirmait que :

*« Les objectifs américains en Indochine devraient être ceux d'un contrôle et d'une coordination américaine de tout le personnel militaire américain, de toute l'aide militaire américaine, et de tous les aspects de la guerre insurrectionnelle en Indochine qui inclut désormais la guerre psychologique, les opérations de guérilla et certains aspects des opérations de pacification »* <sup>438</sup>

De la même façon, dans l'analyse de l'action américaine en 1954 présente dans les *Pentagon Papers* il est mentionné que :

*In late September 1954, the U.S. cut out the French as middle-men in all its assistance for Vietnam, and began to deal directly with Diem, his government, and his armed forces. France did not readily accept this enlarged American role, nor was there complete agreement with the U.S. Government that the United States should pursue a further shouldering aside of France. Through the fall of 1954, France-U.S. relations worsened, and a policy debate developed in*

---

<sup>436</sup> Élie Tenenbaum, *op. cit.*, p. 162.

<sup>437</sup> Roger Trinquier, *op. cit.*, pp. 169-170.

<sup>438</sup> Note de renseignement de la CIA de mars 1954, cité dans Franck Mirmont, *La guerre d'Indochine vue par la CIA*, Paris, Nimrod, 2015, p. 143.

*Washington. Once again, military considerations emerged as paramount. The JCS originally opposed to the United States assuming responsibility for training the Army of Vietnam. They took the position, however, that if political considerations dictated such a U.S. involvement "the Joint Chiefs of staff would agree to the assignment of a training mission to MAAG Saigon, with safeguards against French interference with the U.S. training mission"<sup>439</sup>.*

En fait, tout au long de l'année 1954 la CIA multiplie les opérations clandestines unilatéralement avec la mission de Lansdale, tandis que la SMM n'hésite pas à ouvertement remplacer les Français auprès de l'armée vietnamienne. Ainsi, à l'été 1954 le général Nguyen Van Hinh demande à Lansdale de l'aider afin de remodeler le 5<sup>e</sup> bureau de son État-major sur le modèle américain. À cette occasion, Lansdale remplace les Groupements Administratifs Mobiles Opérationnels par des *Civic Action Team*, qui suivent le même principe mais sont entièrement débarrassés des Français<sup>440</sup>. Ainsi, dès fin novembre 1954, le SDECE ne croit plus à la bonne volonté des Américains : « *ils usent de tous leurs moyens pour implanter à notre insu, conjointement à l'organisme commun, un appareil clandestin parallèle afin d'atteindre des buts spécifiquement américains*<sup>441</sup> ». On peut y voir l'amertume des vaincus, et une paranoïa toujours présente. La situation continue de se dégrader entre les deux partenaires tout au long de 1955 avec la guerre des sectes jusqu'en avril 1956, date à laquelle la France évacua le reste du CEFEO. Ainsi la France fut-elle remplacée par les États-Unis comme puissance de tutelle de la péninsule et acteurs majeur de la contre-insurrection communiste.

## B. L'héritage stratégique français

L'expérience TRIM et celle de la SMM montre ainsi le paradoxe de la relation franco-américaine qui s'instaure à partir de 1954, entre transfert d'expérience et rejet du passé. De fait, « le bilan général de TRIM est une marginalisation rapide de l'héritage

---

<sup>439</sup> Pentagon Papers Part IV A3. U.S. and France's Withdrawal from Vietnam, 1954-56, p. 2.

<sup>440</sup> Jean-Marc Le Page, Elie Tenenbaum, « French and American intelligence Relations During the First Indochina War, 1950-1954 », *op. cit.*, p. 30.

<sup>441</sup> SHD 10H346, « Action psychologique au Vietnam en collaboration avec les USA », 30 novembre 1954, cité dans Elie Tenenbaum, *op. cit.*, p. 163.

français<sup>442</sup>». Cependant, il existe des contre-exemples ponctuels. C'est notamment le cas des Divisions Navales D'assaut (*dinassaut*). Les *dinassaut* sont développées par le Lieutenant-colonel Victor Croizat. Ce sont des unités fluviales, qui patrouillent sur des barges de débarquement lourdement armées, appuyant les opérations amphibies et sécurisant les fleuves, notamment le delta du Mékong. Un rapport américain note ainsi : « *La marine française a développé le concept de dinassaut. Cette unité composite comprenant différents types de barges de débarquement est particulièrement adaptée à toutes les formes d'opérations fluviales. Nous n'avons pas d'unités comparables dans notre corps des Marines ou notre Navy. Alors que nous cherchons à vendre le corps des Marines au Vietnam nous devrions nous aussi, être prêts à acheter certains concepts auprès des autres*<sup>443</sup> ». La fameuse *Brown Water Navy* si prolifique durant la guerre du Vietnam quelques années plus tard a donc été fondée à partir de l'exemple français.

La liquidation des maquis du Nord-Vietnam illustre également cette ambivalence entre volonté de faire disparaître l'héritage stratégique français et emprunts ponctuels. Ainsi, alors que les Américains laissent les maquis vietnamiens livrés à leur propre sort, dès 1955 ils reprennent l'idée française au Laos<sup>444</sup>. En décembre 1955 Washington installe une mission d'assistance militaire sous une couverture civile, la *Programs Evaluation Office*. La même année, l'ambassadeur américain au Laos, Charles Yost, rencontre le chef Hmong (une des principales populations liées aux maquis des GCMA) qui l'informe que « ils sont prêts à s'engager dans une action de guérilla ». L'opération met du temps à être montée, et ce n'est qu'en 1960, à l'occasion du coup d'État au Laos, que sous l'influence de Bill Lair et Stuart Methven (deux officiers de la CIA) que les maquis laotiens sont réactivés<sup>445</sup>. « *Lors d'une discussion sur les montagnards, le général Ouane, alors chef de l'armée laotienne me dit : « Pourquoi ne faites-vous pas avec eux ce que les Français ont fait ? Il suffirait de quelques millions de dollars pour réunir les chefs montagnards en leur achetant tout leur opium » [...] j'ai donc proposé cela à Washington. Bill Colby [ chef de la station*

---

<sup>442</sup> Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 167.

<sup>443</sup> *Ibid.*

<sup>444</sup> *Ibid.* pp. 174-178.

<sup>445</sup> *Ibid.* p. 178.

de Saigon ] soutint le projet, et tout le monde à Washington était très enthousiaste à ce propos. C'est ce que nous avons fait. Mais les Français l'avaient fait avant nous<sup>446</sup>».

De manière plus générale, au cours des années 1960 les États-Unis font appel à beaucoup d'anciens vétérans de l'Indochine afin de former leurs cadres militaires à la contre-guérilla. Trinquier se rappelle ainsi que « *Au mois de février 1964, alors qu'après quelques années de paix la guerre avait repris en Indochine, je reçus à Paris une lettre à entête de l'INSTITUTE FOR DEFENSE ANALYSES, de Washington. Elle émanait de M. Stephen Enke, Assistant to the President. Il désirait me rencontrer à Paris. Comme je l'ai écrit dans cet ouvrage, je n'étais pas un inconnu pour les Services spéciaux américains. En outre, mon livre : « La Guerre moderne » avait été traduit en anglais et avait intéressé les officiers américains confrontés à une nouvelle forme de guerre. J'avais échangé à ce sujet une abondante correspondance avec quelques officiers professeurs à « l'US Army Special Warfare School », c'est-à-dire l'École de Guerre spéciale de l'Armée US. Au mois de mars 1964, je rencontrai donc à Paris l'Assistant du Président. Le rôle joué par nos maquis en Indochine avait retenu l'attention des Américains. Ils auraient aimé que, sous une forme à définir, j'en reprenne la direction. [...] Mais, malgré la tentation de revoir ce pays que j'aimais, il ne m'était pas possible d'accepter. Lorsque nous avons créé les maquis d'Indochine, nous étions avec nos maquisards d'une absolue sincérité. Nous avions la certitude que la France, notre France, ne les abandonnerait jamais, que nous nous battions avec eux, pour eux, contre le communisme et pour leur liberté. Les liens d'amitié qui nous liaient nous paraissaient indissolubles. Or la confiance totale qu'ils avaient mise en nous, nous l'avions trahie puisque nous les avons abandonnés<sup>447</sup> ».* De la même façon, Paul Aussaresses a servi comme instructeur à *Fort Benning* et *Fort Bragg* après des forces spéciales américaines déployées au Vietnam<sup>448</sup>.

La coopération entre les services de renseignements sur les opérations de contre-insurrection donne donc lieu à une circulation intense des savoir-faire irréguliers entre les deux partenaires. Pour autant, dans ce domaine encore, les relations franco-

---

<sup>446</sup> *Ibid.*

<sup>447</sup> Roger Trinquier, *op. cit.*, pp. 189-190.

<sup>448</sup> Paul Aussaresses, *Services Spéciaux, Algérie 1955-1957*, Paris, Perrin, 2001, p. 162.

américaines sont marquées par des attitudes ambivalentes. Les réticences françaises, voire une méfiance confinant à la paranoïa, est une constante. Cela n'empêche tout de même pas des relations techniques fructueuses qui sont d'abord caractérisées par une marginalisation des Américains de la direction opérationnelle, et une limitation à un rôle de soutien logistique et financier. Ces derniers développent néanmoins une influence qui grandit à mesure que les Français s'enlisent dans le conflit, au point d'être en position de force en 1954, et donc d'être en mesure de les remplacer. La méfiance se mue en confrontation à l'issue de laquelle l'héritage français est liquidé par la nouvelle puissance tutélaire. Comme le note Élie Tenenbaum, « la réalité de l'influence française sur les pratiques et concepts opérationnels américains au Vietnam ne peut pourtant pas cacher la dynamique majeure de la seconde moitié de la décennie, qui reste celle d'une liquidation globale de l'héritage stratégique français. Si les emprunts de la stratégie de guerre irrégulière existent bien, ils sont généralement restés discrets et n'ont pu compenser l'entreprise de table rase stratégique, née de la volonté –américaine tout autant que diémiste- de rompre avec un héritage colonial jugé responsable de la défaite<sup>449</sup> »

---

<sup>449</sup> Élie Tenenbaum., *op. cit.*, p. 169.

## CONCLUSION

En 1956, après 69 années de présence et huit années de guerre, la France quitte définitivement l'Indochine laissant la place au nouvel hegemon régional et mondial, les États-Unis. C'est une transition qui symbolise trois dynamiques internationales. À la fois tombeau des dernières ambitions impériales françaises, son remplacement par les États-Unis marque également la mise en place des logiques campistes de Guerre froide, une nouvelle division internationale du travail dans la production et la reproduction d'un ordre international dominé par les États-Unis face à une Europe occidentale dont le déclin est entériné par la perte progressive de ses colonies. Après huit années de collaboration et de rivalité franco-américaine dans la péninsule, l'Amérique reste désormais seule tandis que la France s'accroche à ses derniers bastions africains. Quel bilan tirer de cette coopération ? la France fut-elle un partenaire peu fiable, la coopération franco-américaine en matière de renseignement fut-elle sincère ? Fructueuse ? Peut-on parler au final d'un échec ?

La réponse à cette problématique ne peut être que plurielle, car la grande conclusion de cette enquête, c'est que cette coopération est tout sauf homogène.

Plurielle, d'abord en raison des mécanismes et canaux mis en place. En effet, si l'internationalisation du conflit est caractérisée par l'implication américaine, ces derniers ne sont pas les seuls présents en Asie du Sud-Est. Le croisement de la Guerre froide et des conflits coloniaux a en effet donné lieu à une entente occidentale qui concernait aussi bien les Britanniques que les Australiens ou les Néo-zélandais. Le renseignement s'est donc internationalisé d'abord sous une forme multilatérale *via* des conférences interalliées qui évoluent vers des bourses d'échanges de renseignements. La coopération franco-américaine dans le domaine du renseignement en Indochine s'inscrit donc d'abord dans le cadre multilatéral des conférences *Quinpart* à partir de l'installation de la logique de Guerre froide et de *containment* en Asie du Sud Est. Les États-majors des États concernés échangeaient ainsi la production de leurs services en fonction des besoins exprimés par leurs partenaires. Si ces échanges sont forcément limités, ils n'en restent pas moins particulièrement bénéfiques. Le croisement de la



production des services et l'échange de questionnaire permet ainsi d'éclaircir les possibilités d'agression de la Chine sur la péninsule, et d'éviter une surprise stratégique analogue à celle de 1950 lors de l'envoi des volontaires chinois en Corée. À ce titre, le rôle du renseignement français fut essentiel.

D'autre part, les renseignements obtenus furent également échangés par de nombreux autres canaux bilatéraux, notamment en raison de la multiplicité des acteurs impliqués au sein de l'archipel du renseignement. La coopération dans le domaine du renseignement ne se réduit pas à une collaboration entre agences. L'information circule donc entre le SDECE et la CIA, mais aussi entre les OR des 2<sup>es</sup> bureaux, le SRO et les services de la Marine et de l'armée de l'Air et la CIA. Par ailleurs, les États-majors, ambassades et consulats, personnels diplomatiques ou civils sont également des vecteurs de transmission de renseignements. La fragmentation du champ français du renseignement, mais également le nombre d'acteurs recevant la production des services ne pouvait mener qu'à une telle pluralité de liens horizontaux.

Deuxièmement, il faut parler de coopérations plutôt que de coopération en raison des résultats de ces échanges. Les relations mentionnées ci-dessus sont en effet bien disparates. Si le SDECE et la CIA s'affranchissent des querelles politiques pour nouer une relation fructueuse et pragmatique, les autorités militaires sont beaucoup plus restrictives dans leur approche de la coopération avec le grand frère américain. LE SDECE et la CIA mettent ainsi en place une réelle division du travail dans la collecte et l'analyse du renseignement de Guerre froide. Ils travaillent en commun sur la Chine grâce aux écoutes françaises, allant même jusqu'à intégrer du personnel américain dans les centres d'interception français. Ils mènent également de manière conjointe la contre-insurrection face au Vietminh, et disposent de mécanismes permanents d'échanges de renseignements *via* le système TOTEM. On remarque ainsi la liberté d'action des agences civiles, et on peut aller jusqu'à considérer qu'il existe une forme de diplomatie parallèle interservices qui permet de tels résultats en dépit des blocages politiques et militaires. Dans cette mesure, la coopération dans le domaine du renseignement fonctionne mieux quand elle se produit entre agences de renseignement. Car si ces relations sont bonnes, celles avec les services militaires sont beaucoup plus compliquées. L'information est verrouillée de manière stricte par le commandement français, tandis que l'accès aux OR est limité bien qu'existant. Les rancœurs

personnelles, le souvenir douloureux de la fin de la Seconde Guerre mondiale et des liaisons dangereuses de l'OSS sont autant d'éléments qui structurent une méfiance institutionnelle des militaires français qui cherchent à marginaliser les Américains tout en acceptant leur aide économique et matérielle.

Troisièmement, ces coopérations sont plurielles dans les attitudes, parfois contradictoires, entretenues par les différents acteurs. Si la collaboration est sincère entre le SDECE et la CIA, la méfiance ne reste pas moins prégnante. La peur d'une influence américaine grandissante au détriment de la France représente un frein indéniable aux échanges et aux opérations conjointes. Ainsi, l'espionnage entre « amis » est une réalité en Indochine. Les services français surveillent les Américains dans une logique de contre-ingérence, alors que ces derniers tentent par tous les moyens d'obtenir des informations qui leur sont refusées par les autorités françaises. Les Français n'ont par ailleurs pas tort d'allouer une partie de leurs ressources de contre-espionnage vers les Américains. Coincés dans une politique contradictoire de *containment* et d'anticolonialisme, ces derniers soutiennent l'effort français, travaillent avec leurs services contre les communistes, mais tentent de réduire leur influence en développant les options nationalistes. Coopération rime donc aussi avec rivalité dans un grand jeu de dupes pour le renseignement et l'influence en Indochine.

Quatrièmement, la coopération dans le domaine du renseignement ne signifie pas uniquement échange d'informations. À ce titre, la coopération entre agences de renseignement donne lieu à la circulation de modes d'action et d'organisation qui influence réciproquement les services. En travaillant ensemble sur la contre-insurrection, le SDECE et la CIA participent de la circulation internationale des savoir-faire de la guerre irrégulière. Les Américains reprennent ainsi la tactique des contre-maquis, tandis que la guerre psychologique française s'aligne sur le modèle anglo-saxon. Dans cette perspective, l'échange d'agents de renseignement entre le SDECE et la CIA en Corée et en Indochine est central. La coopération franco-américaine dans le renseignement concerne donc autant des informations et du matériel, que du personnel et des procédés tactiques ou des modes d'organisation. On retrouve donc la multiplicité des sens de renseignement : un type de savoir, des organisations productrices de ce savoir, et les activités menées par ces institutions.

Cette pluralité s'explique dans l'immédiat par la multiplicité des acteurs en présence. Mais à un niveau plus profond, c'est la nature même du renseignement qui est en cause. Puisque le renseignement s'inscrit au fondement même de la politique étrangère et de sécurité d'un État, et donc en dernière analyse, qu'il contribue à sa survie, il ne peut être que le lieu d'expression de la primauté et des divergences des intérêts nationaux. Si entre alliés l'échange d'informations sensibles est possible, et même courant, il n'en reste pas moins que l'objectif des services est la promotion de l'influence nationale et des objectifs stratégiques définis par les autorités politiques. La coopération ne peut être que compétitive. Dès lors, si l'Indochine montre qu'une coopération sincère et intense peut se mettre en place en raison de facteurs exogènes, elle sera toujours limitée de manière endogène. La Guerre froide ne change rien au fait que la France et les États-Unis sont des États aux intérêts différents. L'importance européenne de la France pour le *containment* a poussé les États-Unis à soutenir la guerre coloniale, le rapport de force était favorable aux Français au cours du conflit. Dans le domaine du renseignement, elle disposait d'un avantage comparatif qui lui permettait de bénéficier d'une relation asymétrique avec Washington et de jouer un rôle qui dépassait sa puissance matérielle. Mais dès lors qu'elle choisit de se retirer après Dien Bien Phu, elle perdit cet avantage.

En ce sens, l'Indochine est bien le laboratoire d'une solidarité occidentale qui s'exprime avec force dans le renseignement, mais elle est aussi le laboratoire d'une rupture. Si la France reste inscrite dans le bloc occidental, son déclin face au nouvel hégémon la pousse vers une politique en opposition avec l'Amérique. Ainsi, quand de Gaulle prend le pouvoir et promeut la politique étrangère de « grandeur », le tonitruant retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN s'est accompagné du plus discret arrêt total des échanges entre le SDECE et la CIA.



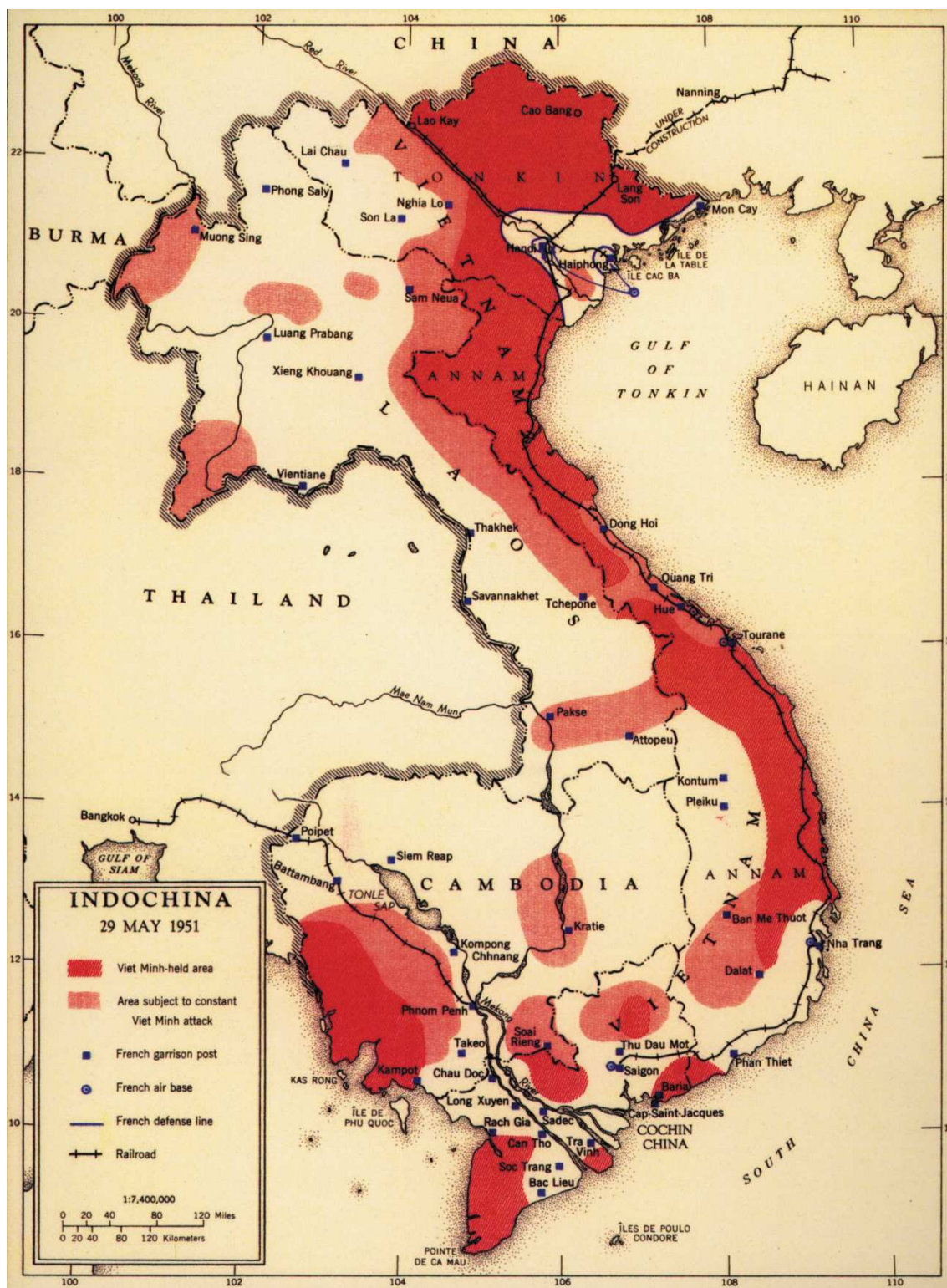
Annexe 2 : Carte générale de l'Indochine française



Source : Association nationale des anciens prisonniers internés déportés d'Indochine, « carte de l'Indochine », consulté sur : <http://www.anapi.asso.fr/index.php/carte-de-l-indochine/84-reperes-historiques>

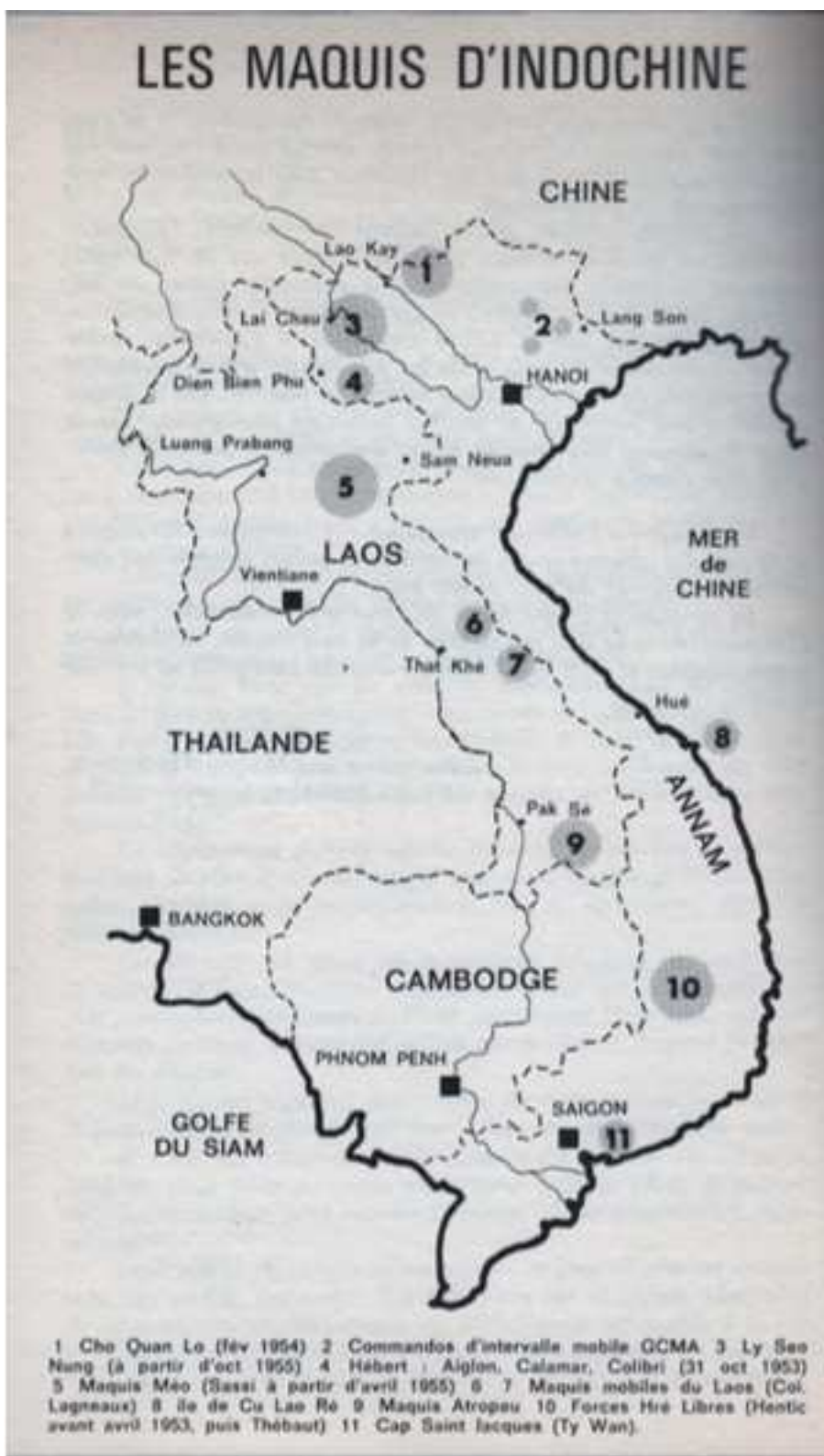


Annexe 3 : Carte des zones contrôlées par le Vietminh au 29 mai 1951



Source : Central Intelligence Agency, 1951 *Indochina*, 9 novembre 2016, consulté sur : <https://www.flickr.com/photos/ciagov/30583518180/in/album-72157674885572481/>

Annexe 4 : Carte des contre-maquis en Indochine



Source : Club des chefs Paras au feu, bulletin n°124, avril 2019, p. 14.

Annexe 5 : Note de service du 5 avril 1948 sur l'organisation du SDECE

JP/GE

DATE: le 5 avril 1948. -

**TRÈS SECRET**

COMMANDE EN CHEF  
DES FORCES TERRESTRES  
EST-EXTRÊME ORIENT

CHIEF d'ETAT - MAJOR.

1<sup>er</sup> 400 TPEO/I/O.

1<sup>er</sup> 944 /2

1<sup>er</sup> 28.6 DS/R2 - S.

Exemplaire n° 46/48

NOTE de SERVICE

**OBJET :** Organisation du SDECE (Personnel et Matériel) de l'Armée de Terre ;

**REFERENCE :** Protocole réglant les attributions du SDECE, (diffusé le 22-6-1947 aux Commandants de Territoires s/n° 3949/2).

**P. JOINTES :** Trois Annexes.

Le Protocole cité en référence, a fixé les modalités de la participation de l'Armée de Terre au fonctionnement du Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage dans les Territoires d'Outre-Mer.

La présente Note de Service a pour objet de préciser, en ce qui concerne les Territoires relevant de l'Autorité du G.G.S. :

- la composition du SDECE (partie intéressant l'Armée de Terre) ;
- les attributions de l'Officier Supérieur, Directeur de la Base d'Indochine du SDECE, en ce qui concerne la gestion du personnel et du matériel ;
- le mode d'administration des détachements faisant partie de ce Service ;
- les renseignements relatifs à la gestion du personnel et du matériel, à faire parvenir par le Directeur de la Base d'Indochine du SDECE.

**I. - COMPOSITION -**

A - Le S.D.E.C.E. (Base d'Indochine) ne figure pas au nombre des Unités créées ou maintenues au titre du Plan d'organisation des F.R.E.O. pour 1948. Les effectifs de l'Armée de Terre entrant dans sa constitution sont donc comptés "Hors Plan".

Son articulation intérieure est décidée par la Direction Générale du S.D.E.C.E. en fonction des missions imparties.

Pour le présent, il se compose :

- d'une Direction ;
- d'un Bureau Central de Renseignements d'Indochine (contre-espionnage) ;
- d'un Bureau des Archives Techniques (S.R. extérieur) ;
- d'un Service Technique des Recherches,

ces trois derniers services étant répartis en un certain nombre de détachements. -

.../...



B. - D'une façon générale, l'Armée de Terre participe au fonctionnement du S.D.E.C.E. :

Sous-Officiers

- en fournissant du personnel Officiers/Hommes de Troupe et P.F.A.T., dans la limite des Tableaux d'effectifs fixés par le Directeur Général du S.D.E.C.E., en accord avec le Ministre de la France d'Outre-Mer (D.A.M.)
- en apportant à ce service, par prélèvement sur les ressources locales, le maximum d'aide matérielle.

A défaut de Tableaux d'Effectifs et de Dotation établis conformément à cette règle, les Tableaux faisant l'objet des Annexes I et II ci-jointes fixent la participation maxima des F.T.E.O. dans le fonctionnement de la Base d'Indochine du S.D.E.C.E., sous les réserves suivantes :

a) - Ces Tableaux n'ont qu'un caractère provisoire, les Tableaux définitifs restant à déterminer par les soins du Ministre de la France d'Outre-Mer.

La participation très élevée consentie par l'Armée de Terre pour compenser la déficience actuelle de certains Organismes civils ou militaires concourant aussi au fonctionnement du S.D.E.C.E. est essentiellement temporaire, et sera réduite au fur et à mesure que le recrutement se normalisera.

b) - Les effectifs Officiers indiqués englobent, d'une part, les Officiers recrutés dans la Métropole, sur proposition du Directeur Général du S.D.E.C.E., par le Ministre des Forces Armées en accord avec le Ministre de la France d'Outre-Mer; d'autre part, ceux mis, à titre d'appoint, à la disposition de la Base d'Indochine, par le Général Commandant Supérieur.

La proportion entre le total des effectifs réalisés par ces deux procédés et les effectifs théoriques ne peut excéder celle prévalant pour l'ensemble des F.T.E.O.

c) - Le personnel militaire des Secrétariats, est normalement recruté par i les effectifs des F.T.E.O. dans les conditions fixées par le Protocole cité en référence. Le recouvrement du S.D.E.C.E. est assuré dans la même mesure que celle prévue pour les Officiers.

d) - Le Matériel et les allocations diverses ne sont fournis que selon les disponibilités, suivant un tour de priorité établi par les soins du Général Commandant Supérieur.

II. - ATTRIBUTIONS du DIRECTEUR du S.D.E.C.E. -

L'Officier Supérieur Directeur de la Base d'Indochine du S.D.E.C.E. :

- Fixe l'implantation et la composition des divers détachements du Service;
- Procède, à l'intérieur de son service, à toutes les mutations de personnel et de matériel estimées nécessaires.
- Etablit, conformément aux instructions en vigueur, les travaux d'avancement et les propositions de citations concernant le personnel relevant de son Autorité.

III. - AD. ILLUSTRATION -

a) - Le personnel et le matériel des divers détachements sont affectés, en surnombre, à des Unités Administratives désignées par les Commandants d'Armes intéressés, après accord des Chefs de Détachements.

.../...

Le personnel en service à SAIGON est affecté à la 153ème Compagnie de C.G.

Le personnel ainsi affecté n'est pas mentionné sur les situations d'effectifs mécanographiques et de Commandement, établies par les Unités pour leur personnel organique. Par contre, il figure sur les Etats de rapatriements qu'elles sont appelées à produire.

b)- Du point de vue de la discipline :

- Le Directeur du S.D.E.C.E. et les Officiers ou gradés subordonnés sont seuls qualifiés pour sanctionner les fautes techniques commises dans l'exécution du service.

Le premier, à qui sont dévolus, en matière de sanctions, les pouvoirs d'un Chef de Corps, demande s'il y a lieu au C.C.S. l'augmentation des punitions infligées.

- Les autres infractions à la discipline militaire l'ont éventuellement l'objet de Comptes-Rendus de punitions, qui suivent la voie territoriale normale.

Toutefois, aucune cassation ou rétrogradation, aucune proposition d'élimination de l'Armée, ne sont envisagées sans l'avis préalable du Directeur du S.D.E.C.E.

c)- Les infractions pénales commises ressortissant à la compétence des Tribunaux Militaires des Circonscriptions Judiciaires Militaires, Les Procès-Verbaux d'enquête, établis par les Officiers de Police Judiciaire, sont adressés pour décision aux Officiers Généraux ou Supérieurs Commandant ces Circonscriptions.

IV.- RENSEIGNEMENTS A FAIRE PARVENIR PAR LE DIRECTEUR  
du S.D.E.C.E.-

a)- Dès achèvement de la mise sur pied de la présente organisation :

- Au Commandant du Centre Administratif d'Extrême-Orient : liste nominative du personnel militaire, par Unité d'affectation.
- Au Ier Bureau de l'Etat-Major des T.F.E.O. (Section Personnel- Mutations) : Liste nominative des Officiers, par Unité d'affectation.
- Au Colonel Directeur du Service du Matériel des T.F.E.O. : liste des véhicules appartenant aux Forces Terrestres d'Extrême-Orient, par Unité d'affectation.

b)- Lors des mutations des personnels et du matériel précités : copie de l'avis de mutation (I) correspondant, adressée dans les mêmes conditions que ci-dessus.

.../...

(I)- En ce qui concerne le personnel, se donner au modèle donné en Annexe III.-

c) - Dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur :

- situations d'effectifs mécanographiques et de Commandement,
- demandes mensuelles de reapprovisionnement, (I),
- Travaux d'avancement et Mémoires de propositions divers,

Pour le Général de Division SALAN, Cdt, p. i.  
les Forces Terrestres en Extrême-Orient,

Le Général DE FERIER, Adjoint.

- DESTINATAIRES :

- M. le Lt. Col. Dr. du S. D. E. C. E. (Exemp. n° 1 à 20)
- M. l'Int. Gal. Dr. du Sec. de l'Int. des T. P. E. O. (n° 21)
- M. le Col. Dr. du Sec. du Matériel des T. P. E. O. (Exemp. n° 22)
- M. le Cdt. du C. A. E. O. (Exemp. n° 23)
- M. le Chef de Bton. Ch. du Central Mécanogr. (Exemp. n° 24)

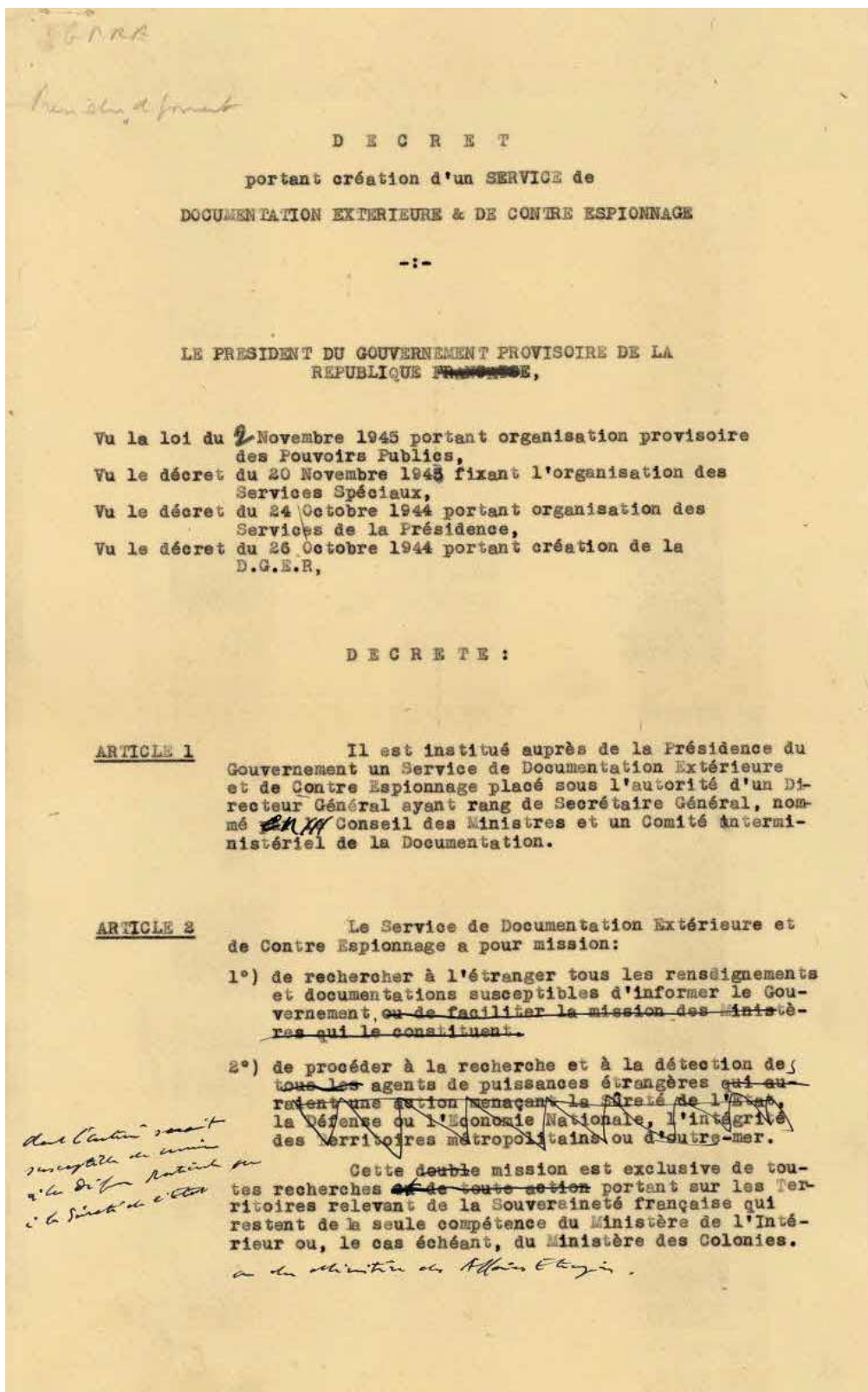
- COPIER :

- M. le Ministre des Forces Armées
  - Direction des Troupes Coloniales (Exemp. n° 25)
  - M. le Ministre de la France d'Outre-Mer
  - Direction des Affaires Militaires (Exemp. n° 26)
  - M. le Gal. Ch. d'É. Gal. de la Défense Nationale
  - 2<sup>e</sup> Section (Exemp. n° 27)
  - Exemp. n° 28 pour Diagonale, SDECE.
  - M. le Haut-Commissaire de France pour l'Indochine
  - Etat-Major Particulier (Exemp. n° 29).
- } à titre  
de  
Compte-rendu.
- M. le Gal. Cdt. Les T. P. I. N. (Exemp. n° 30).
  - M. le Gal. Cdt. Les T. P. C. A. (Exemp. n° 31).
  - M. le Gal. Cdt. Les T. P. S. A. E. (Exemp. n° 32).
  - M. le Gal. Cdt. Les T. P. I. S. (Exemp. n° 33 et 34).
  - M. le Col. Cdt. Les Forces du Laos (Exemp. n° 35).
  - Etat-Major - T. P. E. O.
  - 1<sup>er</sup> Bureau - Section PERS. INT. (Exemp. n° 36).
  - 2<sup>ème</sup> Bureau (Exemp. n° 37).
  - 4<sup>ème</sup> Bureau (R) (Exemp. n° 38).
  - M. le Chef de Bataillon Cdt. Le Q. G. (Exemp. n° 39).

(I) - N. de S. n° 242 T. P. E. O. / I. O. du 25 Février 1946



Annexe 6 : Version préparatoire du décret portant création du SDECE annoté par de Gaulle



Source : Wikimédia commons

## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### I) Sources

#### 1) Archives

##### a) *Foreign relations of the United-States :*

Volume VI : 1950, East Asia and the Pacific, 1951 Asia and the Pacific parties 1 et 2

Volume XII: 1952-1954, East Asia and the Pacific parties 1 et 2

Volume XIII : 1952-1954, Indochina, parties 1 et 2

##### b) *Pentagon Papers :*

Pentagon Papers Part I. U.S. policy 1940-1950

Pentagon Papers Part II. U.S. involvement in the Franco-Viet Minh War 1950-1954

Pentagon Papers Part IV. A2. Aid for France in Indochina 1950-1954

Pentagon Papers Part IV. A-3. U.S. and France's Withdrawal from Vietnam, 1954-1956

##### c) *CIA :*

Director's log 1 sept. 51 - 30 dec. 51, document n° 5166d49199326091c6a6007a

Director's log 2 jan. 54 - 14 july 54, document n° CIA-RDP80R01731R002700090001-7

Franck Mirmont, *La guerre d'Indochine vue par la CIA*, Paris, Nimrod, 2015, 286 p.

#### 2) Témoignages, mémoires, romans

Albert Spaggiari, *Faut pas rire avec les barbares. Mémoires d'Indochine*, Paris, La manufacture de livres, 2011, 317 p.

Archimedes Patti, *Why Vietnam? Prelude to America's Albatross*, Berkeley, University of California Press, 1980, 621 p.

Charles Fenn, *At the Dragon's Gate : With the OSS in the Far East*, Annapolis, Naval institute Press, 2004, 226 p.

George W. Allen, *None so blind : a personal account of the intelligence failure in Vietnam*, Chicago, Ivan R. Deen, 2001 , 320 p.

Graham Greene, *The Quiet American*. Random House, Édition du Kindle, 2010, 181 p.

Henri Jacquin, *Guerre secrète en Indochine*, Paris, O. Orban, 1979, 251 p.

Jean de Lattre de Tassigny, *La ferveur et le sacrifice, Indochine 1951. Archives personnelles du maréchal de Lattre de Tassigny*, Paris, Plon, 1987, 473 p.

Jean Le Morillon, *Un breton en Indochine. Mission « Oiseau mouche »*, Cheminements, 2000, 202 p.

Jean Leroy, *Fils de la rizièrre*, souvenirs recueillis par Pierre Démaret, Paris, Robert Laffon, 1977, 330 p.

Jean Sainteny, *Histoire d'une paix manquée : Indochine 1945-1947*, Paris, Amiot-Dumont, 1953, 260 p.

Paul Ely, *Mémoires. L'Indochine dans la tourmente*, Paris, Plon, t. I, 1964, 364 p.

Pierre Langlais, *Diên Biên Phu*, Paris, Éditions France Empire, 1963, 261 p.

Raoul Salan, *Mémoires. Tome 2 : Fin d'un Empire. Le Viêt-minh, mon adversaire*, Paris, Presses de la Cité, 1971, 479 p.

Roger Trinquier, *Les maquis d'Indochine, 1952-1954*, FeniXX réédition numérique. Édition du Kindle, 2017, 261 p.

Thomas de Saint Phalle, *Saint, Sinners and Scalawags. A lifetime in stories*, brookline NH hobblebush books, 2004, 577 p.

## II) **Bibliographie**

### 1) Ouvrages bibliographiques et historiographiques

SHAT, *Inventaire des archives de l'Indochine*, Vincennes, SHAT, 2 volumes, 1990, 872 p.

SHD, *GR 10 R 1-230. SDECE Indochine, répertoire numérique détaillé*, Vincennes, SHD, 2015, 23 p.

Frédéric Quéguineur, Bertrand Fonck (dir.), *SDECE. GR 10 R. Bulletins de renseignements 1946-1958*, Vincennes, SHD, 2016, 70 p.

Gérald Arboit, *Le renseignement, dimension manquante de l'histoire contemporaine de la France*, CF2R, rapport de recherche n°9, mars 2013, 78 p.

Jean-Vincent Holeindre, Benjamin Oudet, *Les études sur le renseignement en France. Généalogie, structuration et propositions*, IRSEM, note de recherche n°67, 27 novembre 2018, 16 p.

Olivier Chopin et Bastien Irondelle, « Comparaison franco-britannique de la recherche sur les services de renseignement », *Criminologie*, 46:2, 2013, pp. 15-42.

Olivier Forcade, « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie & société*, 2012/2, pp. 99-110.

Peter Jackson, « intelligence and the state : An emerging « French school » of intelligence Studies », *Intelligence and National Security*, vol 21, n°6, 2006, pp. 1061-1069.

Quéguineur Frédéric, « Les archives du SDECE en Indochine », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2019/1 (N° 273), pp. 11-15.

## 2) Ouvrages généraux

### a) *Histoire du renseignement*

Alain Dewerpe, *Espion, une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, 1994, 478 p.

Christopher Andrew, David Dilks, *The missing dimension. Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, Chicago, University of Illinois Press, 1984, 300 p.

Claude Faure, « Bref historique des services de renseignement et de sécurité français contemporains », *Revue historique des armées*, n°247, 2007, pp. 70-81.

Claude Faure, *Aux services de la République : du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004, 782 p.

Constantin Parvulesco, *Secret Défense. Histoire du renseignement militaire français*, Boulogne-Billancourt, E-T-A-I, 2007, 143 p.

David Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2006, 213 p.

Douglas Proch, *Histoire des services secrets français. Tome 1 : De l’Affaire Dreyfus à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Tome 2 : De la guerre d’Indochine au Rainbow Warrior*, Paris, Albin Michel, 1997.

Éric Denécé, *Les services de renseignement et de sécurité français : perspective historique*. Centre Français de Recherche sur le Renseignement, note historique n°47, décembre 2016, 5 p.

Gérald Arboit, *La difficile coordination du renseignement français : un défi historique*, CF2R note historique n°18, septembre 2008, 7p.

Jean-Claude Cousseran, Philippe Hayez. *Leçons sur le Renseignement*. Paris, Odile Jacob, 2017, 440 p.

John Prados, *Histoire de la CIA. Les fantômes de Langley*, Paris, Perrin, 2019, 542 p.

Mark M. Lowenthal. *Intelligence. From Secrets to Policy*. 7<sup>e</sup> édition, Los Angeles, CQ Press, SAGE Publications Inc, 2017, 593 p.

Michael Herman, *Intelligence Power in Peace and War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 414 p.

Michel Dobry, « le renseignement dans les démocraties occidentales. Quelques pistes pour l’identification d’un objet flou », in « Le Renseignement », IHESI, *Cahiers de la sécurité intérieure*, n°30, 4<sup>e</sup> trimestre 1997, pp. 53-85.



Olivier Chopin, Benjamin Oudet. *Renseignement et sécurité*. Paris, Armand Colin, 2016, 208 p.

Olivier Forcade et Maurice Vaïsse (dir.), *Le Renseignement au début de la guerre froide 1945-1955*, Actes du colloque international organisé par l'Académie du renseignement le 6 juin 2016, Paris, La Documentation française. Edition du Kindle, 2019.

Pascal Krop, *Les secrets de l'espionnage français*, Paris, Lattès, 1993, 782 p.

Paul Aussaresses, *Services Spéciaux, Algérie 1955-1957*, Paris, Perrin, 2001, 197 p.

Phillip Knightley, *The Second Oldest Profession: Spies and Spying in the Twentieth Century*, Londres, Penguin Books, 1988, 436 p.

Pierre Lacoste (dir.), *Le renseignement à la française*, Paris, Economica, 1998, 641p.

Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : De la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2013, 738 p.

Roger Faligot, Pascal Krop, *La piscine : les services secrets français 1944-1984*, Paris, l'épreuves des faits/seuil 1985, 426 p.

Sébastien Laurent, « Les services secrets gaullistes à l'épreuve de la politique (1940-1947) », *Politix*, vol. 14, n°54, Deuxième trimestre 2001, pp. 139-153.

Sébastien Laurent, *Politiques de l'ombre. État, renseignement et surveillance en France*, Paris, Fayard, 2009, 700 p.

Tim Weiner, *Des cendres en héritage : L'histoire de la CIA*, Paris, Éditions de Fallois, 2009, 543 p.

#### *b) La coopération dans le renseignement*

Chris Clough, « Quid Pro Quo: The Challenges of International Strategic Intelligence Cooperation », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 17:4, 2004, pp. 601-613.

Don Munton, Karima Fredj, « Sharing Secrets: A Game Theoretic Analysis of International Intelligence Cooperation », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 26:4, 2013, pp. 666-692.

Emmanuel Droit, *Les polices politiques du Bloc de l'Est. À la recherche de l'Internationale tchékiste 1955-1989*, Paris, Gallimard, 2019, 277 p.

Hugues Canuel, « French aspirations and Anglo-Saxon suspicions: France, signals intelligence and the UKUSA agreement at the dawn of the Cold War », *Journal of Intelligence History*, 12:1, 2013, pp. 76-92.

James I. Walsh, *The international politics of intelligence sharing*, New-York, Cloumbia University Press, 2009, 208 p.

Olivier Chopin, « Le renseignement européen, les coopérations bilatérales au secours d'une intégration introuvable ? », *Politique européenne*, 2015/2 (N° 48), pp. 28-50.

Richard J. Aldrich, « *International intelligence cooperation in practice* ». in Born, Hans and Leigh, Ian and Wills, Aidan, (dir.) *International intelligence cooperation and accountability*. Oxon ; New York: Routledge, pp. 18-41.

Sir Stephen Lander, « International intelligence cooperation: an inside perspective », *Cambridge Review of International Affairs*, 17:3, 2004, pp. 481-493.

Stéphane Lefebvre, « The Difficulties and Dilemmas of International Intelligence Cooperation », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 16:4, 2003, pp. 527-542.

### c) *Indochine et renseignement*

Alexander Zervoudais, « Le renseignement aérien en Indochine », *Revue Historique des Armées*, n°211, juin 1998, pp. 69-84.

Bruce Palmer, « US intelligence and Vietnam », *Studies in intelligence*, vol 28, special issue, 1984, 141 p.

David Michel, *Guerre secrète en Indochine, les maquis autonomes face au Vietminh 1950-1955*, Paris, Lavauzelle, 2002, 426 p.

Fabienne Mercier, « Organisation et unification des services de renseignement français en Indochine et en Chine (1940-1944) », *Renseignement et opérations spéciales*, n°1, mars 1999, pp. 39-61.

Jean-Marc Le Page, « La base de Séno, la France et l'Asie du Sud-Est 1953-1963 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 3, n°255, 2014, p129

Jean-Marc Le Page, *Les services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau Monde, 2014, 522 p.

Le Page Jean-Marc, « 1945-1946, le SDECE découvre l'Indochine », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2019/1 (N° 273), pp. 17-34.

Roger Faligot, « France, Sigint and the Cold War », *Intelligence & National Security*, 16 :1, 2001, pp. 177-208.

#### d) *Guerre d'Indochine*

Éric Deero, Pierre Vallaud, *Indochine française 1856-1956. Guerres, mythes et passions*, Paris, Perrin, 2003, 220 p.

Hugues Tétrais, *La piastre et le fusil, le coût de la guerre d'Indochine*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, 634 p.

Ivan Cadeau, « 1954-1956, le départ du corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient », *Revue historique des armées*, n°258, 2010, pp. 67-81.

Ivan Cadeau, « Sud-Vietnam, printemps 1955 : la « guerre des sectes » à travers les archives du service historique de la défense », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2019/1 (N° 273), pp. 49-68.

Jacques Dalloz, *Dictionnaire de la guerre d'Indochine 1945-1954*, Paris, Armand Colin, 2006, 384 p.

John Prados, *La Guerre du Vietnam*, Paris, Perrin, 2011, 833 p.

Laurent Césari, *L'Indochine en guerres*, Paris, Belin, 1995, 315 p.

Martin Windrow, *The French Indochina War 1946-54*, Oxford, Osprey Publishing, 1998, 48 p.

Pierre Journoud, *Dien Bien Phu. La fin d'un monde*, Paris, Vendémiaire, 2019, 472 p.

Yves Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, 1992, 612 p.

e) *Le contexte international, l'Indochine et le renseignement*

Bob Bergin, « Old man Ho : The OSS Role in Ho Chi Minh's Rise to Political Power », *Studies in Intelligence*, Vol 62, n°2, juin 2018, pp. 7-23.

Élie Tenenbaum, *Partisans et centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2018, 522 p.

Grosser Pierre, « La politique indochinoise de Pierre Mendès France après les accords de Genève », *Relations internationales*, 2011/2 (n° 146), pp. 59-75.

James Aldrich, Gary Rawnsley, Ming-Yeh Rawnsley, *The Clandestine Cold War in Asia 1945-65 : Western Intelligence, Propaganda and Special Operations*, Portland (OR), Routledge, 2000, 316 p.

Jean-Marc Le Page, « Le renseignement français et la Corée 1950-1965 », in Pierre Journoud (dir.), *La Guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 239- 255.

Jean-Marc Le Page, Elie Tenenbaum, « French and American intelligence Relations During the First Indochina War, 1950-1954 », *Studies in Intelligence* 55, n°3, 2011, extraits déclassifiés, pp. 25-37.

John Prados, *Operation Vulture. America's Dien Bien Phu*, New-York, Diversion Books, 2014, 322 p.

John Prados, *Safe for democracy: the secret wars of the CIA*, Chicago, Ivan R.Dee, 2006, 733 p.

Journoud Pierre, « Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975. De la défiance dans la guerre à la coopération pour la paix », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2008/2 (N° 28), pp. 123-132.

Journoud Pierre, « Secret et stratégie pendant la guerre du Vietnam », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2012/2 (N° 36), pp. 57-80.

Laurent Cesari. *Le problème diplomatique de l'Indochine 1945-1957*, Paris, Les indes savantes, 2013, 417 p.

Laurie D. Clayton, Andres Vaart (dir.), *CIA and the Wars in Southeast Asia 1947-75*, Center for the study of intelligence, Septembre 2016, 61 p.

Marc Michel, « De Lattre et les débuts de l'américanisation de la guerre d'Indochine », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 72, n°268, 3e trimestre 1985, pp. 321-334.

Marc Michel, « De Lattre, la conférence de Singapour et ses suites », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 79, n°295, 2<sup>e</sup> trimestre 1992, pp. 199-211.

Nguyễn Thê Anh, « Chapitre IV. L'Asie du Sud-Est et le nouvel ordre mondial (1940 - vers 1990) », dans : Hartmut O. Rothermund éd., *L'Asie orientale et méridionale aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Chine, Corée, Japon, Asie du sud-est, Inde*. Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Nouvelle Clio », 1999, pp. 377-405.

Pierre Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Odile Jacob, 2019, 672 p.

Pierre Journoud (dir.), *L'évolution du débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945*, IRSEM, 2011, 482 p.

Pierre Journoud, « La CAT/Air America dans les guerres d'Indochine, ou le rôle d'une compagnie aérienne privée secrètement détenue par la CIA (1950-1975) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2010/2 (n° 238), pp. 129-150.

Thomas L. Ahern, Jr, *The CIA and the House of Ngo. Covert action in South Vietnam 1954-1963*, Center for the Study of Intelligence, Central Intelligence Agency, déclassifié le 19 février 2009, 228 p.

Walton S. Moody, *History of the Joint Chiefs of Staffs: the Joint Chiefs of Staff and the first Indochina War, 1947-1954*, Washington DC : Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff, 2004, 284 p.

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait jamais pu voir le jour sans l'aide et le soutien de nombreuses personnes qui ont accepté de me consacrer un peu de leur temps. Je pense en particulier à mon directeur de mémoire, le professeur Emmanuel Droit, qui a su être disponible et m'a prodigué de nombreux conseils et critiques pour la formulation de ce travail.

Je tiens également à remercier mon ami et colocataire Daoud Jost-Serhir, qui a été un soutien moral indéfectible lors de la recherche et de la rédaction, et encore plus lors de ces temps troublés d'épidémie.

Je ne serais pas complet si j'omettais mes collègues de Saint-Malo qui ont sur me faire traverser les moments difficiles, et en particulier Samy Vincent. Finalement, je remercie mes parents et ma sœur, qui m'ont donné le goût de l'histoire, de la recherche et de la rigueur, et qui se sont attelés à la tâche fastidieuse de la relecture.

## TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles .....	4
Sommaire .....	6
<b>Introduction : l'oxymore de la coopération internationale en matière de renseignement .....</b>	<b>7</b>
<b>1) État de l'art.....</b>	<b>9</b>
A) L'étude du renseignement .....	9
a) Un champ de recherche dominé par les <i>intelligence studies</i> anglo-saxonnes	9
b) L'institutionnalisation récente d'une « école française du renseignement »	10
B) La coopération dans le renseignement, dimension manquante de la dimension manquante ? .....	12
C) La guerre d'Indochine.....	15
<b>2) Orientations épistémologiques .....</b>	<b>15</b>
<b>3) Présentation des sources .....</b>	<b>17</b>
<b>4) Plan du mémoire.....</b>	<b>19</b>
<b>Partie 1 : La genèse des services et de l'Indochine comme enjeu de leurs relations .....</b>	<b>22</b>
<b>Chapitre 1 : Les services français et américains au début de la Guerre froide... 23</b>	<b>23</b>
I) <u>Entre fragmentation et unification : l'institutionnalisation du renseignement au sein de l'État</u> .....	24
A) En France une longue tradition amène à la prolifération des services .....	24
B) Aux États-Unis le renseignement reste marginal.....	26
II) <u>Le tournant de la Seconde Guerre mondiale : réorganisation française et innovation américaine</u> .....	27
A) L'héritage français de la Seconde Guerre mondiale.....	27
B) Le renseignement s'impose difficilement aux États-Unis .....	29
III) <u>Recompositions et consolidation des appareils de renseignement au début de la Guerre froide</u> .....	30
A) De l'OSS à la CIA : la naissance d'une communauté du renseignement aux États-Unis .....	30
B) En France, une difficile recomposition.....	32
C) L'internationalisation du renseignement .....	34
<b>Chapitre 2 : L'archipel du renseignement en Indochine..... 37</b>	<b>37</b>
I) <u>Une communauté fragmentée marquée par des héritages multiples</u> .....	38
A) La liquidation de l'héritage colonial.....	38
B) D'une guerre à l'autre .....	39
II) <u>La difficile consolidation de l'appareil français pendant la guerre</u> .....	43
A) Le désir d'hégémonie du SDECE.....	43
B) Les écoutes, nerf de la guerre en Indochine .....	47
C) Un renseignement visionnaire mais négligé .....	50



<b>Chapitre 3 : De l'hostilité au remplacement : l'évolution de la politique des États-Unis envers l'Indochine de 1941 à 1956 .....</b>	<b>54</b>
I) <u>De l'ambivalence à la neutralité 1941-1946 .....</u>	55
A) L'anticolonialisme de Roosevelt .....	55
B) Le neutralisme s'impose .....	57
II) <u>De la neutralité à l'engagement 1946-1950 .....</u>	59
A) Le soutien à la « solution Bao Dai » .....	60
B) L'Indochine, pièce centrale du <i>containment</i> en Asie .....	64
III) <u>L'engagement devient remplacement 1950-1956 .....</u>	69
A) L'approfondissement de l'engagement américain .....	70
B) Un rapport de force favorable à la France au cours du conflit .....	72
C) L'Amérique évince la France .....	74
<b>Partie 2 : Le temps des intérêts partagés et de la méfiance cordiale .....</b>	<b>78</b>
<b>Chapitre 4 : L'Indochine au cœur du renseignement occidental.....</b>	<b>79</b>
I) <u>De la solidarité coloniale au front occidental : l'insertion progressive des États-Unis .....</u>	80
A) L'entente coloniale en Asie du Sud-Est.....	80
B) L'acceptation tardive de la présence des services américains .....	82
II) <u>L'institutionnalisation d'un forum d'échange de renseignements .....</u>	83
A) Les conférences interalliées .....	83
B) La structuration des échanges .....	85
III) <u>Un « gentlemen agreement » entre le SDECE et la CIA .....</u>	87
A) De fertiles relations préexistantes .....	87
B) La mise en place d'un « travail en commun sur la Chine » .....	89
C) Une coopération opérationnelle intense .....	91
IV) <u>Les échanges avec les autorités militaires .....</u>	93
A) Une relation lacunaire avec les services de l'armée de Terre .....	93
B) La maigre contribution de la Marine et de l'armée de l'Air .....	95
C) Diversifier les capteurs pour pallier les tensions avec les autorités militaires .....	96
<b>Chapitre 5 : La méfiance cordiale ou le grand jeu de dupes.....</b>	<b>98</b>
I) <u>Aux sources de la défiance française .....</u>	98
A) L'anticolonialisme américain .....	98
B) L'OSS a-t-elle mis Ho Chi Minh au pouvoir ? .....	101
C) Rancœurs et mésaventures personnelles.....	107
II) <u>Réticences et méfiances mutuelles colorent une alliance de circonstance .....</u>	108
A) La méfiance institutionnelle des Français.....	109
B) Les Américains ne sont pas dupes .....	112
III) <u>Les liaisons dangereuses de la CIA .....</u>	115
A) Le clan Ngo.....	116
B) La guerre des sectes .....	120
<b>Chapitre 6 : : L'Indochine, laboratoire franco-américain de la guerre contre-révolutionnaire .....</b>	<b>127</b>
I) <u>Une « intrusion américaine » dans la pacification française ? .....</u>	128
A) Les origines ambiguës des contres-maquis 1945-1950 .....	128
B) La pacification française sous perfusion américaine 1951-1954.....	131

II)	<u>La guerre psychologique sous influence américaine</u> .....	133
A)	Le retard français .....	133
B)	L'alignement sur le modèle anglo-saxon.....	134
III)	<u>Entre appropriation et liquidation de l'héritage français</u> .....	137
A)	Les États-Unis prennent le contrôle 1954-1956 .....	137
B)	L'héritage stratégique français .....	140
<b>Conclusion</b>	.....	<b>144</b>
<b>Annexes</b>	.....	<b>148</b>
<u>Annexe 1</u>	: Organigramme du SDECE dans les années 1950.....	148
<u>Annexe 2</u>	: Carte générale de l'Indochine française .....	149
<u>Annexe 3</u>	: Carte des zones contrôlées par le Vietminh au 29 mai 1951 .....	150
<u>Annexe 4</u>	: Carte des contres-maquis en Indochine .....	151
<u>Annexe 5</u>	: Note de service du 5 avril 1948 sur l'organisation du SDECE .....	152
<u>Annexe 6</u>	: Version préparatoire du décret portant création du SDECE annoté par de Gaulle .....	156
<b>Sources et bibliographie</b>	.....	<b>157</b>
<b>I) Sources</b>	.....	<b>157</b>
1) <u>Archives</u>	.....	157
a.	Foreign relations of the United-States .....	157
b.	Pentagon Papers.....	157
c.	CIA .....	157
2) <u>Témoignages, mémoires, romans</u>	.....	157
<b>II) Bibliographie</b>	.....	<b>158</b>
1) <u>Ouvrages bibliographiques et historiographiques</u>	.....	158
2) <u>Ouvrages généraux</u>	.....	159
a.	Histoire du renseignement.....	159
b.	La coopération dans le renseignement .....	161
c.	Indochine et renseignement.....	162
d.	Guerre d'Indochine.....	163
e.	Le contexte international, l'Indochine et le renseignement.....	164
<b>Remerciements</b>	.....	<b>167</b>

## RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS

L'Indochine n'a pas été qu'un conflit de décolonisation, c'est également un front de la guerre froide. À ce titre, les Américains sont présents dans la péninsule tout au long du conflit pour soutenir les Français dans l'endiguement du communisme. Ce mémoire questionne les rapports franco-américains de l'ombre en étudiant la coopération dans le domaine du renseignement. Si cette dernière est présentée comme un oxymore et que la France est souvent citée comme un partenaire peu fiable pour les services américains, ce travail remet en question ces assertions. De fait, l'Indochine a été le théâtre d'une coopération plurielle entre les différents acteurs de l'archipel du renseignement. Méfiance et rivalités dans la lutte pour l'influence et l'obtention de l'information n'empêchent pas le développement d'échange qui prennent des formes et des modalités inédites.

Indochine – États-Unis – France – Vietminh - Guerre froide – services secrets – services de renseignement – renseignement – SDECE – CIA – contre-insurrection – coopération – méfiance – GCMA

Indochina was not only a decolonization conflict, it was also a Cold War front. As such, the Americans were present in the peninsula throughout the conflict to support the French in containing communism. This work questions the shadowy Franco-American relationship by examining cooperation in the field of intelligence. While the latter is presented as an oxymoron and France is often cited as an unreliable partner for the American services, this work challenges these assertions. In fact, Indochina has been the theatre of plural cooperation between the various actors of the intelligence archipelago. Mistrust and rivalries in the struggle for influence and obtaining information did not prevent the development of exchanges which took on hitherto unseen forms and modalities.

Indochina - United States - France - Vietminh - Cold War - secret services - intelligence services – intelligence – SDECE – CIA - counter-insurgency - cooperation - mistrust - GCMA